

Voici l'histoire étonnante d'un livre, peut-être exemplaire unique, perdu comme une bouteille à la mer dans l'océan des millions de livres d'occasion des plates-formes de vente en ligne. Marina, dans des recherches hasardeuses sur le Net, découvrit ce livre biographique relatant les Mémoires de notre grand-père maternel, Évarist Massip. Impatiente, elle s'empressa de le commander. Le livre lui fut livré deux jours plus tard, en cette fin d'année 2020.

Après quelques recherches, nous contactons l'éditeur et, lui faisons part de notre surprise, puisque personne dans notre famille ni les proches n'étaient au courant de son existence. L'éditeur ne nous en dira pas plus, sinon qu'il n'en n'avait aucune trace et encore moins d'exemplaires en stock.

Nous savions de mémoire que notre grand-père, en 1975, quelques mois avant sa mort, avait fait ce séjour à Perpignan chez un de ses amis, Jordi Planès, où il avait enregistré sur cassettes de l'époque toute son histoire.

Ces cassettes étaient chez notre oncle Albert, son fils. Avec le temps, ces enregistrements étaient devenus inaudibles. Sans que nous en sachions rien, notre oncle et le traducteur Pau Bassol avait fait le travail de retranscription du catalan au français.

Notre oncle, décédé le 19 juin 1999, quelques mois après l'écriture de la préface, avait dû, en compagnie du traducteur, lancer le projet de publication du livre, ce qui fut fait bien plus tard, en 2004.

Faute de pouvoir le rééditer tel qu'il est, nous avons décidé de retranscrire l'intégralité du livre sous forme numérique pour en faciliter la circulation.

Son édition imprimée a été faite dans une traduction littérale, avec l'aide précieuse de Michelle et Alain nous y avons apporté les corrections nécessaires pour rendre le récit plus fluide, sans trahir évidemment la pensée de notre grand-père, de même pour l'orthographe et la grammaire, il peut rester encore quelques fautes, nous nous en excusons par avance.

Nous espérons que, comme nous, sa lecture vous passionnera.

Marina et Georges, février 2021

Mémoires
d'Évarist Massip

traduites du catalan par Pau Bassol I Marc

Préface

de Pau Bassol I Marc et Albert Massip Ségria

Ces Mémoires sont celles d'un militant catalan, d'abord au sein des organisations paysannes, puis dans le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), dont il gravit les échelons. au cours de ce récit, on comprend comment se forment les convictions d'un jeune paysan confronté à la pauvreté et aux injustices du monde rural espagnol. Conforté dans ses opinions par les événements qui attendent son village d'Ulldemolins : les luttes entre militants de gauche et nationalistes. les péripéties font penser à Clochemerle, mais en plus féroces. Son séjour dans l'armée est pour lui l'occasion de voir comment y sont pourchassés les jeunes qui professent ses opinions. Il est accusé de menées antinationales et passe en conseil de guerre. Il est acquitté grâce à la défense de son avocat, officier qui lui témoigne de la sympathie. Démobilisé, il reprend sa lutte dans son village. La situation s'améliore pour les forces de gauche et catalanistes avec la proclamation de la Généralité de Catalogne, « État catalan au sein de la République fédérale espagnole ».

Mais la situation ne tarde pas à se dégrader, de la création du PSUC au soulèvement de Franco et à la guerre civile... Evarist Massip ne participe pas directement à la bataille car il prend dans sa région les mesures nécessaires pour assurer le succès des armées républicaines. Puis c'est la défaite et l'exil, en France d'abord, où les exilés sont très mal reçus. Les familles sont séparées, les femmes et les enfants trouvant un refuge plus accueillant que les hommes parqués dans des camps où la famine est endémique. Désireux de quitter la France, il s'en va, sans regret semble-t-il, s'établir, comme il l'avait demandé, dans un pays de langue castillane, le Chili.

Il y dirige d'abord de petites exploitations agricoles, mais il est bientôt sollicité pour reprendre son activité de militant au PSUC. Il souligne la solidarité entre tous les exilés d'Amérique latine : Argentine, Chili,

Mexique, Uruguay et le rôle fédérateur du Parti communiste espagnol qui fait jouer cette solidarité à son profit. Malheureusement, des dissensions ne tardent pas à apparaître entre militants, après que le PC espagnol eut tenté, et réussi, à mettre la main sur le PSUC. ces dissensions sont la marque du manque d'unité de la résistance au franquisme, encore plus évidente pendant la guerre civile et qui explique la défaite des armées républicaines.

Rappelé en France par la direction du PSUC en 1946, il a de grandes difficultés pour y faire venir sa famille, et va faire des voyages clandestins en Espagne. Il explique comment étaient organisés ces voyages et les risques pris par ceux qui les entreprenaient à la demande de la résistance espagnole, risques qui rappellent ceux encourus par la résistance française pendant l'Occupation. Il a l'impression très nette que le PC espagnol envoyait dans la clandestinité les militants qui ne suivaient pas rigoureusement la ligne du parti et dont il voulait se débarrasser.

Evarist Massip note les difficultés qu'il rencontre à Barcelone dans la clandestinité, jusqu'à être privé totalement de ressources. Il survit en faisant appel à sa famille barcelonaise. On ne peut qu'admirer la volonté et le courage de son épouse qui, tant au Chili qu'en France, réussit à faire vivre sa famille avec les maigres secours que lui apportent les organisations, et les ressources d'un petit commerce. Massip ressent vivement les calomnies que l'organe du PSUC publie contre l'écrivain Pous i Pagès. contacté à Barcelone pour tenter de sauver un camarade de son village condamné à mort par les franquistes, il stigmatise le comportement de ses camarades dévoués au Parti communiste ainsi que celui de sa direction.

Puis c'est l'envoi dans la clandestinité à Barcelone du secrétaire général du PSUC, Joan Comorera, peu docile aux consignes du Parti communiste, suivi de

son arrestation. Il relate comment le refus du régime franquiste de recevoir Me Henri Torrès – qui aurait dû assurer la défense mais qui le fut par un avocat local et vénal loin d'avoir l'autorité et la capacité professionnelle nécessaires – vouait cette cause à l'échec. Les subsides indispensables à cette défense sont accordés par Maurice Thorez secrétaire général du PC français et les fonds transitent vers Barcelone, curieusement par l'intermédiaire de l'écrivain belge Georges Simenon, qui a toujours soutenu la résistance antifranquiste.

Évarist Massip termine ses Mémoires en 1975 sur les démarches faites pour assurer une vie décente à Rosa Comorera, la veuve de Joan Comorera (condamné à mort, mais dont la peine sera commuée en détention à vie au pénitencier de Burgos, où il mourra). Ce sont les camarades yougoslaves qui se chargent de Rosa Comorera, à laquelle ils accordent une pension équivalente à celle des militants espagnols et des volontaires yougoslaves des Brigades internationales qui s'étaient battus avec Tito.

Durant toute sa vie consacrée au PSUC, Massip a les réactions d'un homme profondément attaché au monde rural, qui ne comprend pas toujours les militants issus d'un milieu citadin. Il fait preuve de son amour pour sa Catalogne natale. Qualifié par le PC espagnol de « déviationniste petit-bourgeois », il se montre un homme dévoué et généreux dans ses amitiés.

Ces pages sont la transcription des Mémoires politiques qu'il enregistra à Perpignan, dans la maison de son ami Georges Planes, à l'occasion « *de quinze jours de longue et fructueuse vie en commun où se découvrirent beaucoup de choses* ».

Il résume son activité politique personnelle depuis ses premières escarmouches avec les autorités d'Ulldemolins, d'abord, puis son emprisonnement durant le service militaire, transféré et détenu aussi au château de Pilat à Tarragone, tous les échecs qui suivirent le 6 octobre 1934, il raconte sa rencontre avec Joan Comorera à Juncosa en 1936. C'est la première étape, à mon avis, si on peut diviser cette narration en trois étapes.

Suivront les années de guerre où le lecteur pourra voir l'esprit de dévouement et la volonté d'animer les paysans de la huitième « viguerie* » de Lérida quand ils venaient le trouver à son bureau pour lui exposer leurs conflits après la promulgation de la loi des contrats d'agriculture. Son transfert à Barcelone en 1938, où sa famille restera quelques mois avant de passer la frontière et de séjourner dans les camps de concentration pour les hommes et un couvent de moniales pour les femmes, les enfants et les vieillards pour les autres. Six mois plus tard, on lui annonçait qu'il devait se rendre au Chili avec tous les siens, sa mère, ma marraine, son épouse, ses trois enfants et un neveu, fils de sa sœur Asumption.

À son arrivée à Santiago, il retournera aux travaux de la terre comme gérant d'une petite exploitation agricole à Quillota. C'est là que viendra le trouver Comorera à l'occasion de son passage en Argentine pour lui proposer d'intégrer les rangs du Parti communiste chilien, en même temps que d'assumer

certaines fonctions à la tête de la Ve délégation du PSUC : quelques années plus tard, on l'enverra à Barcelone (en 1945) dans la clandestinité. Il y restera presque un an.

Sa désignation fut faite par les dirigeants du parti communiste espagnol à la suite, sans doute, de son opposition à leurs actions dissuasives et d'absorption. À la fin, rappelé par la direction en France, il y vint au milieu de l'année 1946. Il collabora comme rédacteur au journal du parti *Lluita* jusqu'à la fin de 1949, date de la crise avec le bureau politique du parti communiste espagnol.

Cela sera la deuxième étape qui s'achèvera avec l'arrivée, en France, de sa famille revenue du Chili, début de la dernière étape, la plus significative de son existence, qui dura jusqu'à sa mort, le 27 mai 1976. Mais pour comprendre la troisième étape, peut-être convient-il de donner une explication.

Il est difficile aujourd'hui de saisir le climat qui dominait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les sphères politiques du fait de la guerre froide. Dans ce climat, le problème interne à l'existence du communisme continuait de se développer. En fait, depuis sa création, le parti était confronté à une démoralisation et à une désaffection souvent mal perçue qui se traduisaient en ruptures ouvertes, en critiques internes qui se faisaient entendre diversement. Le fait est qu'en 1936 la conjoncture internationale et celle de Catalogne donnèrent naissance à un Parti unifié de Catalogne. Au moment de sa constitution, peu d'éléments auraient permis de prévoir le tournant bolchevique-staliniste si rapide et si fort qu'il prit, surtout dans les premières années de l'exil, parce qu'il venait d'une masse en majorité socialiste et non communiste, sans doute de tendance gauchiste, qui se voulait une force unitaire d'un nouveau type, socialiste et catalan, et à direction bien indépendante.

L'influence envahissante du prestige et de l'aide de l'URSS, pour fausses et exagérées qu'elles fussent, gagna une grande partie des militants au point de lui faire perdre la spécificité catalane et socialiste d'origine, intégrée de plus dans une confédération avec le Parti communiste espagnol qui, bien évidemment, ne pouvait que créer des tensions.

Comorera appliqua cette orientation, contrairement à d'autres dirigeants ; il en prit conscience à partir de 1939 et les années qui suivirent la guerre mondiale, peut-être par la hâte d'une intégration et d'une subordination subtile et/ou ouverte, mais non moins calculée à un bureau politique du PC espagnol qui avait érigé dans la hiérarchisation du système stalinien son rôle de patron et de facteur de subordination : celui d'un parti d'une grande nation contre celui d'un parti de seconde ou troisième catégorie avec le précieux renfort de son castillanisme. Toutes les méthodes d'un centralisme qui, dans le PSUC présidé par Comorera, purent aussi se manifester et se révélèrent de plus en plus insupportables. En témoigne la résistance à l'allégeance au modèle russe. Car la tutelle du parti russe ne se distingua jamais précisément pour secourir les nations et les partis d'importance réduite s'il n'y trouvait pas son propre compte.

* En Catalogne, les vigueries étaient un échelon administratif.

À la fin des années 40, une situation de crise apparut dans les relations entre le PSUC et le PC espagnol, centrée sur la question de la subordination du parti catalan au parti espagnol. Le vainqueur fut celui qui se trouva à Moscou et, à partir de là, les autres partis communistes par leur soutien à Moscou et leur silence facilitèrent le noyautage de la direction du PSUC qui avait déjà commencé.

De là prit naissance une opposition, une des nombreuses que le mouvement communiste n'a cessé d'engendrer depuis sa création. avec la volonté de maintenir la reconnaissance internationale du PSUC avec sa représentation légitime assurée par Comorera et ses camarades, celle-ci passa désormais par les envoyés du bureau politique du PCE. Le PSUC de Comorera se trouva soudain expulsé, et donc extérieur au mouvement communiste officiel. Un courant d'opposition de plus dans la longue histoire du mouvement communiste mondial, en dépit des militants du PSUC qui en prirent conscience beaucoup plus tard.

Dans la tradition du communisme russe, il y eut toujours une déviation nommée « nationalisme bourgeois » et dans la seconde moitié des années 40 et les premières années 50, le modèle typique de cette hérésie fut le « titisme » que Moscou, dans une campagne internationale de dimension colossale, prétendait être le produit de l'impérialisme. Le bureau politique du PC espagnol, avec Ibarruri et Carillo en tête, s'empressèrent de réduire l'insoumission de Comorera, en direction des militants catalans, à une tendance titiste de déviation nationaliste bourgeoise, avec l'argumentation classique de l'arsenal stalinien.

L'accusation de titisme était fatale à cette époque pour tout communiste qui en était accusé, peu importe qu'il n'y eût jamais de contact de Comorera avec Tito et son parti. c'était l'excommunication au sens plein, comme au temps de l'Inquisition. Dans les pays du camp socialiste, cela signifiait la prison, les camps de concentration et la mort, alors qu'en Occident on recourait à ce qui pouvait être moins dégradant et le bureau politique du PC espagnol utilisa sa presse en castillan et en catalan, sa radio, sa grande influence et ses pratiques inqualifiables pour combattre et extirper le « nationalisme bourgeois » catalan du PSUC de Comorera, allant jusqu'à dénoncer à la police franquiste sa présence à Barcelone où il s'était installé pour mener un travail de résistance, tout comme intimider, et jusqu'à terroriser s'il le fallait, les camarades qui l'avaient suivi.

On comprendra aussi comment Evarist Massip fit cette expérience, particulière à la Catalogne – et générale dans le communisme, qui était alors une école pour la prise de conscience – d'être devenu opposant à la ligne monolithique moscovite, ce qui l'amena d'un processus d'évolution critique à la réprobation et à la condamnation de la politique russe, celle qui ordonna l'entrée des tanks à Budapest et l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie. C'est avec d'autres oppositions qu'il chemina, comme *Unir et débat** du PC français, dans laquelle il y avait des résistants notoires et d'anciens combattants des Brigades internationales avec lesquels de bonnes relations s'établirent.

Le parcours de Comorera se confirma à la seconde session de l'assemblée plénière du PSUC de la Seine qui eut lieu les 1er et 2 avril 1950 dans une des salles des sociétés savantes à Paris au quartier Latin, à l'endroit même où Lénine, en janvier 1914, avait pris la parole quand la question nationale était au cœur de sa réflexion et de sa propagande. À cette assemblée, les propositions de Comorera furent adoptées par le comité exécutif provisoire récemment constitué et qui fut scellé par Massip en France après son départ pour la Catalogne.

Ce voyage servira de révélateur, comme on le voit dans le récit de ses Mémoires dont deux points méritent d'être soulignés. Car du fait des « indiscrétions » de Louis Mas et de son épouse qui transgressaient la prudence nécessaire pour un tel voyage, Evarist Massip se considéra obligé de faire lui-même une rapide « visite-enquête » à Barcelone et prouva que, de fait, rien n'y avait été préparé. Cela mettait en évidence que le « camarade » chargé de préparer l'installation de Comorera s'était éclipsé avec la somme d'argent qu'on lui avait donnée pour trouver un appartement, absence qui avait un lien direct avec le fait qu'on avait claironné le voyage depuis la France, toutes choses se conjuguant avec la grande campagne de dénonciation publique par la presse et la radio de la direction du PCE qui déferla tout de suite, prétendant que Comorera se « promenait sur les ramblas de Barcelone » tranquillement, véritable délation qui préparait l'acte par lequel la police put trouver la trace des Comorera. Ainsi, ajoutant ces données, nous dirons par ce que nous avons su par la suite que, de la divulgation du voyage à la délation finale, il n'y eut qu'un seul trajet et une seule voix.

À partir de ce moment commença la longue étape de lutte à contre-courant et la tentative de récupération de ce que l'on pensait être les principes fondamentaux du PSUC, en franche rupture avec le bloc monolithique des partis communistes de l'époque, que Togliatti plus tard essaiera d'assouplir par le pluricentrisme et le droit de tous les partis à choisir leur ligne politique.

La pensée de Comorera suivit forcément le contre-coup de la rupture ainsi que celle des camarades qui le soutenaient. Pour cela, ils publièrent ses textes clandestins et, après son arrestation par la police, ils sortirent un bulletin que Massip s'était chargé de rédiger avec un groupe de camarades et qu'il éditait de chez lui.

C'est dans ce nouveau cadre, loin du sectarisme stalinien et poststalinien, mais non sans pesanteurs idéologiques insurmontables sur le moment, que Massip à la tête du groupe qui pour d'autres était le clan comoreriste entreprit une ouverture vers les forces démocratiques de l'exil du gouvernement de la République, en particulier de la Généralité, maintenant des contacts suivis avec son futur président Josep Taradellas, pour faire de plus en plus cas des besoins de la catalanité suivant une orientation politique que Joan Comorera avait déjà entreprise dès la rupture avec les inquisiteurs espagnols.

Mais il subsistait des orientations et des tabous importants de l'ère stalinienne, ce qui obligea Massip

* *Unir et débat* : nom de la revue et du groupe oppositionnel interne au PCF

à ne pas trop presser le pas. Des lettres à Maurice Thorez et à Staline restaient sans réponses, et ce silence avait un aspect négatif. Le fait de les avoir envoyées supposait une confiance dans ces dirigeants et dans l'URSS, confiance qui ne se perdait pas en un jour. Massip dut affronter ses propres camarades pour réfuter certaines idées reçues dont il tentait lui aussi de se défaire.

Avec le rapport de Khrouchtchev au XX^e Congrès du PC de l'Union soviétique en février 1956 et la révélation de l'horreur des crimes de Staline, dont d'anciens communistes s'étaient déjà rendu compte ou les avaient admis bien avant, va commencer lentement un tournant pareil au printemps, en URSS comme dans l'orientation de la ligne politique des autres PC, ce qui à la longue entraînera des dissensions et l'impossibilité de s'unir pour signer un texte commun.

Le silence qui suivit le dénigrement de Joan Comorera de la part du bureau politique du PC espagnol provenait plus sûrement de ce printemps que du fait que Comorera, déjà condamné, se trouvait à la prison de Burgos où il mourut. Carillo dans ses Mémoires trouvera la force de passer sous silence des faits qui témoignent bien de son stalinisme espagnol. Le « dégel », comme il sera nommé, conduira Carillo, Ibarruri, Vidiella, Ardiaca et bien d'autres dirigeants castillans à se défaire plus ou moins volontairement des compromis ignominieux d'un passé récent, ce qui donna la possibilité de réduire l'indépendance du PSUC à un parti succursale et, qui sait, si les conditions favorables avaient continué, de le liquider, comme Vidiella l'avait proposé. Un visage plus libéré ou moins dogmatique s'imposa en tout cas plus tranquillement pour tous ceux qui avaient été accusés d'anti-communisme. Grégoire Lopez Raimundo fut nommé secrétaire général du PSUC peu de temps après sa sortie de prison. Ce fut lui qui en certaines occasions put affirmer qu'il ne restait plus au parti que dix pour cent de catalanophones, ce qui pose la

question de savoir ce qu'est devenue la masse catalane qui composait le parti des années auparavant. Et même depuis les années 50 on peut trouver une affirmation de catalinité chez des militants comme Joseph Del Barrio au Chili, exclu du parti le 8 janvier 1943, donnant un début de réponse aux autres exilés arrivés au Mexique. Evarist Massip garda toujours une grande admiration pour Del Barrio comme on pourra le lire dans la version des faits qu'il a donnée.

Cette déstalinisation, si elle était imperceptible, devint claire et éclatante, malgré l'occultation par exemple de l'incendie à Paris de matériel imprimé en catalan, dont le *Manifeste communiste*, qui était destiné à l'intérieur et qui montrait les menées de désarticulation guidées subrepticement depuis le sommet du bureau politique espagnol à travers l'appareil des membres cooptés du nouveau secrétariat à ses ordres.

Ainsi, ces pratiques ne parvinrent pas à l'anéantissement et la catalinité des nouvelles générations de l'intérieur comme de l'extérieur surmontèrent l'affaiblissement dont l'extrême droite et l'extrême gauche ont toujours rêvé. De ce point de vue, Comorera, Massip et beaucoup d'autres militants, sortis avant ou après du PSUC, initièrent historiquement après la guerre une ligne de défense et de combat suivie par les générations suivantes.

Evarist Massip, de son point de vue personnel, s'en tient à ce qu'il a vu, vécu et fait et ne se livre pas aux conclusions qu'il ferait probablement aujourd'hui, comme nous le faisons. Mais son expérience personnelle suit la longue tradition de refus et de rébellion qui à l'intérieur du mouvement communiste a toujours existé. Comme tant de militants qui y avait adhéré par idéal, ils ont découvert la réalité de l'immense perversion-trahison de la volonté de lutte et d'abnégation de la masse.

Paris, 1998

JOURS D'ENFANCE ET D'ADOLESCENCE À ULLDEMOLINS

La vie d'instituteur était une vie nomade, les instituteurs allaient d'un village à un autre, c'est ce qui fit que ma mère, née au village d'Alió près de Valls, se rendit au bout d'un certain temps à Aldover, ville proche de Tortosa. De là, mes grands-parents, avec ma mère encore petite, vinrent s'installer à Ulldemolins, où ils se fixèrent définitivement.

Ma mère connut mon père quelques années plus tard. Ils se marièrent et je devais naître le 30 avril 1898. Là, ils y vécurent toujours, l'aïeul continuant de faire l'instituteur jusqu'à sa mort, l'aïeule qui était aussi institutrice mourut alors que ma mère avait trois ans et mon père se remaria avec une femme d'origine paysanne. Le village comptait alors quinze cents habitants.

L'activité du village était fondamentalement agricole avec de petites industries caractéristiques de l'artisanat catalan. Presque tous les propriétaires agricoles avaient une seconde activité de type

commercial ; les uns faisaient le commerce de l'olive, les autres des noisettes, des amandes, des noix, du raisin et du vin ; d'autres encore du plâtre, des tuiles et des briques comme complément de ressources du foyer. Petit, j'ai connu différents types de tensions sociales qui venaient de loin, des guerres carlistes et peut-être d'avant. Il y eut toujours deux partis très forts : les carlistes et les libéraux. Par exemple, quand les guerres carlistes se terminèrent perdura au village des séquelles de ressentiments et il y eut même deux assassinats que dans l'histoire de village on appelle les morts de Saint-Jacques, car le jour de la Saint-Jacques, il se produisit une bagarre au cours de laquelle il y eut deux morts. Depuis subsistèrent des rivalités qui se concilièrent lors de la guerre d'indépendance avec pour principal protagoniste le général Prim. Les hommes déjà vieux – alors que j'avais deux ans, eux en avait soixante ou soixante-dix – expliquaient à qui voulait les écouter les épopées de cette guerre qu'ils

avaient vécue ; comme on peut le supposer, j'étais enchanté de les écouter.

Mon père était républicain, partisan de Pi y Margall et Joaquim Costa : nous avions encadré leur portrait sur le mur avec une croix de laurier. Pi y Margall pour son fédéralisme, Costa pour la réforme agraire étaient pour mon père des idoles, des références. Son activité, en dehors du fait qu'il travaillait pour lui, procurait des gains faits de travaux à la tâche. Si durant les premières années de mariage il dut travailler comme journalier pour une maison moyenne du village, cela avait l'avantage que son patron le payait un peu mieux que ce que gagnaient normalement les journaliers.

Comme travailleur il était apte et excellait à certains travaux, comme la greffe des arbres, la vigne et aussi pour toutes les choses qui demandaient une certaine adresse. C'était un homme qui avait la main et qui était très recherché pour la taille des arbres. Sans pouvoir dire qu'il était supérieur aux autres, il avait un niveau d'aptitude professionnelles très apprécié.

Il fut un ardent défenseur de la réforme agraire de Joaquim Costa et s'il se présentait une discussion avec un autre homme du village il en donnait toujours la raison. Je peux me permettre aujourd'hui de dire sans aucun sentiment de regret que mon père qui ne savait pas lire se guidait par instinct et par les sentiments plus que par la formation qu'il pouvait avoir reçue. Durant les périodes électorales, les candidats à la députation venaient tenir des meetings de temps en temps, quelques conférenciers étaient accueillis au Centre républicain du village. Mes parents en étaient les gérants et tenaient la salle de café ornée des principales figures de la minorité républicaine de l'époque en 1906, parmi lesquels il y avait Salmeron, Pi y Margall, entre tant d'autres dont je ne me rappelle pas les noms ; il y avait aussi celui de Lerroux.

Quand Lerroux se révéla plus tard celui qu'il devint, on décida lors d'une assemblée très passionnée du Centre républicain de décrocher son portrait, de lui couper la tête et de la lui envoyer. Avec ce fait, on voit déjà comment vont les affaires politiques dans un village.

Ensuite resta une tendance qui disparut peu à peu : il s'agissait des carlistes et des cléricaux, qui formaient la droite du village, composée en majorité de propriétaires et de quelques journaliers, car il y avait toujours des gens d'en bas pour fraterniser avec eux.

Si nous voulions distinguer les niveaux sociaux d'un village d'une manière absolue, c'est-à-dire tous les journaliers d'un côté, tous les propriétaires de l'autre, on trouverait que parmi les républicains il n'y avait pas de grands propriétaires, mais il y avait des propriétaires aisés qui se sentaient républicains.

En 1911, il s'était créé au village un climat de violence de type social. Je me souviens que les salaires de l'époque étaient d'une peseta et demie par journée ; comme on peut le supposer, cela menait à un climat de mécontentement qui engendra l'idée d'association et une demande d'assistance publique de Reus, qui était le centre naturel de la comarque.

Avec l'arrivée d'un ou deux conférenciers pour leur expliquer comment ils devaient s'organiser,

les journaliers constituèrent une « société des agriculteurs journaliers d'Ulldemolins » avec tant d'enthousiasme qu'ils se déclarèrent en grève quand vint la saison de la moisson et du battage. Mon père, dont j'ai déjà expliqué dans quelles conditions il travaillait, n'était pas personnellement concerné par cette revendication de salaire, mais malgré cela il se solidarisa avec ce mouvement. La grève déclarée, les propriétaires résistèrent avec leurs briseurs de grève, ce qui provoqua un climat de guerre civile.

La rue du village où nous habitions aboutissait à une sorte d'aire où se faisait le battage. Tout le monde savait que les patrons passeraient de ce côté pour aller au battage et qu'ils avaient trouvé des briseurs de grève pour faire le travail. Alors, nous décidâmes que c'était là que le chemin devait être obstrué. La maison se convertit en un arsenal de bâtons et dans un coin de l'entrée, il y avait peut-être 25 ou 30 gourdins.

Comme ils étaient très matinaux pour étendre les gerbes, les patrons et leurs briseurs de grève arrivèrent à sept heures et quart, mais tout de suite après commencèrent à arriver les grévistes ; ils passèrent à la maison pour prendre chacun un gros bâton et je vis avec orgueil que mon père aussi avait le sien. Il y eut des affrontements forts et violents. Aux premières heures de l'après-midi, le village se remplit de gardes civils venus de Poboleda. Il y eut deux grévistes arrêtés qui s'étaient distingués en frappant le plus fort, mais l'affaire ne sortit pas d'ici, ils ne furent pas amenés à la prison, mais à la mairie et le soir ils furent libérés. C'est dire que tout le monde put dormir chez soi, bien que la garde civile soit restée dans le village cette nuit-là pour garantir la continuation du battage.

Cette expérience fut salutaire de toute façon, sans pouvoir dire que la grève fut perdue. A ceux qui avaient été grévistes vint un esprit d'initiative et on leur fit des offres de travail à l'extérieur dans les villages voisins, non seulement pour la moisson, mais aussi pour d'autres travaux agricoles. Si au village ils gagnaient huit ou neuf pesetas par exemple, quand ils revinrent ils avaient plus d'argent qu'ils n'en auraient gagné au village. Cela leur donna plus de courage, au point qu'un propriétaire du village voisin d'Albarca leur offrit un bois d'une cinquantaine d'hectares, avec la proposition qu'ils en arrachent les arbres pour en faire du charbon, ensuite qu'ils le sèment le blé et que la récolte soit aussi pour eux, leur demandant qu'après la moisson ils lui laissent le terrain à condition d'y faire la plantation qui lui conviendrait. Il ne leur payait pas de salaires, mais le travail qu'ils devaient faire était bien rétribué. Ils l'entreprirent dans un esprit coopératif à la condition que chaque journalier perçoive un salaire pour chaque jour travaillé. Une expérience qui modifia la condition d'esclavage, de bas salaire et donna une impulsion au moral des travailleurs de condition modeste du village.

Pendant qu'ils fachaient des coups de bâton aux briseurs de grève, moi à ses côtés, mon père les défiait encore. Ce fut là, on peut dire, ma première participation à un acte de cette nature. En ce qui concerne la scolarité, j'allais à l'école avec le grand-père et quand il n'y avait pas d'école, comme tous les enfants, nous jouions dans la rue où nous passions les

jeudis et les samedis après-midi. Arriva un jour où, alors que nous étions le groupe le plus chicanier du village, nous jouions à la balle ; j'aimais gagner, mais gagner honnêtement. Si je perdais, je savais perdre. Mais, un jour, un enfant du voisinage aussi chicanier que moi, bien que j'en eusse l'auréole, disait que c'était toujours le groupe de l'Evarist qui avait fait telle ou telle chose, au point que, jouant aux billes avec cet enfant, je lui gagnai toutes ses billes. Irrité, il tomba sur le tas que j'avais à mon côté et en emporta peut-être une douzaine. Je saisis une pierre et lui portai un coup à la tête ; il partit en pleurant. À la tombée de la nuit, le même jour, sa mère vint à la maison faire part à la mienne de ce qui s'était passé avec son fils, ma mère l'expliqua à mon père, qui, à titre de repréailles, me dit : « *A partir de demain, tu viendras chaque jour travailler avec moi* ». J'avais neuf ans environ et je n'allais plus à l'école. Le peu que je sais je l'ai appris dans la vie.

Vint ensuite une étape d'initiation à la vie politique du village. L'oncle Célestin qui, avec un ami, s'était initié à l'anarchisme, avait souscrit un abonnement au journal « *Terre et Liberté* ». Cet oncle avait dix ans de plus que moi et avait organisé un groupe de jeunes du village qu'on disait « d'idées avancées ». Sur les conseils de cet oncle, je commençais à lire cette publication et, très content, je m'y intéressais au point que j'en étais ébloui – « *je voyais le soleil de quatre côtés* » –, avec d'autres publications, comme les feuilles de Frédéric Urales, de Frédéric Malatesta et d'autres idéologues anarchistes.

À Ulldemolins, nous avons organisé un groupe anarchiste comme il y en avait dans tous les autres villages des environs, ce qui fit que nous suivions le mouvement anarchiste, mais sans être syndiqués à la CNT ni à l'UGT, ni membres de cette « société d'agriculteurs journaliers » qui se dissout quelques années plus tard, chaque paysan ayant trouvé la façon de vivre à sa manière. Sûrement meilleure que celle d'avant. Mais je ne revins jamais plus à d'autres organisations de type syndical.

En revanche, il y eut une organisation de type politique et, de ce point de vue, elle était d'un caractère typiquement anarchiste et devait avec le temps remplacer l'ancien mouvement républicain qui s'était maintenu jusqu'alors. Notre influence fut telle que tout un secteur progressiste se mit de notre côté ; nous eûmes notre café, notre théâtre, notre salle de bal et une salle de lecture qui s'appela « Centre de lecture science et vérité ». Nous ne doutions de rien, et dans ce qu'on pouvait appeler une bibliothèque, nous allions passer les soirées après les dures journées aux champs qui n'en finissaient pas. Malgré cela, nous arrivâmes à créer notre bibliothèque avec l'aide régulière d'une vingtaine de camarades qui m'élire bibliothécaire, ce qui me permit de me mettre en rapport avec des éditeurs de Valence et de Barcelone.

Ces éditeurs me proposaient toutes sortes de publications sur la littérature espagnole et des traductions de livres français comme celui qui m'impressionna le plus, le « *J'accuse* » d'Émile Zola.

Cet article fut pour moi une révélation. Je pus aussi obtenir de nombreuses œuvres de Victor Hugo et de

Balzac ; le titre dont je me souviens le mieux était « *Fécondité et justice* ». Zola était mon auteur préféré.

Je dois citer aussi certaines fêtes qui s'appelaient « les fêtes constantiniennes ». Elles devaient durer quinze jours avec toutes sortes de sermons, de processions et de cérémonies qui nous tenaient « électrisés ». Nous nous avisâmes d'organiser une contre-fête, quand était prévue la fin de tous les actes ; nous organisâmes un meeting, nous éditâmes quelques pamphlets que nous avons affichés dans les rues du village et évidemment, comme on pouvait le supposer, le maire et un officier municipal avec deux gardes passaient derrière nous pour arracher les affiches que nous venions de coller, cela créa un climat de tension, mais comme nous devions recevoir un orateur que nous avions invité de Reus ; à l'arrivée de la voiture alors qu'il faisait déjà sombre, nous étions en décembre, nous avons organisé une manifestation d'une cinquantaine d'hommes avec une pancarte transparente que je portais et une inscription de chaque côté. L'inscription était d'un côté « Gloire aux martyrs de l'Inquisition : Giordano Bruno, Miguel Servet, Galilée » et de l'autre côté « Marche des hommes libres et conscients. Arrière, religion despotique ». J'étais placé à l'avant de ce cortège qui se rendait à l'arrivée de la voiture devant amener notre orateur.

Nous restions tous formés comme un régiment, silencieux, descendant la rue principale qui conduisait à la place du Loreto, où se trouvait l'arrêt de la voiture. Une fois arrivés là, nous y avons trouvé le curé du village, qui était venu attendre un autre curé devant arriver de Tarragone. Je me suis mis devant lui avec la pancarte. Le curé, les mains dans ses poches, avec un regard plein de cynisme, se mit à lire à voix haute, mais il se trompa et un garçon de notre groupe déjà mûr lui dit : « *Moi, je vais la lire* » et il lui a tout lu. Pour finir, le curé applaudit toujours avec la même contenance et mit la main à la poche en lui demandant s'il voulait cinq centimes. Après cela, la voiture arriva avec nos deux invités. Les deux prêtres prirent la rue qui entraînait dans le village et nous, avec notre orateur, pour ne pas suivre le même chemin, avons pris la rue vers l'amont pour entrer au village par la partie haute. Quelques mètres plus haut, le maire et le juge plantés au milieu de la rue pour arrêter notre cortège nous dirent que cette manifestation ne pouvait se poursuivre et qu'elle devait se dissoudre. Voyant que personne ne bougeait, le maire s'est adressé à moi en me demandant de lui donner la pancarte. Je n'ai pas voulu le faire ; voyant ma résolution, il me demanda mon nom. Comme cette question était absurde, je lui ai répondu absurdement que je me nommais Jaume Cendros. Voyant qu'il n'y avait rien à faire, ils se sont retournés et mis à marcher dans la même direction que nous jusqu'à l'entrée du village. Là, ils se sont arrêtés de nouveau à l'endroit où la rue prend un tournant et nous nous sommes arrêtés à une cinquantaine de mètres de distance.

Après nous être demandé ce qu'il fallait faire, nous nous sommes mis d'accord pour continuer ; c'est moi qui fis cette proposition et nous avons continué jusqu'à leur faire face, là nous nous sommes de nouveau arrêtés et une discussion violente s'ensuivit jusqu'à ce qu'entre-temps un de nos camarades apparaisse ;

il était allé chercher une cargaison d'olives au village voisin des Garrigues et, apprenant ce qu'il s'était passé, il se mit à l'entrée de sa maison, puis monta la rue pour se mettre face au maire et lui demander : « *Alors, nous entrons ou non ?* » Le maire a cédé et nous a laissés entrer au village. Notre manifestation a pu continuer avec sa pancarte et en formation compacte. Mais vingt-cinq ou trente mètres plus loin, nous avons vu arriver la garde nationale armée ; comme nous avions l'« autorisation » du maire, ces hommes n'ont pu intervenir et nous leur sommes passés devant, continuant la marche que nous avions décidée. L'épisode se termina ainsi.

NOTRE PARTICIPATION AUX ÉVÉNEMENTS D'AOÛT 1917

Jusqu'à ce moment, et à notre manière, nous avons participé à la conspiration d'août 1917 qui eut lieu lors de l'Assemblée des parlementaires. Nous étions organisés en deux groupes anarchistes : l'un, ultrasecret, qui s'appelait « Los intuitives à cratas » et l'autre « Los primitivos ». A cette époque, il semblait que la révolution allait arriver à chaque coin de rue, celle dont nous attendions la survenue.

En prévision de ce que nous espérions, nous nous sommes dotés d'un arsenal technique qui commença par l'acquisition, grâce à un camarade qui travaillait à une carrière de craie, de cinq ou six cartouches de dynamite qu'il avait pu se procurer – je ne sais pas encore ce que nous aurions pu en faire – et avec quelques centimes, nous avons acheté une boîte de cartouches pour un fusil de chasse que nous possédions. Je me souviens d'avoir porté trois ou quatre poinçons à coudre les espadrilles avec tout un tas d'autres outils, que je ne me rappelle plus maintenant, qui composaient notre panoplie pour faire la révolution.

Souvent, un camarade allait à Barcelone, à Tarragone ou à Reus ou bien venait quelque émissaire qui nous alertait, nous disant qu'au jour le moins plausible il donnerait la consigne que la révolution avait éclaté. Nous attendions toujours qu'arrive cette consigne. Au cours d'une de ces visites, un émissaire nous annonça que cette nuit même elle se produirait. Ces sortes d'alertes étaient très fréquentes, quand nous passions la journée aux champs et que nous arrivions au village la nuit, après le souper, nous allions aux réunions conspirant et préparant la révolution. Puis, un beau jour, on nous dit que c'était imminent. Nous nous sommes réunis pour faire face à toute éventualité, quand, au milieu de la nuit, à une heure du matin, nous avons entendu un grand chambardement qui venait de l'autre côté du village. Nous nous sommes dit : « *Maintenant, c'est ici* ». Nous sommes sortis dans la rue, anxieux, pour voir qui venait. Il s'agissait de l'autobus qui allait à la « venta d'en Pubill », un lieu à sept ou huit kilomètres du village : c'était une auberge où avait eu lieu la noce d'un village voisin, les noceurs espéraient prendre l'autobus au matin. La fête avait été si animée qu'ils avaient décidé de descendre au

village pour boire quelques bouteilles de cava. Ainsi s'expliquait ce charivari qui avait éveillé nos soupçons. D'une certaine manière s'était dissipée une fois de plus la révolution du mois d'août, sans parler de l'Assemblée des parlementaires, ni de la raison pour laquelle il n'y eut pas d'ordre de grève générale révolutionnaire. Maintenant, je ne m'interroge plus au sujet de tous ces événements, j'en fais seulement mention entre tant d'autres événements de cette période.

Notre activité consistait à nous documenter avec les feuilles que publiaient différentes personnalités de renom, comme Anselmo Lorenzo, Pedro Gorquin, Malatesta, Federico Urales. Avec ces personnalités, nous avons acquis un bagage qui nous permettait d'établir un dialogue fraternel avec des gens plus âgés venant à notre café et provenant du centre républicain. Ils collaboraient aussi à nos activités alors que nous avions un groupe de théâtre et donnions des représentations cinq ou six fois par an avec des pièces du théâtre catalan ou castillan, comme aussi de nombreux bals du dimanche soir.

L'autre groupe, le clandestin, prétendait être le plus révolutionnaire et mener la révolution sociale en cas d'événement. L'oncle Célesti faisait partie de ce groupe, qui se disait intellectuel. Il était le fils de l'instituteur du village et comme tel n'avait jamais travaillé ; il avait une certaine instruction et quelques connaissances de choses élémentaires, plutôt de type administratif ; un autre qu'on appela Figueres se révéla plus tard celui qui me dénonça à la garde civile pour une affaire dont je parlerai plus loin. Fondamentalement, c'étaient eux qui avaient amorcé la pénétration de l'anarchisme à Ulldemolins et, à leur contact, nous les suivions d'une certaine manière.

Quand la CNT et l'UGT lancèrent leur mot d'ordre de grève générale révolutionnaire – qui ne réussit pas – se déclencha quelques mois plus tard la période du « terrorisme blanc » qui devait durer jusqu'en 1923.

ENTRÉE AU SERVICE MILITAIRE

Le choc que représenta pour moi l'entrée à la caserne fut tel qu'il provoqua une crise dans ma façon de penser. Une des premières réflexions que je me fis, étant donné les illusions que j'avais acquises, étant donné aussi mes lectures anarchistes, était maintenant en totale contradiction avec l'idée selon laquelle nous pourrions faire la révolution où nous voudrions et quand nous en aurions envie. À la caserne, à voir comment nous étions enrégimentés, l'armement colossal, la discipline, j'ai pensé qu'avec nos discours, avec nos armes, nous ne vaincrons jamais nulle part. Pour vaincre, il fallait avoir un armement aussi puissant que le leur, tant sous l'aspect matériel qu'idéologique, sous peine, si nous continuions le chemin suivi jusqu'alors, de se heurter à une stérilité permanente.

Ces réflexions ne m'empêchaient pas de continuer à lire la presse et de m'informer journalièrement des crimes que ce terrorisme engendrait à Barcelone. Je me trouvais à Logrono et ce séjour coïncida avec

la détention de Lluís Companys et sa déportation à Majorque avec dix autres intellectuels peu après l'assassinat de Francesco Lairet en février 1920.

Avec tous ces événements, on suivait aussi à la maison ceux de la révolution russe. Bien que nous fussions anarchistes, nous suivions jour après jour les hauts et les bas de cette révolution. Il y eut la publication d'« *Espana nueva* », périodique madrilène qu'on pourrait qualifier aujourd'hui de démocrate, auquel je m'étais abonné et qui arrivait clandestinement à la caserne.

Tout était comme s'il s'était levé un autre soleil et tout était illuminé par ce soleil. Si vraiment nous avions gagné ! La Révolution d'octobre avait éclaté en 1917 et trois années plus tard elle était en pleine consolidation et en plein développement.

Toutes les recrues de notre zone avaient été convoquées à Tortosa, où nous nous sommes retrouvés avec quelques camarades que nous connaissions déjà des autres villages des environs, particulièrement du Priorat, notre contrée, dans une pension de cette ville, où nous avons trouvé la maîtresse de maison très bien disposée à nous rendre les services que nous lui demandions. Nous avons décidé de créer une sorte de centre d'information nous permettant de savoir le lieu d'affectation de chacun de nous. Des informations étaient centralisées par cette bonne dame : ainsi, l'un avait été affecté à Pampelune, un autre à Saint-Sébastien, un troisième à Mèlilla.

Cette maîtresse de maison nous a servi de liaison et, il faut le dire, de façon merveilleuse. Au bout de quelques semaines où chacun était déjà à son lieu d'affectation, elle connaissait celui de tous les camarades. Non seulement cela nous donnait du courage, mais nous stimulait pour envoyer une carte ici, une carte là avec des réponses régulières de chaque endroit. Mais, un jour, j'ai écrit à un camarade originaire de Torroja qui ne répondit pas. Comme le lecteur peut le supposer, nos commentaires portaient toujours sur la révolution russe. Quelques semaines plus tard, je reçus une lettre sans signature me disant : ta lettre adressée à Marti est arrivée aux mains de votre colonel. Plus d'une fois je m'étais posé cette question. Cela signifiait mon emprisonnement vu que, faisant l'éloge de la révolution russe, je disais aussi : « *Quel sera le jour où une chose semblable arrivera à notre pays ?* ». Il va sans dire ce que de telles affirmations représentaient pour la hiérarchie. Ma relation avec les noyaux anarcho-syndicalistes de Logrono me permit de communiquer à une des réunions que nous tenions régulièrement dans un café voisin de la caserne avec les camarades de l'extérieur.

En un premier temps, alarmé, j'ai suggéré de partir en France comme déserteur. Ces camarades, qui avaient quelques années de plus que nous, me l'ont déconseillé, me disant d'attendre pour voir comment se développaient les événements, et selon la tournure qu'ils prendraient, nous déciderions la solution qui semblerait la meilleure. Parmi eux se trouvait le responsable de la centrale électrique de Logrono. Toutes ces marques de solidarité m'ont réconforté dans cette situation, jusqu'à me dire que, si l'affaire tournait mal, un jour, une nuit, ils mettraient Logrono

dans l'obscurité : « *Tu laisses celui qui est chargé d'ouvrir la porte de ton cachot, tu te fais faire une clé qui te permettra, le cas échéant, d'ouvrir la porte, de sauter le mur et nous t'emmènerons en France.* » Soucieux, je suis resté au quartier comme si rien ne s'était passé, attendant ce qui devait arriver. Ce camarade s'appelait Joseph Oliveres de Baniyoles.

Je me suis procuré un morceau de savon et le caporal de garde, après lui avoir expliqué ce qui m'arrivait, me laissa la clé de la prison, j'en pris l'empreinte du bout et du côté et je la donnai à un autre camarade qui était forgeron pour qu'il me fasse la clé et quand on me conduisit en prison, j'avais déjà la clé en poche.

Toute une série de précautions avaient été prises par les officiers avant ma détention. Un jour, notre capitaine m'a appelé pour me demander à lui faire un état à l'occasion de manœuvres annoncées.

J'avais obtenu le grade de « caporal dépensier » et par conséquent je connaissais les formules utilisées pour cette comptabilité des soldats de mon unité. Discipliné, j'ai établi cet état, l'ai porté à son bureau. Il m'a regardé et m'a dit : « *Ce n'est pas exactement ce que je voulais. Je voudrais que le cadre soit horizontal au lieu d'être vertical* », mais il garda cet exemplaire. J'ai refait la liste comme il me l'avait demandé et quand je la lui ai portée, il me dit cette fois que c'était bien.

Trois jours plus tard, l'ordonnance du lieutenant-colonel de mon bataillon vint me dire que le lieutenant-colonel voulait me voir. Le bizarre de ce message est que comme caporal dépensier je portais tous les matins le courrier au lieutenant-colonel et que, s'il avait à me dire quelque chose, il pouvait toujours le faire. Mais ce jour-là, c'était déjà l'après-midi quand il me fit dire par son ordonnance d'y aller le soir même. Toujours discipliné, je me suis présenté à son bureau à l'heure indiquée. Quand il me vit debout devant lui, il commença à me poser toutes sortes de questions, parmi lesquelles celle qui m'impressionna le plus : « *Aimes-tu ton père et ta mère ?* » Bougre ! me suis-je dit, cela commence bien. A voir ma sérénité, il me demanda : « *Où as-tu appris à lire et à écrire* ». Je lui répondis : « Avec mon grand-père qui était instituteur ». Ainsi, toute une série de questions sans consistance, ça a duré peut-être un quart d'heure. Puis le lieutenant-colonel me regarda plus longuement qu'il ne l'avait fait jusque-là et me dit que je pouvais partir, tout en disant qu'il voulait me voir le lendemain quand on annoncerait son arrivée au quartier. Ainsi, le lendemain, je me suis présenté à son bureau sans qu'il me pose d'autres questions ; deux jours plus tard, on me convoqua à nouveau, cette fois c'était le capitaine adjoint pour aller porter toute une série de papiers, dont une lettre que je devais porter au gouverneur militaire ; pour moi, c'était déjà un chantage. Je suis allé m'habiller et, bien changé, j'allai porter les plis et la lettre au siège du gouverneur militaire de Logrono. Une fois passé le premier vestibule, devant la porte il y avait deux soldats en faction. J'allais pendre ma pèlerine, mais ils me dirent de ne pas le faire et de l'emporter. Leur assurance me surprit. Pour quelles raisons ces deux « enfants de chœur » me commandaient de ne pas pendre ma pèlerine à ce porte-manteau ?

Mon arrivée fut annoncée au gouverneur militaire et quelques minutes après, on vint me dire que je pouvais

entrer. En passant dans la salle où était réuni tout un groupe d'officiers supérieurs je n'avais jamais vu autant de galons et d'étoiles je me suis avancé au bout de l'immense table où présidait le gouverneur militaire avec tout l'état-major de Logrono, je lui remis les plis avec la lettre, quand il me demanda : « *C'est vous, Evarist Massip ?* » Je lui répondis oui et il me dit : « *Vous pouvez vous retirer* ». Comme je savais déjà ce qui se tramait derrière tout cela, je les voyais venir. Le 8 décembre, jour de la fête de la patronne de l'infanterie, nous avions l'intention avec les camarades de sortir nous promener, mais au moment que je sortais, le sergent de garde m'attrapa et, sans presque rien me dire, m'enferma et me plaça dans une cellule indécente, c'est-à-dire dans une double cellule, l'une dans l'autre plus profonde que la première avec une porte percée seulement de cinq trous pour toute lumière et aération. J'y suis resté trois semaines, je me suis plaint du froid, demandant un brasero et ils ont pensé que je voulais me suicider. Je n'en devinais rien, puis j'eus mal à un œil et le médecin de la prison l'interpréta comme une mutilation volontaire, prétendant que je m'étais fait mal pour bénéficier du régime de l'infirmerie.

Heureusement, quand on me demanda de choisir un avocat pour ma défense, on m'avait donné une liste de tous les avocats du régiment et sans savoir qui choisir, je désignais un capitaine secrétaire qui était deuxième de cette liste. Le lendemain, cet homme vint me voir dans mon cachot et me dit : « *Tu m'as choisi comme défenseur ; non seulement je l'accepte avec plaisir comme un devoir, mais je l'accepte avec plaisir car c'est une cause qui me plaît. J'y mets seulement une condition, je veux savoir la vérité sur ce qui s'est passé.* » Je lui répondis que je n'avais rien à cacher, que l'unique charge contre moi était une lettre que j'avais écrite à un ami où je lui faisais l'éloge de la révolution russe avec tous les arguments en faveur de cet événement capital.

À partir de ce jour, cet homme se comporta comme un véritable défenseur. Il me demandait toujours si j'avais besoin de quelque chose. Ce fut lui-même qui après un certain temps, quand j'avais déjà trouvé le moyen de sortir de mes difficultés, me dit que l'accusation la plus grave contre moi était une lettre du maire d'Ulldemolins qui me présentait comme un dangereux anarchiste.

Il me posa toutes sortes de questions ; comme il avait l'intime conviction que je n'avais rien fait de mal, l'unique fait dont il s'avisait fut la demande que j'avais faite pour devancer mon entrée au régiment sans autre intérêt que celui dont on disait « *qu'il s'inscrivait pour une place* » pour retourner un an plus tôt chez lui. Vu que mon père avait été opéré, opération dont il ne se remit jamais et dont il devait mourir dix ans plus tard, l'avantage m'aurait permis d'aller à Tarragone, beaucoup plus près de mon village.

En exposant ces péripéties au capitaine défenseur, il me dit que c'était un bon argument, que je tâche de trouver des certificats. J'ai écrit tout de suite à mes parents et quelques jours plus tard j'avais les deux certificats que je remis aux mains de l'avocat. Grâce à son intervention, cette cause fut l'objet d'un non-lieu et on ne me fit pas passer en conseil de guerre. Mon

emprisonnement a duré plus d'un an, de décembre 1920 à janvier 1922. J'avais obtenu un régime de prison atténué qui consistait à pouvoir aller dans la cour sans sortir de la caserne.

Comme toutes les choses ont un double aspect, mon emprisonnement coïncida avec l'expédition au Maroc de 1921. En ce sens, sans le savoir, j'y ai gagné vu qu'il ne m'a pas fallu aller tuer des Maures ; avec deux ou trois camarades qui étaient toujours malades, nous avons échappé à la guerre. J'ai alors considéré tous ces mois de prison comme perdus et d'une certaine façon je m'en sentais content et intimement réconforté.

Durant ces treize mois de détention, il s'était passé beaucoup de choses, certaines ayant plus de relief que d'autres : en 1922 se constitua le Parti communiste d'Espagne, comme quelques mois auparavant s'était constitué le Parti communiste français, tous deux résultant des scissions des partis socialistes qui portaient déjà en leur sein les tendances qui allaient produire l'accouchement des partis communistes. Cet événement eut aussi ses répercussions en Catalogne ; bien qu'il n'y ait pas de parti proprement catalan, les discussions relatives au mouvement communiste international avaient lieu.

Après m'avoir donné mon exeat* je fus incorporé de nouveau à la vie de la caserne. Selon ce que nous disait le lieutenant, notre peloton était le premier du régiment. Il nous annonça que ce même jour notre instruction devait être examinée par le colonel et le général gouverneur militaire de la place, mais avec un avertissement qui prenait en même temps le ton d'une menace ; « *Voyons si vous me ferez honneur, sinon je vous sortirai les tripes* ». Malgré l'âge que nous avions, ce vocabulaire nous impressionna. Après les préparatifs de routine nous prîmes avec les autres compagnies du régiment le chemin du champ de manœuvre. Pendant la courte marche sur la route, il souffla un vent qui emportait tout. Une fois arrivés au milieu du champ, on nous maintint en formation jusqu'à l'arrivée du colonel et du gouverneur.

On nous fit commencer les opérations que nous avions répétées tant de fois, mais ce jour-là, quand on nous donnait un ordre, nous faisions tout à l'envers, que ce soit à cause du froid ou du vent qui nous empêchait d'entendre les ordres. Et comme nous nous trompions – on peut dire que nous n'en manquâmes pas une –, le gouverneur irrité donna l'ordre : « *Qu'ils se retirent !* » Le lieutenant tout feu tout flamme donna l'ordre de retourner à la caserne tout en ordonnant au sergent de ne pas rompre la formation avant qu'il arrive.

Tout tremblants, nous sommes entrés dans la cour de la caserne et on nous maintint en formation alors que les autres soldats étaient en repos. Nous, avec le sergent à nos côtés, nous attendions, lorsque, au bout d'une demi-heure, le lieutenant se montra ; le regard furieux il se rendit compte que l'un des soldats n'était pas à sa place et il commença à nous frapper de la façon la plus sauvage qui se puisse imaginer tant avec le poing qu'avec l'épée dans toutes les directions d'une extrémité à l'autre du bataillon. Quand il fut fatigué de frapper et que les uns restaient étendus par terre, les autres gémissaient et pleuraient, il se retira dans sa chambre.

* Permission

Nous sommes restés là donnant un spectacle de désolation, j'étais au milieu de la cour regardant tout cela. Quelques instants après, s'étant essuyé les bottes, le lieutenant sortit et se dirigea vers moi : « *Alors, Massip, avais-je ou non le droit de faire ça ?* » Je l'ai regardé et lui ai répondu : « *Non, mon lieutenant* ». Je n'avais pas encore fini de parler qu'il me poursuivit ; je sautai pour m'éloigner de lui, mais il continua pour pouvoir me frapper mais il tomba et s'ouvrit le poignet contre un banc de fer qui se trouvait là, son poignet saignait. Un réflexe de conservation me fit reculer jusqu'à me trouver adossé à un mur. Lui relevé, au lieu d'être plus furieux, se calma, revint vers moi et me demanda pourquoi je lui avais répondu de cette façon : « *Vous m'avez posé une question et je vous ai donné mon avis.* » Pendant qu'il me questionnait, je vis que derrière lui venait un camarade de Banyoles tenant son fusil par le canon sur le point de lui asséner un coup de crosse sur la tête et l'étendre, mais moindre mal, les autres soldats l'ont écarté et maîtrisé. Le lieutenant ne s'était rendu compte de rien. Cela aurait pu se terminer en tragédie.

À la cour de la caserne s'étaient réunis plus de cinq cents soldats de tout le régiment, protestant et criant : « *Vive la liberté, vive la République* », donnant le spectacle d'une véritable mutinerie.

Au bout d'un moment, le capitaine de notre compagnie vint pour nous faire rentrer à l'intérieur et disperser cette manifestation. Une fois rentrés, le capitaine nous annonça que le lieutenant Sigüenza avait été arrêté et expulsé de la compagnie et qu'une procédure était ouverte.

Quelques jours plus tard, on nous informa que le lieutenant Sigüenza avait été condamné à trois mois de prison au château Marie-Christine de Pampelune.

LES JUNTAS DE DÉFENSE MILITAIRE

Voyant le développement des juntas militaires, on peut dire qu'il s'y trouvait déjà l'embryon de ce qui devint plus tard l'armée fasciste espagnole. Un des personnages les plus représentatifs fut le général Sylvestre qui se singularisa par le fait d'avoir provoqué le tristement fameux désastre d'Annual en 1921. Une dispute eut lieu entre lui et le général Berenguer, haut-commissaire d'Espagne au Maroc.

Il est certain que les causes profondes de cette controverse ne seront jamais connues, mais Sylvestre était partisan d'une stratégie à laquelle s'opposait le général Berenguer. Le général Sylvestre était allé à Madrid pour tramer avec le roi les opérations qu'il entendait mener à terme, sans en informer le haut-commissaire Berenguer. Le roi, en lui donnant congé, l'encouragea en lui disant : « *Bravo ! Les hommes* ». Sylvestre retournant au Maroc, prit l'initiative des opérations qui eurent pour résultat ce tristement fameux désastre d'Annual.

Le général Sylvestre exprimait l'état d'esprit de toute une élite de l'armée espagnole qui se manifesta si bien que, quelques mois après, quand Sanchez Guerra arriva au pouvoir, il dissolut ces juntas de défense militaire.

Notre organisation clandestine était composée de petits groupes de camarades. Chaque compagnie qui partageait nos idées sentait la crise venir, tant au sein de l'armée que dans notre caserne. De notre côté, nous avions déjà des options sur ce qui correspondait à la tendance de chacun des officiers, à tel point que, quand Sanchez Guerra décréta la dissolution des juntas de défense militaire, nous n'avions pas dormi de la nuit attendant de voir s'il y aurait un soulèvement, vu que nous savions depuis longtemps l'option à prendre. Notre résolution consistait à approuver ce décret, parce que les officiers de carrière étaient aussi organisés en juntas dont nous ne savions pas bien jusqu'où elles pouvaient aller.

Il n'y eut pas de soulèvement mais reste que quand s'instruisit le procès en décembre 1920, tout le régiment y compris les officiers supérieurs connaissaient maintenant mes idées ; au début, à quelques exceptions près, seulement le colonel, le juge, le capitaine défenseur les connaissaient. Mais quand je fus libéré et que commencèrent à se répandre les motifs de ma détention, quand j'étais dans la rue et que, comme il était obligatoire, je saluais les officiers militairement, s'il s'agissait d'un officier que nous pourrions dire de la tendance libérale, il me répondait avec un : « *Bonjour, Massip* » qui ne laissait place à aucun doute, d'autres officiers en revanche ne manifestaient pas cette sympathie si significative.

Pour moi ce qui comptait, c'était la considération de tous ceux qui me regardaient comme l'un des leurs. C'était le signe de l'anti-juntisme.

Un des officiers dont je me souviens avec beaucoup d'estime fut le lieutenant Luengo, qui plus tard passa capitaine ; quand la procédure se termina, je vins lui demander une permission à l'occasion du mariage de ma sœur Assomption. Quand je fus devant lui, sans me laisser terminer, il me mit la main sur l'épaule et m'accompagna lui-même au bureau du major pour demander la permission. Le commandant major me remit une feuille pour que j'aille la faire signer par le gouverneur militaire. Si ces formalités avaient commencé à onze heures du matin, à deux heures de l'après-midi j'entreprenais déjà mon voyage à Ulldemolins.

L'intérêt que je trouve à mentionner la mémoire de ce lieutenant est que, lorsque eurent lieu les faits du 6 octobre 1934, cet officier servait à Lérida et il se rangea à côté du gouvernement de la Généralité. Plus tard, lors du soulèvement du 19 juillet 1936, il se mit dans les rangs de l'armée fidèle à la République. À la fin de la guerre, il passa en France et je pense qu'il mourut dans les camps de concentration nazis. Il s'appelait Léon Luengo Munoz.

LA DÉRIVE DE LA DICTATURE DE PRIMO DE RIVERA

Après avoir terminé le service militaire et de retour à Ulldemolins, je me suis heurté à une polémique très forte avec les camarades qui avaient maintenu les activités anarcho-syndicalistes au village. Cela ne faisait que poursuivre les discussions que nous

avons eues au cours des rares permissions qu'on m'avait accordées durant les trois ans de service militaire. L'année 1923 coïncidait avec la période de forte évolution idéologique du mouvement ouvrier hispanique. On peut dire que nous sortions de la Première Guerre mondiale et que nous nous trouvions encore sous le coup de la défaillance du point de vue révolutionnaire de la social-démocratie internationale. On peut dire aussi que nous vivions absorbés par les conséquences politiques du désastre d'Annual et de Monte Aroùit, comme par l'idée maîtresse que soient exigées les responsabilités des hauts dirigeants coupables, révélées par le dossier du général Picasso, responsabilités qui touchaient jusqu'au roi lui-même.

La persécution antisociale du gouvernement central s'accompagna de crimes, le régime monarchique chancelait. Le capitaine général de Catalogne, Primo de Rivera, fit un pronunciamiento à Barcelone le 13 septembre 1923 et le roi Alphonse XIII lui confia le pouvoir dictatorial.

À travers la presse que je lisais, je me rendis compte qu'il y avait une polémique engagée contre un groupe d'instituteurs et de journalistes de Lérida, dont je me rappelle encore quelques noms : Oscar Pierre Solis de *Lutte sociale* et *Solidarité ouvrière*, qui mit tous mes sentiments à l'épreuve. Par sympathie, je regrettais que les idées anarchistes soient controversées, mais par convictions, je trouvais que Pierre Solis avait raison. J'eus une sorte d'hésitation inévitable quand on n'est pas motivé par des raisons personnelles, vu aussi que les idées anarchistes ne peuvent pas être extirpées de la tête comme ça. Je me sentis tellement impressionné par cette polémique que je me décidai à écrire à la rédaction de *Lutte sociale* pour leur dire que les idées qu'ils défendaient étaient à mon avis les plus justes mais que je regrettais qu'il y eut ce type de discussions aussi violentes entre travailleurs. Pour moi, cette lettre fut la valve de décompression qui me donna la satisfaction d'exprimer mon point de vue sans en attendre de réponse. J'avais le sentiment d'avoir accompli mon devoir. Quelques semaines plus tard, je reçus une lettre de Victor Colomer. Cette lettre fut pour moi une révélation, tant par ce qu'elle me disait que par le fait de me l'avoir écrite. Cela voulait dire que mes idées méritaient d'être discutées. Il faut dire qu'il y faisait quelques considérations très fines et très justes.

Une correspondance s'instaura les mois suivants, je leur faisais toujours part de mes doléances qui furent suivies par des réponses successives de Maurin et de Victor Colomer. Nous devons ainsi correspondre un long moment jusqu'à ce qu'un jour *Solidarité ouvrière* publie un article très bien fait commentant le couronnement de la « Vierge des délaissés » de Valence. Selon *Solidarité ouvrière*, il s'agissait d'une campagne de collecte de bijoux de grande valeur et d'argent que l'église avait organisée sur l'ensemble du territoire espagnol et à laquelle on donnait comme prétexte le couronnement de cette vierge. L'article certainement bien structuré s'adressait à tous les pauvres gens de Valence (les délaissés) leur expliquant « *qu'ils pouvaient maintenant dormir tranquille car leur Vierge était enfin couronnée* ». Cet article devait être un motif

de mobilisation. Avec les camarades, nous décidâmes d'en faire éditer quelques milliers d'exemplaires et d'en assurer une bonne distribution dans les rues du village.

La réaction du curé ne se fit pas attendre : au bout de deux ou trois jours, la garde civile arriva à Ulldemolins et alla chercher un des camarades et sans aucune preuve lui dit : « *Où tu sais qui l'a fait ou c'est toi. Tu ne sortiras pas d'ici avant que tu nous aies dit qui a distribué ces tracts.* » Comme il le savait, il avoua. Quelques jours plus tard, nous avions commandé l'expédition de quelques exemplaires de *La Antorcha* qu'éditait le PC d'Espagne à Madrid. Il s'agissait du numéro spécial du 1^{er}-mai.. Quand le dimanche suivant, 3 mai, le matin j'attendais à l'arrêt de l'autobus le courrier ou quelque chose pour moi ; le facteur le jetait par terre – ainsi les intéressés saisissaient ce qui leur était destiné et en même temps ils déchargeaient. Je pris le paquet de *la Antorcha* et je m'en suis allé sur la route au lieu connu comme « les Quatre Chemins », croisement du chemin de Prades avec la route qui va à Reus, mais le fait était que par le même autobus étaient arrivés deux policiers de la garde civile. Ils allèrent trouver le patron de l'hôtel, qui était en même temps juge de paix, en face de l'arrêt, lui dirent quelque chose et cet homme les saisit par un bras et les fit entrer chez lui. Je n'y attachais pas d'importance et je m'en retournai avec le paquet sous le bras, par le même chemin que j'avais pris vers chez moi quand, quelques mètres plus haut, d'un coin d'où je pouvais la voir, je vis ma mère parlant à ces deux gardes civils. Je fis demi-tour avec le paquet de *La Antorcha* et m'en retournai par le même chemin dans les environs où je me cachais dans une ouillère d'orge très haute qu'il y avait là, dans la partie basse du village.

Là je me trouvais à quelques mètres de la maison de François Figueres (alias Cisquet Catalin), camarade de notre groupe, pour lui expliquer tout ce que je venais de voir. Ce camarade me conseilla de rentrer tranquillement à la maison et m'assura qu'il ne m'arriverait rien. En fait, quand j'arrivais chez moi, la garde civile y était encore, faisant l'inventaire de mes archives. De la manière dont s'étaient déroulés les événements, j'ai toujours eu la quasi-certitude que c'était Figueres qui m'avait dénoncé.

Maintenant il est mort, qu'il repose en paix. Avec cet inventaire, cela faisait le deuxième, l'un à la caserne du régiment où on m'avait tout pris, puis celui-là. Plus tard, il y en eut un autre à l'occasion du 6 octobre 1934. Ils emportaient tout, livres et papiers. Après m'avoir fait signer l'inventaire, ils m'emmenèrent à la mairie où ils me demandèrent sur parole, d'aller dormir chez moi sous condition de me présenter le lendemain à sept heures du matin.

Le lendemain, encadré par les deux gardes civils, nous sommes partis en direction de Falset, nous avons pris l'autobus qui nous conduisit à Borges-del-Camp où nous avons laissé la véhicule pour prendre le train jusqu'à Marçà. Et puis nous sommes montés dans une tartane (chariot) tirée par deux chevaux qui devait nous mener à Falset.

Après avoir passé la première nuit en prison, le lendemain matin on me demanda si j'avais quelques

parents à Falset ; je leur dis que j'avais une tante, veuve d'un frère de mon père, la tante Modeste. Ils me demandèrent mon avis pour savoir si on pouvait lui dire de me porter un repas. Je répondis oui et le matin même la tante Modeste était à la caserne avec un panier de vivres. On me permit de l'embrasser, de la remercier de ce qu'elle venait de faire pour moi. On me laissa juste le temps de manger et on me demanda après si j'avais de l'argent pour me payer le voyage à Tarragone. Après que j'eus répondu oui on me livra à un autre couple de gardes civils qui me mirent les menottes pour retourner à Marça. Cette fois en montant dans le train, ils me retirèrent les menottes et m'attachèrent une jambe au pied du siège du wagon qui devait nous conduire à Reus où nous avons changé de train pour Tarragone, à la forteresse de Pilat, où nous devions arriver vers cinq heures de l'après-midi du 5 mai 1925.

L'instruction voulait que ce fut un procès militaire. Je dois dire pour mon honneur que les quatre procès qui m'ont été faits étaient tous sous la juridiction militaire. Dans la documentation trouvée chez moi, il y avait toute la correspondance avec Victor Colomer et Joaquim Maurin. Ces deux dirigeants étaient aussi emprisonnés sous l'inculpation : « Acte de mise en accusation et prison sans caution, pour délit supposé d'intention d'attaque de la caserne d'Atarazanas de Barcelone ». En trouvant chez moi cette correspondance qui n'avait rien à voir avec cette affaire, ils trouvèrent le moyen de rattacher l'instruction sur mon cas à ce procès où étaient accusés Joaquim Maurin, Victor Colomer, Oscar Solis et un certain Cuesto, ainsi que douze ou quatorze accusés.

Depuis quelques mois qu'avaient commencé les contacts pour la formation du Bloc ouvrier et paysan (BOC), à la forteresse de Pilat de Tarragone, je rencontrais un camarade que je connaissais depuis 1919, qui s'appelait Eusebe Rodriguez Salas. Il me fut d'un grand secours car il se préoccupa de me faire parvenir les petites choses nécessaires pour l'hygiène personnelle dans la vie carcérale. Au bout d'un an, je fus transféré à la prison Modèle de Barcelone. Là, l'avocat défenseur eut l'idée de demander ma mise en liberté provisoire. Elle me fut accordée sous la condition de me présenter chaque semaine au juge Don Angel Fernandez Valdez, bien connu pendant la période que nous venions de passer du « terrorisme blanc ». Cette mesure, malgré ses inconvénients, me permit de rentrer à Ulldemolins, de retrouver mes parents et mon frère Germinal, qui avait huit ans, de retourner aux travaux des champs, mais aussi de trouver tout un climat d'hostilité à mon égard.

Ici, je dois souligner la rencontre que je fis à l'arrêt des autobus de Reus avec Aleix qui jusqu'au jour de ma détention avait été l'un des meilleurs amis et qui ce jour me salua à peine, le paradoxe continua avec le climat créé et alimenté par l'individu qui, quelques mois auparavant m'avait dénoncé à la police ; cette attitude me confirma que c'était bien Figueres le dénonciateur, maintenant cette hostilité s'était aggravée durant mon emprisonnement de plus d'une année. Malgré tout cela, je trouvai aussi ce même jour un autre voyageur avec qui je fis le chemin. Il s'appelait Domenico Aràn et c'était le chef de la tendance libérale et catalaniste :

il me mit au courant, pendant le voyage de retour à Ulldemolins, de l'évolution des choses.

Autour de cette détention il y eut de fortes polémiques avec les camarades du village, bien que les gens du voisinage ne me fassent pas mauvaise figure. Tous avaient présent à l'esprit cet effort surhumain que représentait le voyage périodique à Barcelone, en plus des dépenses que ces voyages causaient à ma famille, à tel point que je me vis obligé de faire le chemin d'Ulldemolins à Reus à pied – alors qu'il y a quarante-huit kilomètres – une vingtaine de fois.

Vint le temps où je courtais la Ramona de Juncosa. Par bonheur, il leur fallut vivre à Reus quelques années, du fait de la précarité de leurs moissons, et dans ces conditions nous nous sommes organisés.

Quand j'arrivais fatigué et à bout de souffle au lever du jour par les longues heures de chemin, j'ai toujours trouvé chez elle chaleur, linge propre pour attraper le train de Barcelone, où j'arrivais à 9 heures du matin, le plus souvent uniquement pour signer et m'en retourner au village.

Le conseil de guerre devait encore tarder à se réunir, mais comme les charges retenues contre moi étaient très minces je fus absous avec six autres. Maurin et trois autres furent condamnés à six ans. La partie civile ne fut pas d'accord avec ce verdict et fit appel au tribunal de guerre et de marine. Quelques jours plus tard, nous décidâmes de nommer Osorio et Callardo comme avocats défenseurs. Ayant accepté ces avocats, je ne sus rien de plus de ce procès.

J'avais terminé mon service militaire en janvier 1923 et je fus de nouveau emprisonné le 5 mai 1925 pour sortir le 3 mars 1926 avec un régime de prison atténué. Je devais passer en conseil de guerre en 1927 quand nous nous sommes mariés avec Ramona en décembre de cette même année, alors que la procédure n'était pas encore terminée et que nous ne savions rien encore du résultat de l'appel au Tribunal suprême de guerre et de marine.

Durant toute cette période, je n'avais pas eu d'autre relation, excepté de type personnel avec le Bloc ouvrier et paysan, alors qu'il y avait eu cette cassure avec beaucoup de camarades du village, comme je l'ai dit plus haut je m'étais maintenant rapproché de ce mouvement de type catalaniste qui s'éveillait et avec ce jeune qui s'était trouvé avec moi à l'arrêt d'autobus de Reus, nous avons pris la tête d'un groupe de dix à douze jeunes gens. Nous recevions une publication dirigée par Rovira i Virgili qui s'appelait *La Nau*, avec laquelle je me sentais en accord tant par les idées que défendait Rovira i Virgili sur le problème national que par son orientation culturelle. Cependant, je conservais toujours cette magnifique relation personnelle avec Rodriguez Salas qui appartenait au Bloc ouvrier et paysan, sans que cette organisation soit représentée à Ulldemolins ; il y avait plutôt une organisation qui se disait communiste avec laquelle j'avais rompu.

Politiquement, tant à Ulldemolins qu'à Juncosa, il y avait quelques groupes qui, sans être phalangistes étaient des « requetés* » qui peu à peu fusionnèrent en un

* « Les Requetés » sont les miliciens carlistes espagnols, reconnaissables à leur béret rouge, essentiellement paysans et artisans, défendant « Dieu, la Patrie et le Roi ».

seul ; en fait, toute cette région de Tortosa conservait une certaine tradition carliste, qui, plus tard, ne leur coûta guère à se convertir au phalangisme. À Ulldemolins, il y eut un secteur de tendance catalaniste, dans lequel se trouvait un vétéran qui avait participé à la création des « Bases de Manresa », un certain Monleo, avec d'autres idées plus novatrices qu'on pouvait caractériser comme suit : quand je sortis de prison à Tarragone, quelques jours après mon retour au village, allant à notre potager de l'Obaga, je rencontrai ce vétéran qui y avait aussi un bout de terrain et se reposait au bord de la route. En me voyant, il se leva pour me saluer, il me donna l'accolade et me félicita pour ma libération, en reconnaissant mon effort d'être allé en prison avec un long commentaire contre le régime qui m'avait emprisonné, arrivant à la conclusion que *« tant que ne se produira pas l'union entre nous et les communistes, les choses n'iront pas bien »*.

C'était l'un des hommes les plus vieux du village ; malgré sa tendance « cacique » comme tant d'autres de sa génération de fin du siècle passé, il en avait attiré d'autres à son côté pour perpétuer cette tendance catalaniste avec une orientation plus libérale. Ensuite, il y en eut de plus proches de mon âge desquels je devais me rapprocher plus tard.

Ce groupe du village, avant que j'y adhère, avait eu des relations avec l'État catalan de Francesc Macià qui en avait été l'idole . Macià s'était fait une auréole de ses deux détentions, l'une à Prat de Mollo où il fut détenu à Perpignan, et l'autre à Barcelone où, détenu, il avait été renvoyé à la frontière. Ce fut cette détention qui provoqua un mouvement de solidarité si grand qui me permit quelques premiers contacts avec ce groupe par la collecte de signatures en faveur de Macià. Ils me demandèrent la mienne et je la leur donnai.

Ainsi nous sommes passés à une tout autre étape qui nous mena jusqu'aux élections de 1931, dans ce climat de dictature qui favorisait des rencontres hors de la Péninsule, quelques-unes de grande importance entre Eduardo Ortega i Grasset et Macià. Macià était le Catalan qui était allé en Amérique et en URSS pour demander des ressources, un homme qui s'était fait un nom et dont personne ne discutait l'action. La dénonçait pourtant la petite-bourgeoisie, Action catalane et Union démocratique : ceux qui ne voulaient rien savoir parce qu'ils pensaient que Macià était trop violent, un casse-têtes, jusqu'à le traiter de fou parce que, selon eux, ce n'était pas par ses méthodes qu'on réglerait les problèmes. Mais il en résulta que le jour avant qu'ils l'aient réjeté le peuple de Catalogne se retrouva derrière Macià lorsqu'eurent lieu les élections. Ce fut un phénomène sentimental répondant exceptionnellement à une situation donnée.

Avec Dominique Aràn, nous avons considéré qu'il convenait de donner une nouvelle dynamique à la politique du village : d'une part, il y avait toute la droite réactionnaire et, de l'autre, un secteur attiré par les idéaux de la République mais ceux-là si sectaires et fermés, si durs. Dans cette perspective des élections de 1931, nous avons lancé l'idée d'une nouvelle tendance de type progressiste, catalaniste (la nôtre), jointe à ceux qui se disaient de gauche, les républicains, les communistes. Cependant, parmi les hommes de gauche, nous avions des camarades qui

avaient été contemporains de François Layret et qui se trouvaient dans le même camp, défendant les droits des travailleurs de la terre. François Layret avait été un avocat presque permanent, prenant les affaires de procès entre propriétaires et travailleurs, comme Lluís Companys et Salvador Seguí, eux prenaient en main la majorité des problèmes syndicaux. Il va sans dire que l'assassinat de Salvador Seguí fut pour nous une blessure saignante. Dans les résultats inespérés de ces élections, notre tendance obtint la majorité des votes du village, fait qui, quelques mois plus tard, devait nous conduire à adhérer à la Gauche républicaine de Catalogne qu'on appelait le « Foment* de Reus ». à Ulldemolins, nous nous trouvions donc opposés aux communistes qui n'étaient que quatre pelés et un tondu mais eurent l'honnêteté de reconnaître leur faiblesse en venant nous trouver pour se mettre à nos côtés. En fait, une entrevue de réconciliation eut lieu chez nous avec Patxon, entretien qui fut plein de cette émotion que l'on a quand on répare une injustice, car cela faisait plus de sept ans que nous étions divisés. Il me confessa la raison de son initiative convenue avec quatre ou cinq camarades du « Centre gauche ». Je dois dire que Patxon fut toujours le camarade avec lequel nous avions le plus d'affinités. Après s'être excusé pour tout ce qui s'était passé, avoir reconnu l'injustice qu'on m'avait faite après mon emprisonnement à la forteresse de Pilat et reconnu que la politique qu'ils pratiquaient ne conduisait à rien, il me proposa la réconciliation. Je lui tendis la main lui promettant que pour moi tout était déjà oublié. Lui de son côté me déclara qu'à partir de ce jour avec ses camarades de « conspiration », ils fréquenteraient notre café de « Cal Marino » et du « foment de Reus ».

À partir de là, on peut dire que nous étions tous rassemblés, nous avons coopéré dans un élan de solidarité exemplaire jusqu'à ce qu'éclate la guerre le 19 juillet 1936. À la promulgation des premières lois du Parlement catalan, nous les avons appliquées à Ulldemolins, particulièrement la loi des contrats agricoles par laquelle beaucoup de paysans qui travaillaient avec des contrats d'affermage comme métayer ou fermier, furent informés des formalités qu'ils devaient mener à terme pour s'y conformer. Il existait une commission d'arbitrage au chef-lieu de la région ; à Falset où on pouvait aller demander la révision du contrat. Cette commission délibérait et résolvait beaucoup de cas. Notre maison fut alors convertie en un bureau de demande de révision de contrats : il y en eut qui restèrent sans réponse mais beaucoup obtinrent une suite favorable pour le cultivateur

ARRIVA LE 6 OCTOBRE 1934

En Catalogne, le résultat de cette loi des contrats agricoles fut un climat de tension qui culmina avec la manifestation de quelque six mille paysans convoqués par Lluís Companys à Barcelone. À Ulldemolins, nous suivions les événements politiques, dont cette

* « Foment » nom donné à des associations agricole pour le développement et la défense des droits des paysans.

contre-manifestation tristement connue sous le nom de « La Isidrada », montée des paysans propriétaires catalans à Madrid pour se plaindre de la loi sur les contrats agricoles et demander son abrogation. Le gouvernement central ne pouvait rester indifférent à une telle manifestation, elle fut suivie de l'ordre donné par le tribunal des garanties constitutionnelles de la Généralitat de déroger à la loi des contrats agricoles.

Cette nuit-là, nous n'avions pas dormi. Nous avions voulu chercher ce qu'on pouvait espérer comme ce qui pouvait nous arriver. Le jour suivant, nous sommes allés ramasser des amandes avec Ramona, mon frère et une fille qui venait nous aider. Préoccupé par tout ce qui pouvait se passer, je ne pus continuer à leur côté. Je les laissai et m'en fus trouver un camarade pour lui dire que nous devions suivre le cours des événements sans rien en manquer. Nous sommes allés téléphoner, mais le téléphone du village étant en dérangement, nous avons décidé d'aller à Cornudella et, de là, téléphoner à Reus, où on nous dit d'écouter la radio à telle heure et que nous pourrions décider en fonction de ce qui se dirait.

La riposte de la Généralité ne devait pas se faire attendre. Le président Companys déclara le jour même, dans une intervention à la radio : « *Nous avons revu la loi et nous n'en retirerons ni un point ni une virgule* », en même temps qu'il annonçait la proclamation de l'État catalan dans la République fédérale espagnole. Je dois souligner un aspect assez important : j'étais satisfait d'une position qui me donna la preuve de ma justesse de vue, et cela en était une. Alors que j'étais vilipendé par le groupe du village, ils se déchiraient pendant que notre groupe « Foment de gauche républicaine » gagna la sympathie de la majorité de la population. En prenant connaissance du discours du président de la Généralité, notre café de « Cal Marino » se remplit comme un œuf. Tous en silence avons écouté la radio et, à la fin du discours, je m'adressai à ceux qui m'écoutaient : « *Maintenant, vous l'avez entendu, il ne reste plus d'autre remède que de proclamer l'État catalan au sein de la République espagnole* ». En un quart d'heure, le café s'était rempli d'hommes avec leurs fusils de chasse, chose qui aujourd'hui peut-être nous fait plaisir, mais il faut savoir qu'au café de droite s'y étaient également concentrés tous ses partisans en armes, si on prend en compte que le « Somaten » – force paramilitaire du village – était contrôlé par la droite, en plus d'Action catalane, qui se maintenait encore depuis le temps de la dictature de Primo de Rivera.

Les plus exaltés voulaient assaillir le café de la droite. Vu que la « junte » m'avait désigné comme responsable des opérations, je tâchais d'apaiser les esprits, leur disant de prendre possession du village et que la droite resterait dans son centre, isolée et neutralisée ; et ils le firent. On constitua des groupes de deux pour les quatre ou cinq lieux d'accès au village, ce qui nous permettait de contrôler le centre. Une fois isolés, il était inévitable que tôt ou tard ils sortent dans la rue.

Effectivement, les choses se passèrent comme prévu. En sortant de notre centre, nous avons pris la grande rue en direction du « sol de la vila » jusqu'au coin de chez Queralet et chez Peret, puis nous avons continué jusqu'à la rue des Balç que nous avons remontée

jusqu'au « plà de l'église ». En arrivant au coin de chez Queralto – aujourd'hui chez mon cousin Fausto – et chez Roig, nous avons pu voir la demi-douzaine des principaux notables qui sortaient de leur centre et venaient par la rue Ventura Gasol – anciennement rue de la Saltadora – en direction opposée à la nôtre. Quand ils arrivèrent à la place, au coin de chez Blanc, ils obliquèrent vers la Grande Rue. En les voyant, nous accélérâmes le pas en tâchant de les rattraper et de leur demander leur « reddition ».

Devant eux allait leur dirigeant Juan Massip, fils de Trucafort de la Bisbal, marié avec la fille de Nebot à Ulldemolins, individu qui vingt-quatre heures après être entré au village, il y a vingt ans, avait ensuite toujours été maire ou juge de notre municipalité. C'était lui le véritable inspirateur politique de la réaction du village ; avec lui se maintenait le ferment du fascisme. En nous trouvant les deux groupes plantés au beau milieu de la rue, il semblait qu'il ne s'était rien passé. Devant cette attitude, je me suis empressé de leur demander qu'ils nous livrent les clés de la mairie. Après quelques tergiversations, ils finirent par trouver celui qui les avait et il nous les livra. Nous les obligeâmes à nous suivre à la mairie, où nous rédigeâmes « l'acte d'abdication », que nous avons obtenu sans résistance de leur part. Nous lui avons demandé s'il portait une arme et il nous répondit *que non*. Méfiants, nous l'avons fouillé et avons trouvé un pistolet automatique de 9,35 chargé et en état de tirer. Il fut conduit en prison et son pistolet lui fut confisqué. Cela fait, nous nous sommes mis à rédiger la proclamation de l'État catalan dans la République fédérale espagnole. Quand il fit jour, vers les sept heures du matin, nous sortîmes pour faire la proclamation avec tout le comité révolutionnaire de la mairie, dans toutes les rues du village. Comme on pouvait l'imaginer, les gens nous écoutaient interloqués, mais après avoir fini le tour du village, je rentrai chez moi et la mère d'un ami m'appela et me dit à voix basse : « *Le gouvernement de la Généralité vient de capituler.* »

Tout en demandant à cette femme de ne rien dire à personne, je retournai à la mairie où nous nous sommes réunis avec cinq ou six camarades de la junte pour débattre de ce qu'on venait de m'apprendre. Nous avons été d'accord pour désigner un groupe avec Xumac qui prendrait la route de Lérida en passant par Juncosa, village politiquement neutre qui ne s'était même pas rendu compte de ce qui se passait. Là on ne savait rien. Quand Xumac revint à Ulldemolins, je lui proposai de faire le voyage à deux avec des camarades qui restaient. Là, ils trouvèrent d'autres camarades du « Foment » qui regardaient la police fermer la porte de ce local. L'un de ceux qui les connaissaient leur dit qu'ils s'en aillent alors qu'un camion chargé de gardes civils venait de partir en direction d'Ulldemolins.

Nous eûmes la chance que ce camion se trompe de chemin et aille s'arrêter à Borges del Camp, car il y a une bifurcation en direction du Coll d'Alforge qui mène à Cornudella et à Ulldemolins et une autre route qui fait un grand détour montant vers Marça, traversant le Priorat et s'arrêtant à Falset. Donc la garde civile prit ce chemin, ce qui permit au camarade Xumac de prendre le raccourci normal qui va de Reus à Ulldemolins par Cornudella et d'arriver avec une

avance suffisante pour pouvoir décider ce qu'il nous restait à faire.

Nous dûmes partir d'Ulldemolins avec, derrière nous, tous les phalangistes criant : « *Vive le fascisme !* ». Ils visitaient les maisons et vinrent chez nous, où ils saccagèrent tout ce qu'ils trouvèrent. De plus, un fait qui nous peine encore fut qu'entre tous les individus qui vinrent chez nous se trouvait le mari d'une femme que ma mère avait élevée comme nourrice, la Louise de chez Blanc ; elle avait grandi chez nous parce que, toute petite, elle avait perdu sa mère. Adulte, elle restait chez elle, mais à la moindre occasion nous l'avions chez nous, car elle se trouvait plus libre chez nous. Et c'est chez nous qu'elle eut son flirt et se maria plus tard avec cet individu qui devait se révéler fasciste et connaissait notre maison comme nous, parce que nous ne cachions rien, et celui qui y a habité vingt-quatre heures sait où chaque chose se trouve.

Cet individu allait comme chef de file accompagné de toute une populace armée. Ils entrèrent à la maison sous le prétexte de chercher des armes – nous n'avions même pas un couteau pour couper le beurre –, mais ils furent si brutaux qu'ils terrorisèrent ma mère et Ramona, ils ouvrirent tous les tiroirs, jetèrent tous les vêtements, vidèrent les sacs d'amandes et de noisettes et laissèrent tout dévasté.

Quelques années plus tard, le 19 juillet 1936, vint à Ulldemolins un groupe d'étrangers qui emmenèrent cet homme et l'exécutèrent sur la route. Je peux l'assurer en toute tranquillité de conscience : je n'y fus pour rien et n'en eus ni connaissance ni consentement. Sa femme dit que si j'avais été au village, cela ne serait pas arrivé ; maintenant, je suis content qu'elle le croie, je n'ai aucun intérêt à ce qu'elle pense le contraire, mais peut-être aurait-elle mieux fait de penser que son mari aurait pu avoir un autre comportement que celui qu'il eut. Je savais que je ne me laisserais pas attraper tant que je le pourrais ; nous nous sommes dispersés tous les seize ou dix-huit camarades du village en petits groupes en direction des garrigues voisines. Quand nous fûmes à mi-chemin des Solanes, avant de prendre la pinède de la serra la Llèna, nous nous sommes arrêtés pour jeter un dernier coup d'œil en arrière, nous avons pu voir, au milieu du ruban que constituait la route, qu'elle fourmillait, toute noire, de gardes civils joints aux hommes d'Accion ciutadana venus nous persécuter.

Quelques jours après, aujourd'hui l'un, demain l'autre, peu à peu nos camarades se rendirent, tel mon cousin Angel Bargallo, las de jouer le lapin insouciant, bien qu'il n'eût pas la responsabilité dont on m'avait chargé. Par le peu d'informations que j'avais pu obtenir, on m'avait dit que la nuit suivante s'étaient présentés chez moi les « représentants de l'ordre ». J'en sus alors assez pour arriver à la conclusion que l'affaire serait longue et qu'il faudrait m'adapter à ma nouvelle situation de hors-la-loi.

À Ulldemolins, on n'en laissait pas passer une. Juan Massip reprenant son mandat de maire du village fut l'objet de deux actes de sabotage sur ses plantations. Une nuit, on lui coupa sept cents amandiers et quelques jours après, sur un autre terrain, on lui en coupa deux ou trois cents autres.

Tous ces ennuis lui firent prendre peur, il déménagea pour se dégager de ses obligations de chef de file politique de type fasciste et alla s'installer à Tarragone. Là, il devait monter une fabrique d'huile. Il avait ses agents qui allaient acheter les olives et il les transformait en huile. Il vécut ainsi toutes ces années à Tarragone avec sa femme et ses fils. Le 19 juillet, je ne savais pas comment allait son affaire, on l'attrapa, lui et son fils, et on les exécuta, bien qu'il n'y eût pas à Ulldemolins les exécutions qu'il y eut à Juncosa. Les fascistes les plus réputés qui s'étaient cachés furent exécutés. Deux d'entre eux furent découverts dans une cachette du Montsant : les camarades du village commencèrent à avoir des soupçons grâce aux allées et venues de la femme de l'un d'eux qui ne devait pas tarder à leur indiquer l'endroit où ils se trouvaient.

Alors, on organisa une souricière et on les attrapa tous les deux. Il y eut une fusillade sur les flancs du Montsant. L'un s'appelait Xamon, l'autre Beto, tous les deux chefs de la réaction. Quelques années plus tard vint la répression franquiste et l'un des rares camarades qu'ils attrapèrent, Anselm Mestrich, fut amené au juge de première instance de Falset. Le juge refusa de rendre un verdict, leur disant que cette affaire n'était pas de sa compétence et il leur remit l'accusé. Une fois sur le chemin de retour à Ulldemolins, on le fit descendre de la voiture et on le tua à coups de pierre à un tournant de la route.

Entre-temps, j'envisageais d'établir des contacts avec l'oncle qui se trouvait à Barcelone pour trouver le moyen de gagner ma vie. Il me dit tout de suite de venir. Nous y étions allés avec Ramona, qui était enceinte du troisième enfant, notre fille Laura. Ce voyage fut toute une expédition. Vu que je ne pouvais pas aller au village, nous sommes convenus avec les camarades de Juncosa qu'ils passeraient me recueillir à Les Garrigues en un lieu déterminé. Tout se passa bien, mais l'endroit où on m'avait donné rendez-vous était inondé à la suite d'une forte pluie tombée la nuit précédente.

Comme il n'était pas possible de modifier le lieu de rendez-vous, je dus attendre avec de l'eau jusqu'aux genoux. Je supportai l'eau froide comme la glace jusqu'à ce qu'arrive le camion qui devait nous emmener à Lérida pour prendre le train jusqu'à Barcelone.

À Barcelone devait se dérouler la « Biennale noire ». Vers la fin, le beau-frère, Pierre Freixes, me proposa d'aller cueillir des olives avec lui à l'Albagès. Nous fîmes une bonne saison et nous avons gagné peut-être cinq cents pesetas chacun ; en plus de me donner la tranquillité, je ne menais pas une vie de parasite. Quand on nous annonça les élections du 16 février 1936 qui coïncidaient avec la fin de la saison de la cueillette des olives, fin janvier, je ne retournai pas à Barcelone et je voulus attendre le résultat de ces élections. La victoire du Front populaire me surprit à Juncosa alors que je me cachais encore, mais cette nuit-là je voulus écouter le résultat des élections à la radio. Voyant que les premières nouvelles donnaient gagnant le centre droit, je proposai à des camarades de nous rendre à Lérida et si les résultats se confirmaient, je retournerais à Barcelone. En arrivant à Lérida, nous nous sommes dirigés vers le Centre de jeunesse républicaine où se

donnaient déjà les résultats d'une victoire irréversible du Front populaire. De là même, je téléphonai à l'oncle Célesti à Barcelone et il me confirma encore la victoire avec un avantage de plus de cinquante mille voix en faveur des gauches, montrant de plus que les buts électoraux étaient atteints. Je retournai alors à Juncosa avec mes camarades à découvert aux cris de « vive la République ! ».

QUELQUES RÉFLEXIONS AU SUJET DU 6 OCTOBRE 1934

Après les événements du 6 octobre, il devint manifeste que l'initiative ouvrière avait échoué, contrairement au mouvement paysan qui avait répondu dans toute la Catalogne à l'appel de Lluís Companys et du gouvernement de la Généralité. En revanche, le mouvement ouvrier qui se trouvait encore sous l'hégémonie de la CNT fut absent des événements du 6 octobre. De cela se rendirent compte tous les dirigeants de la gauche : Joan Comorera à l'USC (Unió socialista de Catalunya), Joseph Marlès du Parti catalan prolétarien, Michel Valdès du Parti communiste de Catalogne, Raphaël Vidiella, secrétaire de la section catalane du PSOE, comme les autres camarades, le camarade Cirera de l'USC.

Chacun de ces partis représentait un secteur important du mouvement ouvrier de Catalogne et, comme on peut le supposer, chaque secteur avait son équipe d'hommes et de femmes dirigeants qui étaient arrivés à la conclusion que le mouvement ouvrier avait échoué faute d'une direction politique qui les incorporât. Pendant que Joan Comorera était emprisonné au pénitencier de Santa-Maria, il réfléchissait déjà à un schéma à partir duquel pourrait se constituer ce futur parti. Après la création d'un Comité d'Enllàs, en rentrant du pénitencier, les négociations continuèrent pour l'élaboration d'une plate-forme politique lancée par le camarade Comorera et approuvée à l'unanimité. Il restait seulement à tenir le congrès constituant pour chacune des formations, vu que l'USC avait déjà tenu le sien.

Lorsqu'éclata la guerre, les trois autres formations durent précipiter les formalités pour aller à la fusion. Il y eut la convocation de Garcia Lago pour une conférence nationale à Borges-Blanques, qui fut précisément l'équivalent du premier congrès qu'aurait tenu le PSUC, à laquelle je ne pus assister pour des raisons dont je ne me souviens pas, mais là fut constitué le comité central, et le camarade Comorera fut élu secrétaire général. Là devait se proclamer l'adhésion du PSUC à l'Internationale communiste et se définir l'orientation à suivre.

Avec la création de ce parti s'établit un nouveau pôle d'attraction des ouvriers qui contribua à la défense de la République comme de ses institutions, facteur très important malgré ses défauts. Il se comporta, dans le contingent des cadres dirigeants, avec la volonté unanime de se mettre au service de la guerre. On organisa des brigades et des colonnes qui se mirent au service du gouvernement de la République et sur le front d'Aragon en se rangeant au côté du gouvernement

de la Généralité contre le soulèvement militaire de Franco.

Pour ce qui est de l'UGT, à laquelle avait adhéré une équipe de spécialistes de la condition ouvrière, avec la même volonté ils travaillèrent tous pour la guerre ; cette consigne fut accueillie avec une conviction et une dévotion permettant d'obtenir une efficacité qui rende difficile la victoire des généraux rebelles.

Avec la création du PSUC, l'explication des événements était possible, vu qu'il ne se passait pas une semaine sans que Comorera s'adresse au peuple, expliquant les objectifs face au fascisme. La cause n'aurait peut-être pas été aussi efficace ni aussi rentable pour tenir tête à l'ennemi comme cela l'a été. Par la suite eurent lieu des événements qui, à les regarder aujourd'hui, ne seraient pas comme nous les avons vues ces jours-là. Nous voyions arriver du matériel allemand et des militaires italiens, d'une part, et, d'autre part, s'était créé le Comité pour la non-intervention, agissant pour lier pieds et mains au gouvernement de la République, alors que commençaient à manquer les médicaments et les aliments, alors que l'armée n'avait pas d'avions et qu'elle lançait des appels à l'aide de toutes sortes. J'avais l'impression et la conviction qu'il n'y avait pas moyen de s'en sortir. Cependant, je n'en fis jamais un problème, ayant la conviction que notre lutte était juste. Perdre ou gagner n'altérerait pas la foi à laquelle je me donnais corps et âme.

APRÈS LES ÉLECTIONS DE FÉVRIER 1936

Commença alors une nouvelle étape de ma vie politique. Depuis mon emprisonnement au château de Pilat où je recevais *Justice sociale*, le périodique de Serra i Moret et, plus tard de Comorera, organe de l'Union socialiste de Catalogne (USC), j'étais très attiré en fait par cette tendance proche de ma façon de penser, mais soit par indolence, soit par manque d'occasion, je n'eus pas l'opportunité d'y adhérer.

Mon adhésion à l'USC, je la fis quand Joan Comorera vint à Juncosa à l'occasion d'une campagne de propagande dans la contrée des Garrigues, le 14 avril 1935. Il vint à l'Albagès, où nous fûmes cordialement invités par les camarades de ce village voisin. C'est là que je fis la connaissance de Joan Comorera et que nous avons eu notre première conversation. Nous avions écouté sa conférence ; ensuite, avec les camarades, nous sommes allés à un café des environs où nous avons passé peut-être une heure et demie ou deux heures à bavarder avec lui. C'est alors que je lui proposai de venir à Juncosa faire une conférence. Il accepta et nous sommes convenus qu'il viendrait le 1^{er} mai.

En plus des gens du village, nous avons envoyé des invitations à tous les villages des environs, mais quelques jours avant le 1^{er} mai, je reçus une lettre de Comorera me disant qu'il ne pourrait pas venir le jour convenu parce qu'il y avait grève des transports à Barcelone et qu'il ne pouvait pas faire le voyage. Aussi cela resta-t-il en suspens.

Quelques semaines après, quand il put venir, ils vinrent avec Granier Barrera, avec qui nous eûmes aussi l'occasion d'un premier contact, et Tomas Amat – qui mourut en exil – ainsi que Josep Miret, mort dans les camps de concentration nazis. À partir de là, l'USC fut constituée à Juncosa et je militai dans ce parti sous la direction de Joan Comorera.

Deux mois plus tard éclatait le soulèvement du 18 juillet 1936. Nous restâmes en relation quand la guerre se déclara et nous avons pu décider des mesures à prendre en charge pour le village. Ma conviction idéologique se trouva pleinement confirmée avec l'USC et même dans une certaine continuité avec le discours de type marxiste de Joan Comorera, qui correspondait à l'origine ouvrière de l'anarcho-syndicalisme après mon passage par le Bloc ouvrier et paysan. J'avais pris mes distances avec le Bloc comme résultat de ce processus et ne savais plus rien d'eux, bien qu'il continuât à m'envoyer leur publication, théoriquement expédiée de France, qui s'appelait *Correspondance internationale*, à vocation théorique marxiste. C'est dire que je me suis toujours senti attiré par ce courant idéologique et non par la Gauche républicaine de Catalogne.

Joan Comorera était un grand admirateur de l'URSS. À tel point qu'en une certaine occasion, en parlant avec Victor Codovila quelques années plus tard à la maison, à Santiago, il me dit qu'ils s'étaient connus bien avant en Argentine dans les années 1920. Comorera avait adhéré au Parti socialiste argentin et dans les occasions qu'ils avaient eues d'en débattre, déjà alors, on pouvait prévoir qu'avec les idées qu'avait Comorera il irait en direction du camp communiste.

Serra i Moret et Joan Comorera, bien que faisant partie de l'USC, se trouvaient être l'antithèse l'un de l'autre. Pour simplifier : Serra i Moret était pro-britannique, pro-nord-américain tant par ses convictions que par l'idée qu'il avait de la démocratie. En revanche, Comorera n'était rien de cela, comme le démontrent ses écrits, tout en les situant à l'époque où ils furent écrits, c'est-à-dire en plein stalinisme ; si parfois il dépassait les bornes, il faut admettre que nous avons tous nos défauts et nos faiblesses, dont quelques-uns lui ont coûté très cher. Cela dit, je suis convaincu qu'il a laissé des textes qu'il n'aurait pas écrits plus tard.

LE 18 JUILLET À JUNCOSA

Cela faisait déjà quelques mois qu'on voyait des Callées et venues au Centre carliste de Juncosa qui ne laissaient augurer rien de bon. Ce centre était visité fréquemment par les « requetés » de Lérida et nous nous rendions compte qu'il ne se passait pas une fin de semaine sans une de ces visites bien connues des gens du village. Malgré les avertissements aux autorités de Lérida, tant le gouverneur que le commissaire de la Généralité que nous étions allés trouver, aucun n'y accordait d'importance, nous disant de partir tranquilles, qu'il ne se passerait rien.

Quand se produisit l'assassinat de Calvo Sotelo, c'était un samedi et nous étions sur le point de sortir

avec Ramona pour aller chercher quelques gerbes ; je lui avais proposé de descendre avec moi et les enfants pour terminer la soirée aux Feixetes. Pour rentrer, je monterais avec la charrette chargée et eux rentreraient avec le car qui faisait le retour de Lérida à la tombée du jour. Pendant que j'attachais la mule à la charrette, mon cousin germain Josep Espasa « Baster » vint me faire part du communiqué que venait de donner la radio, disant que les troupes du Maroc s'étaient soulevées.

Pour moi, cette nouvelle était la confirmation de tout ce que nous soupçonnions depuis quelques mois. Avec tout cela, nous n'avons rien modifié à nos plans ; je chargeai la voiture avec les gerbes qui restaient et je les portai à la maison. À partir de ce moment, on peut dire que je ne suis jamais retourné aux travaux des champs. La nuit du samedi au dimanche, personne ne dormit tranquille. Le dimanche à une heure de l'après-midi se présenta une voiture chargée de ces « requetés », déjà en uniforme avec béret rouge et pistolet au ceinturon. Que venaient-ils faire ?

Pendant ces visites à Juncosa, des individus avaient obtenu des engagements de leurs sympathisants du village pour que, le moment venu, ils se rendent à Lérida. Ils venaient les chercher, mais que s'est-il passé ? Il se trouvait que deux propriétaires avaient donné cent pesetas à chacun des deux journaliers pour qu'ils aillent rejoindre le soulèvement à Lérida. Ces journaliers prirent un camion et avec la bannière monarchique déployée s'en allèrent à Lérida, où ils se rendirent au château.

Le lendemain, quand ils sortirent dans la rue pour manifester, ils furent faits prisonniers et, au bout de deux semaines, fusillés.

À Juncosa, nous avions presque en permanence une municipalité de droite. Voyant comment se passaient les événements, nous sommes allés prendre la direction de la mairie, ce que nous avons pu mener à bien sans aucune sorte de résistance.

Au bout de quelques jours de prise en main de la municipalité, un envoyé du tribunal populaire de Lérida vint nous dire que ceux qui étaient détenus au château de Lérida avaient dénoncé ceux qui leur avaient donné les cent pesetas et il portait la liste avec les noms.

LE MANDAT DE SECRÉTAIRE À JUNCOSA

En tant que secrétaire, je tâchais d'éviter de donner un spectacle déprimant et nous leur avons demandé de se présenter en personne au tribunal de Lérida, là où se déciderait ce qu'il y avait lieu de faire. Ils furent convoqués à la mairie, où je leur communiquai l'ordre du tribunal. Le lendemain, ils prirent le car pour Lérida. Ils y restèrent et y furent fusillés. Puis vint une période sans fusillade.

Dans la mesure du possible, je tâchais de faire les choses dans un esprit constructif : il n'y eut aucune exécution à Juncosa. La seule qui se produisit de façon incontrôlée – de laquelle en tant que secrétaire je ne pris connaissance que quelques jours plus tard – fut

le fait d'une bande de jeunes de moins de vingt ans qui s'en étaient allés trouver le médecin pour qu'il leur dise où se trouvait le curé qu'il avait caché. Le médecin le leur dit, ils allèrent le chercher et l'exécutèrent à quelques huit ou dix kilomètres du village.

Ce fut l'unique cas qui se produisit à cause de ces jeunes gens, fantasques et incontrôlés, dont il est difficile d'obtenir une attitude garantissant la sécurité.

À Juncosa, il ne se passa rien de plus ; nous avons aussi procédé à une enquête auprès de toutes les familles du village pour déterminer les capacités agricoles de chacune d'elles, nous basant sur la terre qu'elles possédaient déjà pour mener à bien l'application de la réforme agraire, méthode dont les plus orthodoxes des marxistes n'auraient rien trouvé à redire.

Une commission compétente fut créée pour estimer la quantité et la qualité de la terre avec la superficie qui correspondait à chaque famille. Un acte fut organisé en toute solennité pour donner à cette répartition des terres tout le relief qu'elle méritait. Toutes les terres qui n'étaient pas travaillées furent distribuées, avec, en complément, une distribution d'outils, de charrettes et d'animaux. On créa aussi une caisse de crédit du syndicat avec l'argent que les propriétaires avaient épargné à la banque, avec un maximum de facilités de paiement pour les gens les plus défavorisés. Aux journaliers, on avait fait une forme de crédit qui leur permettait le remboursement avec les bénéfices de la récolte. Cette répartition fut faite de façon qu'elle ne pût donner la sensation ni d'un vol pour les uns ni de cadeaux pour les autres.

Dans la limite de ce qui pouvait se faire, nous avons transformé un couvent de nonnes en école pour les garçons et les filles. Nous avons obtenu tout l'équipement scolaire de la Généralité, qui de plus attribua un laboratoire pour faire des analyses de biologie, avec toute une série d'autres facilités. La fonction de secrétaire, je devais l'exercer jusqu'au mois de mars 1937, période durant laquelle s'étaient mis en relation les différents partis qui devaient fusionner quelques mois plus tard avec la création du Parti socialiste unifié de Catalogne.

Les vieilles générations de républicains restèrent désolées car elles se voyaient marginalisées par la création de ce parti : ces républicains ne savaient que faire pour maintenir leurs relations avec la jeunesse républicaine de Lérida. Je les assurai de toute ma solidarité et sympathie : *« Je vous ferai toutes les lettres que vous voudrez ; vous trouverez toujours près de moi la même aide, le fait que je pense en socialiste, je ne ferai rien contre notre amitié et notre coopération »*. Il semble que ces mots les tranquillisèrent ; mais on peut supposer qu'ils se sentaient complètement écartés en tant que tendance républicaine.

Entre-temps, nous reçûmes une invitation pour assister à une réunion du PSUC à Borges-Blanques. Un camarade qui avait une voiture m'y accompagna. À cette réunion assista Garcia Lago qui devait nous faire un long rapport nous communiquant les orientations politiques adoptées et la composition du comité central. Nous étions à la veille de la nomination de Joan Comorera comme secrétaire général.

Le lendemain même de cette conférence, Garcia Lago m'appela à la mairie de Juncosa, me demandant une entrevue à son bureau. Il s'agissait de me proposer d'aller travailler à la VIII^e viguerie de Lérida. Comme on peut le supposer, je m'en faisais toute une montagne : laisser la maison avec mes beaux-parents, laisser les camarades de la mairie, où il me semblait que j'étais devenu irremplaçable. Ce fut un sentiment qui me coûta beaucoup, comme un abandon. Mais, peu à peu, en y réfléchissant, il me sembla que je pouvais être plus utile à notre cause à Lérida qu'à Juncosa, d'autant que les affaires de Juncosa étaient déjà orientées. Je fis part de tous ces sentiments à Garcia Lago et il me dit que chaque fin de semaine je pourrais les passer à Juncosa. *« Si ton aide leur convient, tu pourras la leur donner »*. Ainsi fut fait et nous voilà installés au comité comarcal de la VIII^e viguerie de Lérida.

L'INSTALLATION À LÉRIDA

Garcia Lago m'envoya voir un membre de la CNT de la municipalité de Lérida qui gérait la distribution des logements de la cité pour qu'il puisse m'en procurer un. Là, on me donna une adresse : rue de Cavallers n°13, où il y avait un bon logement occupé par M. Santiago Pinyol, qui m'offrit toutes les facilités pour que nous puissions nous y installer. Quand je lui demandai les conditions, il me répondit : *« Je n'y mets qu'une condition : c'est que vous êtes cinq dans la famille, considérez que je suis le sixième »*. Les choses se sont passées ainsi, à tel point que nous sommes arrivés à le considérer vraiment comme quelqu'un de la famille. C'était un homme très bon, très tranquille et, comme nous devions avoir un comportement qui lui plaisait, nous nous sommes bien entendus.

De la part du parti, on nous aida à acheter des vêtements, des lits, avec l'attribution d'un salaire de dix pesetas par jour payés par le PSUC pour débiter à partir du mois de mars 1937. Toute l'organisation qui se mettait en place alors ne peut être séparée de l'action syndicale et du mouvement politique. L'UGT (Unio General de Treballadors), qui jusqu'alors avait été un schéma d'organisation syndicale en Catalogne, prit immédiatement un développement qui équilibra le rapport de force avec la CNT. En ce qui concerne la syndicalisation forcée qui eut lieu, on peut la comparer avec ce qui se passa en 1975 au Portugal.

De plus, l'expérience syndicale de la CNT en Catalogne, je la vis plutôt avec un bilan négatif ou stérile, non par le manque de combativité de ses adhérents, vu que pour moi il y avait un contre-sens ; magnifiquement révolutionnaire, ils restaient dans l'impuissance, dans une voie sans issue ; la conclusion en fut presque toujours la même. Leur défaut majeur : leur coupure avec une activité politique, par exemple leur refus de toute participation électorale aux municipalités et aux députations, idem pour les campagnes aux élections des Cortès de la République.

Le fait est que nous fûmes toujours l'objet des coups de la répression de la bourgeoisie, lui laissant le champ libre pour qu'elle puisse nous frapper sans que nous n'y soyons pour rien. Allant plus loin, nous observions les

propositions de Layret et Segui d'aller à la constitution d'un parti ouvrier, cela faisait partie de leurs calculs et de leurs plans, chose très bien vue par un ample secteur de la classe ouvrière. En revanche, la création du PSUC apporta cette proposition d'ouverture et de plus, dès le début, se caractérisa comme un parti plus catalan que ne l'avait été le Bloc ouvrier et paysan, parti qui, malgré son nom, était inspiré par des tendances et courants de type internationaliste et aussi centraliste. Plus tard, en fusionnant le BOC (Bloc Obrer Camparol) et la gauche communiste pour créer le POUM (Partit Obrer d'Unificació Marxista), ils restèrent comme un parti défini par cette caractéristique internationaliste-centraliste.

Pour revenir à mes activités principales, elles furent de donner une orientation d'ouverture politique alors qu'il y eut toujours des petites frictions avec les autres organisations et naturellement, quand il y avait conflit, que ce soit avec le POUM ou avec la Gauche républicaine, je cherchais toujours à donner notre orientation tout en éliminant les causes des conflits passés. Naturellement, ceux qui travaillaient avec le plus grand enthousiasme furent toujours ou presque les représentants du comité local du PSUC.

La création du PSUC vint remplir ce vide qui avait subsisté depuis les années 1922-1923, quand eut lieu une tentative avec la création du BOC, mais nous eûmes une orientation si dogmatique et si fermée qu'elle empêcha l'ouverture nécessaire pour accueillir la multitude qui se tournait vers nous par instinct de classe, sans chercher rien de plus sur le plan idéologique.

Je veux expliquer une exception qui m'est revenue dernièrement en mémoire à l'occasion d'une conversation que j'eus ces jours-là avec le camarade Castellet quand il nomma un certain Viadu, commissaire d'ordre public à Lérida, à l'occasion d'un incident très grave à Vilanova de Bellpuig. De fait, il s'agissait d'un abus de pouvoir comme il s'en produisit souvent avec certaines personnes qui pensaient qu'elles avaient le droit de tout confisquer et de tout socialiser : l'unique chose dont ils étaient capables était de socialiser la misère et la pauvreté. Comme résultat, il se créa dans ce village une situation de désolation où je ne sais pourquoi le commissaire d'ordre public fut appelé pour y rétablir la paix et l'ordre. Viadu me téléphona au bureau pour m'expliquer l'affaire et me demander si je pouvais y aller l'après-midi même.

J'acceptai et nous nous sommes donné rendez-vous au plus tard à 18 heures à Vilanova de Bellpuig.

Quand nous entrâmes dans le village avec la voiture sous une pluie torrentielle, ils étaient sur le point d'évacuer, avec les lits dressés sur les murs de la rue, tables et chaises, enfants couverts, tous disposés à prendre le chemin de l'exode, tous les gens dans la rue, chose absolument inconcevable. Nous avons pu avec le chauffeur, peut-être encore plus impressionné que moi-même, nous frayer un chemin parmi les gens, les charrettes et les animaux sur le point d'être attelés. Comme nous avons pu, nous sommes allés très lentement sans nous arrêter jusqu'à ce que nous soyons à la mairie.

Là, nous avons pu nous garer. Tout de suite, je montai à la salle et fis aviser par l'officier municipal tous les représentants des différentes organisations pour qu'ils viennent. Peut-être au bout d'une demi-heure, nous étions tous réunis, mais Viadu n'était pas venu, il ne vint pas.

Je me trouvais là tout seul dans ce cadre tellement déprimant. Je tâchais de prendre un ton calme en demandant à ceux qui se tenaient devant moi ce qui s'était passé et ce que signifiait tout ce remue-ménage. Sur le moment, sachant que j'appartenais au PSUC, les gens n'osaient pas parler. De ma part, il fallait chercher le dialogue en essayant de trouver le contact pour voir si quelques langues commenceraient à se délier ; en effet, au bout d'un long moment, il y en eut un qui commença à parler, puis un autre et à la fin je me rendis compte que tout ce qui se passait était arrivé par la faute du secrétaire qui était là comme représentant du PSUC.

Quand les langues se délièrent, ils se risquèrent alors à tout. Ils me dirent que cet individu avait été partisan de tout, du plus réactionnaire qu'il y eût au village, de la milice municipale d'Action catalane, d'ici et de là, il avait toujours été du parti qui lui semblait devoir gagner. En prenant de plus en plus confiance, ils finirent par m'expliquer toute l'histoire de cet individu en sa présence. M'adressant à lui, je demandais : « *Et vous, qu'avez-vous à répondre à tout cela ?* » Il se livra à tout un flot de paroles, voulant se justifier et tout expliquer. Je lui dis qu'il fiche le camp et qu'il rende grâce à tous ces amis qui nous entouraient de ce qu'ils ne l'aient pas fusillé, qu'il s'en aille immédiatement. Il descendit les escaliers et partit. Je recommandai à chacun de rentrer chez soi, de remettre les choses en ordre et d'essayer de trouver paix et amitié avec tout le village.

LES FAITS DE MAI 1937

Si notre arrivée à Lérida avait été motivée dans un premier temps par le PSUC et le service des collectivisations agricoles et des coopératives, quand arrivèrent les faits du mois de mai à la délégation de coopération de Lérida, il y avait son délégué, Santiago Palacin, que je connaissais déjà car nous avions eu l'occasion de résoudre différents problèmes de type agricole. En fin de compte, il m'avait donné à diverses occasions des modèles de thèses politiques, de ceux qu'il croyait opportuns pour orienter la politique de la délégation face aux paysans des comarques de Lérida ; bien qu'il appartînt au POUM et moi au PSUC, nous nous sommes toujours entendus parfaitement et n'avons jamais eu aucune sorte de friction.

Mais, à l'arrivée à Lérida en mars 1937, je notais déjà une certaine nervosité due aux relations que cette activité comportait, en particulier avec Santiago Palacin, vu qu'il s'agissait du délégué de coopération agricole avec lequel je devais fatalement travailler sur tous les problèmes liés à la terre et chaque fois j'eus la même impression ; tout en sachant que j'appartenais au PSUC, il me recevait toujours cordialement et même parfois me donna à lire des textes qu'il présentait à la direction du POUM pour leur approbation, me

demandant mon avis, ce que je fis plus d'une fois et auquel il souscrivait sincèrement.

Quand se produisirent les faits de mai, on impliqua Palacin et on le mit en prison. Le conseiller en agriculture de la Généralité en commun accord avec la direction du PSUC me proposa de le remplacer à la délégation du service de coopération agricole, activité de type plutôt syndical que coopératif, et non technique. Palacin en tant que membre le plus distingué fut éloigné des charges officielles, mais la fédération du Segrià était restée entre les mains du POUM, comme bon nombre d'autres fédérations, dont je ne me rappelle plus le nom, mais qui agissaient comme fédérations autonomes tout en s'entendant avec la fédération centrale de la FSAC, qui réunissait toutes les fédérations comarcales.

Je dois souligner qu'il y avait aussi un conseil de direction mixte PSUC-POUM à la fédération de l'Urgell sans qu'aucun soit écarté et cela continua ainsi jusqu'à ce que la guerre nous oblige à partir.

D'un autre côté, si je devais dire comment je vois ces faits du mois de mai aujourd'hui pour les comparer à la façon dont je les vis alors, je dois confesser que je les vois de manière différente sans aucune sorte d'opportunisme et non plus sans faillir.

Si ma formation politique était de type rural quand j'arrivai à Lérida, celle d'un homme qui a lu quelques livres et quelques périodiques, avec une certaine expérience de quelques chocs politiques en différents lieux où je m'étais trouvé et presque rien de plus. C'était mon bagage politique, je n'ai jamais prétendu être un Sénèque ni alors ni maintenant.

à une autre occasion, je me rendis à un village près de Mollerussa, appelé Golmès, où il y avait un noyau prépondérant du POUM. Les camarades m'avaient dit d'y aller en faisant attention et preuve de vigilance, sans que je me rappelle avoir eu la moindre appréhension. Je me souviens plutôt de l'amabilité de tous ces hommes et femmes qui devaient faire face à tant difficultés et que j'aidais bien modestement.

Alors se produisirent les faits de mai 1937 à Barcelone dans lesquels je n'ai pris aucune part ni dans leur préparation ni dans la répression. Ils se sont réglés de la manière que l'on sait sans que je n'y intervienne en rien. Ce fut alors que mon nom fut proposé au conseil d'agriculture par M. Calvet pour prendre en charge la fédération de Lérida de la VIII^e viguerie.

Pour finir, je dois dire que tous ces procès furent totalement artificiels, une de ces nombreuses choses qui se sont produites dans notre camp et dont par la suite j'ai moi-même été victime.

Aujourd'hui, je peux affirmer avec la conscience bien tranquille que je n'ai écrit ni prononcé un seul mot pour condamner ni le POUM ni la CNT-FAI.

À l'occasion d'une conférence que je fis récemment à l'Université catalane d'été de Prades sur ma catalanité en tant que militant du PSUC et comme fonctionnaire de la Généralité, il y eut à la fin une question : « *Quelle avait été l'attitude du PSUC lors des faits de mai 1937 ?* ».

Ma réponse fut simplement que la position du PSUC avait été fidèle envers le gouvernement de la Généralité et celui de la République. Il n'insista pas sur la question et je n'allai pas plus loin non plus.

Maintenant, une chose est d'être fidèle à une institution et une autre d'être fidèle à ses idées, s'il arrive à un certain moment qu'il y ait une crise de l'une ou de l'autre. On a parfaitement le droit de réviser ses idées et de trouver le chemin que dicte la conscience. Je ne crois pas avoir renié mes opinions ou mes idées. Ce que j'ai modifié est la manière d'apprécier les événements. Quant aux procès qui furent montés contre les militants du POUM, s'ils avaient été conduits de manière objective, je les aurais acceptés, mais ce furent des procès provoqués et construits de toutes pièces – c'est ce que je pense aujourd'hui –, je ne les approuvais pas.

Quelle position puis-je considérer aujourd'hui comme la plus juste ? Faire la révolution pour gagner la guerre ? Ce sont deux concepts entre lesquels on ne peut guère choisir. Mais j'entends que s'il s'était fait quelque chose avec l'idée préméditée de saboter les institutions qui avaient la responsabilité de diriger et de faire la guerre comme c'était le cas pour la Généralité et le gouvernement de la République, aujourd'hui encore je le condamnerais.

Je comprends que la question de la guerre et de la révolution avec le caractère que prit notre guerre et les raisons liées au déclenchement de la guerre devait devenir forcément une question révolutionnaire, c'était inévitable. En conséquence, la responsabilité de diriger la guerre et la révolution s'équilibrait avec l'assistance mutuelle de tous les partis qui intégraient le camp antifasciste de Catalogne comme de toute l'Espagne. S'il devait y avoir quelqu'un qui prenne le gouvernement de la République ou la direction du gouvernement de la Généralité et qui soit contraire à la réalisation de la révolution, on était peut-être en droit de s'y opposer ; mais à partir de ce moment, on ne sait pas jusqu'à quelle limite peut conduire un tel raisonnement.

Quand on retira les troupes du front pour les porter à Barcelone, ce fut quand se produisirent les événements de mai ; il y eut des événements qui échappèrent à mon appréciation et je dois confesser qu'ils ne me semblèrent ni justes ni révolutionnaires et encore moins antifascistes. Le tout fut une profonde blessure infligée au camp antifasciste espagnol. Je peux affirmer aujourd'hui que, vu l'histoire qu'il nous a été donné de vivre depuis 1939 – pour ma part, je pourrais dire depuis 1949 – jusqu'à aujourd'hui, je me rends compte que ces faits, qu'alors nous ne savions pas interpréter, furent bien le commencement de ce que plus tard il nous a été donné de vivre dans notre chair.

Si on considère les différents enchaînements qui se sont produits par la suite, nous avons là les premiers exemples de cette politique stalinienne qui étendait ses tentacules à toute l'Espagne et qui provoquèrent l'assassinat d'Andreu Nin ainsi que d'autres disgrâces.

Tous les éléments dont je dispose sont uniquement les informations données à l'époque. Si nous prenons en compte que l'activité que j'eus n'a jamais été de type militaire à part quelques gestes de solidarité, comme celui de ce camion chargé de vivres que nous avions récupéré avec cinq ou six camarades. Nous l'avions amené au front, mais quand nous sommes arrivés à un

point donné de la route qui y conduisait, nous sommes tombés sur une patrouille de contrôle sans savoir quelle étiquette elle avait. Nous ne leur demandâmes rien, ils nous laissèrent passer et là nous avons déchargé : cela fut l'unique contact avec la première ligne.

Pour mémoire, je dois rappeler l'alerte que nous eûmes au cours d'un de mes déplacements à Borges-Blanques, où on entendait sonner la cloche pour nous indiquer que les forces franquistes arrivaient de l'autre côté du canal de l'Urgell.

C'est ainsi également qu'au cours d'un voyage que je fis à Balaguer, où il y avait une équipe du PSUC qui avait pour mission d'arrêter la déroute, nous avions les avions qui bombardaient toutes les positions avec une fusillade qu'on entendait tout près.

À LÉRIDA TANT QUE NOUS AVONS PU

Avec le temps, en y pensant, vu les fonctions spécifiques du service de coopération et les activités sur le terrain appuyées sur la charge que nous avions, nous n'eûmes pas de grandes difficultés dans aucune des comarques ; les seules difficultés étaient de caractère juridique, de rivalités entre comarques comme Tarrega et Agramunt qui se disputaient la capitale, à d'autres endroits existaient des noyaux de population qui étaient intégrés à une mutualité et voulaient avoir un syndicat agricole autonome comme à Borges-Blanques, rivale de la Granadella. Ainsi nous nous trouvions face à des conflits ce qui nous obligeait à intervenir pour faire respecter la distribution territoriale établie par la Généralité.

Cette stratégie consistait à favoriser la création d'un syndicat agricole dans les villages qui n'en étaient pas encore dotés, ce qui permettait de concentrer la production des récoltes par des encadrements techniques. Il faut dire que les affaires se menaient non seulement avec beaucoup d'honnêteté mais aussi avec beaucoup d'efficacité tant pour leur commercialisation que pour leur élaboration. Les obstacles majeurs que je rencontrai durant cette période furent ceux avec les trois moulins de farine, l'un à la ville de Cervera (Segarra), un autre à Guissona et le troisième à Agramunt. Tout le problème venait du fait que les dirigeants de ces syndicats se considéraient comme les viagers qui prenaient le syndicat pour leur propriété et devaient pouvoir disposer de la production du syndicat presque selon leur caprice et pas toujours de façon honnête.

J'ai dû visiter l'un de ces moulins deux ou trois fois, chaque fois notre entrevue se terminait mal avec le président Vidal car il était de ceux qui considéraient leur charge de caractère viager, en plus du tempérament de cacique du personnage. Il faut ajouter que la comarque de la Segarra était la tâche noire dans l'atmosphère générale démocratique et républicaine qui flottait alors en Catalogne. Avec tout cela, cette comarque donnait une autre impression, ce qui confirmait à mes yeux la cette formule lue en maintes occasions, selon laquelle « *les zones céréalières sont fatalement récalcitrantes à la démocratie, et par nature ce sont des zones réactionnaires* ».

Durant tout ce processus d'intégration de ce syndicat farinier auquel on avait proposé les mêmes solutions qu'aux autres comarques d'Agramunt et de Guissona avec le même soutien du Conseil d'agriculture de la Généralité, il n'y eut pas moyen de les lui faire accepter et même j'appris plus tard qu'en dehors des réunions que nous tenions, ils ne se gênaient pas pour dire publiquement qu'avant d'accepter la loi de la Généralité il se laisserait d'abord fusiller.

Le Conseil d'agriculture était disposé à prendre des mesures énergiques de nature à leur faire adopter sa discipline, mais nous arrivâmes à un niveau de tension qui nous obligea à sortir de ces comarques et tout resta sans solution. En tout, il ne restait plus qu'un mois à un mois et demi avant de devoir évacuer. L'activité qui nous prenait le plus de temps était l'activité politique et sociale due aux rivalités dans chaque ville entre les divers secteurs politiques, cause principale de nombreuses frictions et conflits. Ils avaient la possibilité de demander notre intervention, qui consistait parfois à donner simplement notre opinion au bureau même ou bien à nous déplacer aux différents points pour arbitrer entre les diverses tendances et points de vue. Je garde encore en mémoire un conflit où je dus intervenir au village de Raimat. Il s'agissait d'une unité économique aux mains du POUM, mais qui plus tard connut des frictions en son sein ; cette unité avait été maintenue comme unité économique autonome, mais cette fois je dus aller à Raimat pour apporter notre concours. En fait, il y avait deux tendances et, après notre intervention, ils purent continuer à fonctionner selon les règles que nous leur avions suggérées.

Si ma gestion dura un an (de mars 1937 à mars 1938), cela suppose simplement qu'on ne pouvait pas faire de miracles, mais j'ai toujours remarqué la facilité avec laquelle je menais à bien l'exercice de mes fonctions comme délégué du service de coopération agricole, ce qui me confirma dans l'idée qu'il existait en Catalogne des racines de type coopératif très profondes permettant de créer une coopérative avec une relative facilité, encore qu'il y eut dans tous les villages des éléments réfractaires.

Durant cette période de guerre, ces éléments s'intégrèrent au syndicat. Cela me permet de dire que, d'une certaine façon, les causes du marché noir étaient éliminées. Si parfois se produisit quelque chose en marge du syndicat, ce fut dû bien souvent à l'intervention des carabiniers du ministère de l'Agriculture de la République qui ne prenaient pas en compte l'existence de la Généralité, ni sa législation, ni sa structure. S'il manquait de l'huile, ils allaient aux syndicats et en chargeaient par la force. Cela engendrait mécontentement et mauvaise humeur et comme on peut le supposer, on venait ensuite protester à la délégation. Aussi insuffisants qu'étaient nos moyens de coercition face au ministère de l'agriculture de la République, nous devions nous contenter d'apaiser les esprits pour éviter des manifestations de protestation bien désagréables.

C'étaient fondamentalement les motifs majeurs de malentendus, vu aussi que beaucoup de syndicats voyaient en nous les représentants du Conseil

d'agriculture et venaient nous demander nos orientations, encore qu'en réalité elles n'eussent rien à voir avec les fonctions attribuées au Service de coopération agricole. Pour notre part, nous devions tâcher d'éviter aux gens une rebuffade. Sans la moindre petite immodestie, je peux affirmer que la zone qui m'échut était la plus chargée de conflits de toute la Catalogne ; la huitième viguerie intégrait la Noguera, la Segarra, l'Urguell, les Garrigues, le Segria. Ce fut dans ces comarques que se distinguèrent les foyers les plus virulents de réfractaires à la législation de la Généralité, à tel point qu'il y eut des jours où j'ouvrais le bureau à huit heures du matin, je le fermais à deux ou trois heures de l'après-midi pour aller dîner à la hâte pour aller ensuite l'après-midi d'un village à l'autre et retourner à la maison à une ou deux heures du matin : c'était un travail épuisant. Vu aujourd'hui, quarante ans après, j'y trouve une explication qu'en ces moments je ne voyais pas. J'y allais avec l'esprit ouvert, disposé à chercher et conseiller ce qui me semblait être la meilleure solution ; en ce sens, je n'ai pas trouvé non plus de difficultés ni d'hostilité majeures et j'ai pu agir, sélectionnant cette période avec une relative facilité.

LES EFFETS DE LA RÉFORME AGRAIRE

La réforme agraire eut aussi des effets très néfastes, vu qu'en certains lieux les terres furent saisies par des éléments de la CNT. En d'autres lieux, comme à Raïmat il y avait eu des éléments du POUM comme en d'autres endroits de l'UGT, du PSUC. S'il n'y avait pas d'autres conflits politiques ou syndicaux, l'intégration syndicale se faisait sous le régime coopératif qui n'était pas non plus la collectivisation agraire comme celle qui était appliquée en Aragon, c'était un autre système, par exemple à Raïmat on travailla en système coopératif durant toute la guerre où on travailla à l'exploitation forestière ; il s'y fit des bénéfices qui donnèrent certains moyens économiques facilitant leur fonctionnement ultérieur.

Dans une autre exploitation, nommée le « Castel del Remei », on produisit un vin de très bonne qualité ; elle était totalement contrôlée par le Conseil d'agriculture et fonctionna sous administration ; ses travailleurs étaient rétribués comme fonctionnaires. Je peux citer encore un autre cas, celui des « Cases de Barbers », une exploitation contrôlée sous l'hégémonie du PSUC-UGT, tout en ayant des travailleurs appartenant à la CNT, mais toujours intégrés au système coopératif du Conseil d'agriculture de la Généralité.

LA RETRAITE DE LÉRIDA

Au retour de Raïmat un dimanche après-midi, alors qu'avec les camarades qui étaient venus à la Délégation me demander de leur rendre visite à leur village où il avait eu un petit conflit, nous étions convenus que j'irais ce dimanche après-midi. Par la même occasion, nous étions aussi convenus avec quelques voisins d'escalier qui avaient une petite villa

sur cette route que nous partirions de Lérida pour y aller et moi pour aller à Raïmat et qu'au retour nous nous retrouverions à la croisée du chemin avec cette famille et que nous rentrerions à la maison tous ensemble.

Mais ça ne faisait pas un quart d'heure que j'avais emprunté le chemin du retour que je vis les avions qui bombardaient Lérida avec les colonnes de fumée sur toute la ville quelques kilomètres plus loin. Je me vis obligé de me jeter dans le bournier d'un caniveau près des Basses d'Alpicat. Les avions passaient et repassaient, c'était infernal. Quand le plus fort du bombardement fut passé, j'avançai en direction de Lérida et à mesure que j'entrais dans les quartiers de la ville, je trouvais les rues défoncées, les maisons qui fumaient, tout un enchevêtrement de câbles électriques et de canalisations d'eau.

Quand je fus devant l'immeuble, je montai les escaliers en courant cherchant tous les miens sans savoir où ils pouvaient se trouver.

C'était là une situation comme il devait s'en présenter tant ; finalement au bout d'un moment, ils apparurent et nous nous sommes retrouvés sans qu'il ne nous soit rien arrivé. Le lendemain, j'allais comme d'habitude à la Délégation.

Il y eut des camarades de l'Albagès venus me consulter sur un problème en suspens dans leur village quand, au bout d'un moment, ces camarades étant encore au bureau en fin de matinée, un camarade du comité du parti vint me trouver pour me dire que nous devions partir. Le problème était que je ne savais pas où aller : il y avait ma mère, ma femme et les trois enfants. Ces amis de l'Albagès étaient venus en voiture ; telle que se présentait la situation, nous en profitâmes pour nous en aller à Juncosa. C'était une voiture de quatre places, nous y avons mis six personnes et, aussi serrés qu'on pouvait, nous sommes arrivés à Juncosa. Nous étions partis sans rien car notre première idée avait été d'aller à une villa à côté de Camp élis, à la maison d'amis qui étaient aussi de Juncosa, où Ramona et la mère étaient allées passer la journée avec les enfants. Je devais aller les trouver pour dîner ; en fait, je les trouvai mais comme nous étions partis pour aller à cette maison, nous continuâmes la route jusqu'à Juncosa. Ainsi nous avons perdu l'appartement et tout ce qu'il y avait dedans.

Tout de suite est entré « El Campesino », général républicain couvrant la retraite.

En arrivant à Juncosa, je trouvai un climat désolant ; ceux qui étaient des camarades et de très bonnes personnes avaient perdu leur calme et en apprenant que se produisait l'offensive sur Lérida, il ne leur vint pas d'autre idée que celle de partir du village, partir à condition de tout emporter, à tel point qu'ils étaient allés dans toutes les maisons pour prendre ce que chacun d'eux possédait et ensuite aller chercher ce que les gens qui ne voulaient pas partir avaient à la maison, arrivant à cette absurdité de prendre un kilo de riz d'une maison, une livre de farine d'une autre ou bien une tranche de jambon d'une autre, créant une concentration sur la place, toutes les voitures et les animaux de ceux qui s'en allaient, chose dont je n'ai pas encore réalisé le sens ni le pourquoi.

Après être allé chez mes beaux-parents, je me rendis précipitamment à la mairie pour m'informer exactement de ce qui se passait.

« *Qu'avez-vous fait, malheureux ?* » N'importe quelle personne responsable vous dira que vous faites du sabotage, en tous les cas du défaitisme ! Ils m'écouteront et me rassureront tous en admettant mon raisonnement. Je leur conseillai de faire une déclaration pour qu'ils fassent venir tout le monde au syndicat, et ainsi fut fait.

Il n'était jamais venu tant de gens pour écouter ce qui s'y dirait ; je tâchai de trouver des palliatifs pour éviter l'alarme et la panique. La conclusion fut que chacun retire ses affaires de la place, qu'il remporte chez lui et demain qu'il retourne travailler comme si rien ne s'était passé. C'est comme si j'avais retiré une chape de plomb qui pesait sur les gens. Avec cette tranquillité passagère, le village reprit le lendemain son aspect quotidien, je téléphonai ma nouvelle situation au Conseil d'agriculture en leur donnant les motifs de notre départ de Lérida et me mettant à sa disposition. Deux jours plus tard venaient ces camarades de Lérida qui s'étaient transférés à Mollerussa venant me chercher avec la moto pour aller former une équipe à Balaguer, en vue de récupérer les soldats du front qui se dispersaient désespérés.

À Balaguer, nous restâmes deux ou trois jours durant lesquels il y eut un fort bombardement ; un camarade venu en renfort de Barcelone perdit une jambe. De là, nous sommes allés à Bellcaire, mais sans nous arrêter à Tarrega où nous devions trouver les camarades Pierre Aznar et Dolorès Piera avec ceux qui avaient décidé de retourner à Barcelone où, personnellement, je n'avais rien à faire. Eux, en tant que membres du comité exécutif et du comité central avaient reçu la directive que notre mission à Bellcaire était terminée. Je leur dis que je retournais à Juncosa. Là, au bout de quelques jours, je reçus un ordre du conseiller d'agriculture pour me déplacer à Barcelone définitivement, en laissant ma juridiction provisoirement à Tarrega. Nous nous déplacâmes avec toute la famille à Barcelone où nous nous sommes installés dans la maison d'un cousin germain, Miquel Espasa, qui était mort pendant les événements de mai 1937. Il s'était mis aux côtés de la FAI et du POUM.

Une fois installés chez lui, j'entrai en contact avec le conseiller qui me donna ses instructions, entre autres d'aller chaque semaine à Tarrega. Là, j'avais demandé aux camarades un bureau et ils m'avaient trouvé une maisonnette dans un village voisin, Nalech près de Guardiola un peu plus loin que Verdu. Ils s'agissait d'une maison d'un de ceux qui étaient partis. Avec Ramona, nous sommes allés la visiter, une maisonnette très bien équipée, avec lits, assiettes, marmites. Nous y avons passé toute une après-midi, mais nous avons vu que nous ne pourrions y rester. Je dus accompagner Ramona à Barcelone et ensuite, de temps en temps j'allais à Tarrega pour résoudre les affaires qui se présentaient, malgré que l'activité des services de coopération agricole était restée désorganisée.

Il s'agissait principalement d'éviter que le défaitisme envahisse les esprits. D'un autre côté, nous faisons aussi quelques visites avec le conseiller lui-même ; lui

aussi avait un certain intérêt à y aller, car il ramassait toujours soit un morceau de jambon, soit une bouteille d'huile. Ainsi nous avons tenu ferme jusqu'à la débâcle des premières semaines de 1939.

Nous avions gardé l'espoir nous demandant si en tel endroit nous résisterions ou non jusqu'au moment où nous vîmes que la situation était définitivement perdue. Je citerai deux cas qui donnaient bien la preuve de la méconnaissance et de l'ignorance de ce dont était capable le fascisme : deux camarades de Juncosa vinrent me trouver au Conseil à Barcelone pour me demander ce qu'il fallait faire. Ma réponse fut invariablement : « *Je resterai derrière ce bureau tant que je pourrai, si arrive un moment où je ne peux plus y être, nous déciderons de partir.* »

Cette réponse fut pour eux une révélation. Il semblait qu'ils ne pouvaient s'en convaincre. Je leur donnais plus d'arguments sur ce qui se passait leur démontrant que nous n'avions plus aucune garantie de sécurité, que malgré le sens et la pratique de la solidarité il y avait des limites qu'on ne pouvait surmonter. D'autres amis de ces villages vinrent me trouver, ma réponse fut plus ou moins la même. Certains d'entre eux comptaient aller à Barcelone et s'en retourner ensuite chez eux comme si rien ne s'était passé. Toutes ces hésitations furent dommageables dans de nombreux cas et se terminèrent tragiquement.

Il y eut parmi ceux de Juncosa huit ou dix familles avec des camions et leurs affaires pensant que peut-être ils passeraient inaperçus une fois à Barcelone mais, comme on peut le supposer, on ne pouvait y rester. Ils furent découverts, détenus et on les transféra à Lérida où ils furent fusillés par les fascistes.

Je me souviens de cet ami de l'Albagès qui, après être venu me voir, au bureau, s'arrêta à Arbeca chez ma sœur et mon beau-frère qui se trouvaient dans le village avant le sien ; là, il soupa et passa la nuit mais il était alors obsédé par l'idée d'arriver à son village avec l'illusion qu'il ne lui arriverait rien. Ils l'ont aussi arrêté et fusillé. Je les regrettai beaucoup les uns comme les autres mais la guerre nous a apporté tout cela.

Notre recommandation avait été de tenir tant qu'il se pourrait mais en aucun cas de rester. Nous ne pouvions leur dire rien de plus ; si nous leur avions conseillé de partir, nous aurions dû leur dire où aller et qu'auraient-ils trouvé ?

Enfin, nous nous sommes trouvés un soir à Miralcamp tenant des discours de réconfort quand la cloche sonna nous indiquant que les fascistes arrivaient. A Borges-Blanques, il nous arriva la même chose, c'est-à-dire que les fascistes nous talonnaient. Nous pouvions bien leur expliquer ce qu'était le péril fasciste, les gens de la campagne se laissaient dominer plus par les instincts que par tout ce qu'on pouvait leur expliquer.

L'EXPÉRIENCE DU PARTI (PSUC)

Les gens qui ont tenté le dogmatisme et le vaticanisme du bureau politique du Parti communiste espagnol, qui pensent avoir en main la vérité inébranlable, si on leur donne des arguments pour démontrer qu'il faut

un minimum d'esprit critique, analytique, pour tâcher d'y voir plus clair, t'écoutes mais dans le fond pensent tout autre chose comme le font les catholiques.

Quant à ma relation et mes contacts avec Joan Comorera, je dois dire qu'ils furent plutôt sporadiques. Ce que je sais, c'est qu'en diverses réunions Comorera faisait allusion à l'expérience menée à terme à la huitième viguerie de Lérida qui était sous sa gestion et qu'il donna plus d'une fois en exemple, mais quant à avoir eu une conservation personnelle avec lui, je n'en eus aucune. Si j'allais au siège central du parti et que nous nous rencontrions dans les couloirs ou dans les escaliers, nous nous saluions d'un « bonjour, comment vas-tu ? » Il était lui aussi absorbé, faisant beaucoup de visites sur le front, dans divers villages, et à Barcelone même.

Le contact principal avec la direction du parti je l'eus avec Joseph Torrent du Conseil d'agriculture qui venait de l'Union des cultivateurs et faisait partie du comité central.

Ensuite, le contact le plus fréquent était Garcia Lago, qui appartenait à la même viguerie comme d'autres camarades dirigeants du comité comarcal de Lérida avec lesquels nous nous réunissions, plus tard nous nous sommes retrouvés à Barcelone.

L'ÉVACUATION DE BARCELONE

Venant de Juncosa, nous arrivâmes à Barcelone en octobre 1938 et fin janvier 1939, nous devions déjà partir. Notre évacuation de Barcelone, vue aujourd'hui, peut faire rire mais elle fut presque dramatique. J'avais été opéré d'une fistule constatée à Tarrega causée par ces allées et venues de Tarrega à Barcelone qui me causèrent mille souffrances, au point que le chef lui-même du service de coopération, un certain Alsina, qui participait au comité directeur de la clinique « La Aliança » me proposa d'y entrer. Il régla lui-même les formalités administratives, une d'entre elles consistait à payer une peseta symbolique. Là je fus opéré puis une convalescence de huit jours et quand je sortis de « La Aliança », je pris le chemin de l'exode vers la France.

Nous partions, ma mère, Ramona (enceinte), nos trois enfants, Hortensia, Albert, Laura, et ce fils adoptif Fructidor, qui devait plus tard rester au Chili : c'était notre famille. D'un autre côté, partaient des oncles (oncle Pepito et tante Gisca), frère de ma mère avec leurs enfants, Angel et Elisa, une petite fille qu'on appelait Ma Rosa et un autre cousin germain avec sa femme (Joseph et Elvire), leur fils Albert et quelques autres amis de l'Albagès.

Tous nos bagages étaient chargés sur la charrette de l'oncle Pepito, tirée par son âne qui les avait transportés d'Ulldemolins. Nous sommes sortis de la maison de la veuve du cousin Miquel, Julia et sommes partis par le quartier du Poble-Nou. Et allez, chemine qui cheminera ! La première nuit, nous la passâmes à Cara-de-Deu, puis à Granollers, nous y passâmes une autre nuit et le troisième jour, nous sommes arrivés à Gérone où nous avons passé la nuit. C'est là qu'une bombe attrapa presque notre Albert, un éclat de

mitraille tombé à quatre doigts du dos, gros comme le plat de la main, mais rien, et nous avons continué notre chemin jusqu'à Figueras. Avec ces charrettes chargées, ces routes pleines de fugitifs, avec la peur et le danger de nous perdre, encore que les rares fois où cela arriva nous nous sommes toujours retrouvés. En arrivant à Figueras, on nous avait déjà indiqué l'endroit où aller, le local de l'UGT. Là, il y avait une foule de gens, et une des fois où nous nous sommes perdus, je les vis sur un grand miroir qu'il y avait sur un mur, regardant tous ceux qui arrivaient. Ensuite à l'heure de dormir, nous sommes allés dans un théâtre qui était déjà plein de gens étendus. Nous avons essayé d'obtenir un fauteuil : c'était un enfer.

Nous devions nous retrouver avec un ami d'Ulldemolins qui avait continué dans l'anarcho-syndicalisme et faisait partie d'un service d'évacuation qu'avait la CNT : Solidarité internationale antifasciste (SIA). Cet ami disposait d'un camion et, avec ce camion, nous pûmes continuer la route ensemble avec toute sa famille, avec nos femmes, les grands-mères et les enfants jusqu'à l'arrivée en France. Je restai deux jours de plus à Figueras. Avec les cousins et quelques amis, nous avons pu continuer notre chemin dans la montagne jusqu'à un village qui s'appelait les Îles dans les Pyrénées et là, les gendarmes nous ont canalisés pour nous conduire au camp de concentration d'Argelès.

La raison pour laquelle j'étais resté deux jours de plus à Figueras fut que le parti me chargea d'un magasin de vivres, un dépôt qui distribuait les stocks envoyés par les services de solidarité de France. Il y avait là un délégué de l'internationale communiste qui s'appelait Fideli et on m'avait demandé de prendre en charge ce magasin ; je restai là autant que je pus. Là je devais me retrouver avec un cousin et sa famille qui ensuite alla s'exiler au Mexique (Modesto Bargallo).

Je les trouvai alors qu'ils n'avaient pas mangé depuis deux jours, tout frileux et apeurés. Ce magasin était condamné à tomber entre les mains d'on ne sait qui ; à tous les gens qui venaient je donnais tout ce qu'ils voulaient. Moi aussi, je chargeais tout ce que je pus. Ainsi s'achevait la longue marche commencée une semaine avant à Barcelone. Le 6 février 1939, je passai la frontière.

LES CAMPS DE CONCENTRATION EN FRANCE

Je suis encore aujourd'hui incapable de donner une description de l'impression que j'eus de me trouver dans un camp de concentration. Cela n'était ni un camp ni rien qui puisse y ressembler comme ceux qui ont été décrits postérieurement dans quelques reportages. C'était savoir que nous nous trouvions enfermés, avec derrière nous, des fils de fer barbelés et par devant, la mer. Entre la mer et les barbelés, du sable, sans rien à boire ni à manger. L'un portait une couverture, l'autre une toile et avec quatre roseaux nous fîmes un toit avec et, à nous tous, nous construisîmes ce que nous avons nommé une baraque, encore que les baraques réunissent des conditions que nous n'avions pas.

Après tout, ce cabanon nous donnait l'impression que là était notre maison.

Toutes ces passions déchaînées, les tracas pour se procurer un morceau de pain, là se perdait toute notion de morale, de dignité, de respect, comme de décence. La faim arrivait à dominer à tel point que les gens qui avaient pu passer avec des animaux, chevaux, ânes, mules, ceux qui les avaient accompagnés depuis leur village, les tuaient sur la plage et les dépeçaient au couteau : un morceau de mule, un morceau d'âne, un morceau de cheval, il fallait manger ! On faisait du feu, on grillait la viande et là, on mangeait.

Que le lecteur ne le prenne pas comme une prétention, j'arrivais à perdre le sentiment de la faim : le cousin qui mourut peu d'années plus tard était tuberculeux depuis nombre d'années et avec un morceau de fromage, un peu de boudin, il se maintenait ; un autre cousin, Angel, mangeait ce que j'avais emporté du magasin de Figueras. L'oncle Célesti s'était aussi joint à nous.

Au bout de quelques jours, on dit qu'au camp d'Abraham des baraques étaient organisées bien mieux que tout ce que nous avions ici. Sans qu'on dise rien, je me rendis compte que ceux qui étaient partis avaient emporté le peu de vivres qui restaient, et nous qui étions restés, nous trouvions sans une miette.

Ma convalescence ne s'était pas améliorée du tout, j'arrivais à tenir, on peut dire avec le squelette. Peu à peu je récupérai et je cherchai les noyaux qu'il pouvait y avoir de militants du PSUC, essayant de trouver quelques principes élémentaires d'organisation, de soutien moral et de confiance en notre avenir. Nous devions tirer des ressources de là où il n'y en avait pas. Ainsi nous sommes arrivés à organiser au camp n° 8 jusqu'à quatre-vingts cellules du PSUC.

Dans le camp, il y eut ces deux organisations du SERE et du JARE qui négociaient avec notre parti et d'autres groupes d'exilés. On nous donna des formulaires à remplir. Dans ces formulaires, en plus des nom, origine, profession, on nous demandait aussi dans quel pays, en cas d'évacuation, nous voudrions aller. Je notai que je voulais un pays de langue castillane. Je remis ce formulaire comme d'autres milliers sans me préoccuper de rien de plus. Quand, au bout de quelques mois, étant déjà installés au camp d'Agde – le camp d'Argelès avait été fermé et liquidé le 11 mai –, nous avons déménagé et on nous emmena au camp n° 3, qu'on appelait le camp des Catalans.

Argelès avait maintenant un autre aspect, mais au bout de quelques jours, nous reçûmes l'ordre du gouvernement français d'aller à la frontière allemande creuser des tranchées. Nous avions déjà formé un comité du camp n° 3 ; nous nous sommes réunis et nous nous sommes entendus pour nous y opposer de toutes les façons qui soient ; il ne nous resta pas d'autre recours que de nous déclarer en grève de la faim dans tout le camp. La décision fut facilement prise, mais il y avait là huit à dix mille personnes qui devaient se convaincre du bien-fondé de notre position. Entre autres suggestion, je proposai de décider cette grève en donnant la perspective du début et de la fin de la grève – car il n'y a rien de plus dangereux pour un homme que de ne pas savoir

quand il peut recommencer à manger. S'il a faim et se dit qu'il pourra manger d'ici à 4, 8 ou 12 heures, il fait un effort et attend, mais s'il ne sait pas, il lui est difficile de se contrôler. Ainsi nous avons été d'accord et avons donné la consigne que le lendemain matin personne n'aille chercher les gamelles aux cuisines du camp. En effet, le lendemain matin, pas une âme ne se présenta pour chercher le déjeuner. Cela semblait un camp mort, nous étions tous étendus sur nos lits de bois.

Cela provoqua l'alarme. La gendarmerie tout de suite quadrilla le camp, les gendarmes à cheval, d'autres à pied l'entourèrent avec des mitrailleurs, tout en allant dans les baraques voulant nous faire lever pour que nous allions chercher à manger. Personne ne bougea : nous avions donné la consigne de faire la grève de la faim pour une durée de vingt-quatre heures. Le lendemain, le camp n° 2 se mit en grève par solidarité avec le nôtre, ce qui nous obligea à prolonger la grève de vingt-quatre heures. Nous avons ainsi résisté deux jours.

Si on prend en compte les privations de nourriture que nous avons supportées toutes ces semaines au camp d'Argelès, sans que personne nous apporte rien, à l'exception de quelques camions venus au bout de huit à dix jours nous porter quelques pains ronds, qui faisaient peut-être un kilo chacun d'une farine ordinaire de second choix, qu'on nous lançait comme on lance quelque chose aux lions. En fait, il y eut des hommes convertis en lions pour attraper un pain ; il y eut des bagarres et des coups échangés pour la chasse au pain. La grève de la faim, après tout ce qui précède, en fut d'autant plus méritoire.

Postérieurement, la situation alla en s'améliorant. On nous demanda de faire des listes pour aller chercher la ration pour chacun des groupes de huit ou dix personnes. On me désigna « facteur » de notre baraque, ce qui me donnait une certaine liberté pour aller à la baraque centrale du courrier, me trouver avec d'autres camarades et faire le point de la situation. Le matricule de notre baraque était EAX5 ; sous cette adresse arrivait le courrier à chaque destinataire, ce qui me permettait aussi de maintenir le contact avec beaucoup d'autres qui partageaient la même captivité en plus de l'action que je menais pour le parti.

À la mi-juillet, je reçus un communiqué m'informant que nous devions partir au Chili. Je fus convoqué au bureau du camp pour remplir une fiche avec les membres de ma famille. Ensuite, ils m'indiquèrent que nous devions partir sur le Winnipeg à destination du Chili. Sûrement le même jour on dut aviser Ramona qui était avec ma mère, les trois enfants et Fructidor. Nous avons pu correspondre par l'intermédiaire d'un cousin de Ramona qui vivait à Toulouse, et en quelques jours nous fûmes tous au courant.

Aux premiers jours du mois d'août, nous partîmes, huit ou dix réfugiées du camp d'Agde, en direction de Bordeaux grâce au comité de coordination, composé par l'ERC et le PSUC qui se tenait à Paris et avait formé le contingent qui devait embarquer vers le Chili. Il y eut un groupe d'intellectuels qui embarqua aussi sur le Winnipeg, et d'autres qui allèrent s'exiler au Chili par

SUR LE WINNIPEG, PAUILLAC, BORDEAUX LE 4 AOÛT 1939

d'autres moyens. Quelques-uns de ces intellectuels furent accueillis et aidés jusqu'à ce qu'ils trouvent le moyen de gagner leur vie.

Parmi ces intellectuels que j'eus l'occasion de connaître, un certain Jorda, Xavier Benguerel, Els Traval, Juan Oliver (Pere Quart) avec cinq ou six militants du PSUC : Armengel, Catalan, Gasca...

À Bordeaux, vint Joseph Moix, il me retrouva et, au nom de la direction du PSUC, me chargea de la responsabilité du groupe du parti pendant le voyage.

Ici, il me faut mentionner la réflexion que se fit Jordi Planes (son interlocuteur) quant à son ascension dans le parti.

L'homme qui était parti de Juncosa quelques mois avant avait fait une ascension guère rapide parce que cela ne pouvait pas être, mais, à chaque étape, il monta dans la confiance et le respect des cadres dirigeants du parti : service de coopération agricole, ensuite dans les camps avec la participation à l'organisation des cellules pour être désigné par le représentant du comité central du PSUC comme responsable du parti sur le navire ! Une marque de fidélité et d'honnêteté. Sinon que répondrais-je ?

Je peux garantir une chose : personne ne pourra dire vraiment que je suis allé cirer les chaussures de qui que ce soit. S'il a été convenable d'exprimer mon sentiment en critiquant d'autres camarades, j'ai toujours tenté de faire valoir l'aspect constructif du problème. J'en veux donner comme exemple la conférence que donna l'Ardiaca – il s'agit d'une conférence où l'Ardiaca affirmait que le bureau politique du PC d'Espagne n'avait jamais reconnu la législation de la Généralité, comme non plus les membres de la direction du PSUC. Mais qu'ils suivaient les directives du PC d'Espagne. Ces affirmations l'Ardiaca les faisait dans une salle de Tarrega où il ignorait que j'étais présent. Là, il fit la preuve de son esprit destructeur tant pour ce qui faisait référence à la structure coopérative de la Généralité que pour toutes les autres activités. Une fois terminée son intervention, je suis allé le trouver et lui dis que je n'étais pas d'accord avec ce qu'il venait d'exposer. Il me demanda quel jour j'allais à Barcelone je lui répondis dans deux jours et il me dit que j'aille le trouver à son bureau du comité central et que là nous en reparlerions.

Quand je fus le voir deux jours plus tard je lui dis au cours d'une longue conversation tout ce que je pensais de son intervention. Sa réponse fut ; *« tout ce que j'ai dit était pour éviter que les paysans de Catalogne se nourrissent d'un critère petit-bourgeois qui est très enraciné et que ce que je voulais éviter était de tomber dans ce travers »*, il continua disant que *« la ligne du PSUC était juste, que c'était celle qu'il fallait appliquer, mais surtout que je n'en dise rien à personne »*. J'acceptai de n'en parler à personne, mais intimement je fus tranquille de lui avoir exprimé mon opinion. Tout cela, je tiens à le dire parce que, si j'ai bien fait une ascension au sein du parti, ce n'est grâce à aucun favoritisme, ni non plus à une gestion peu claire ou peu honnête. Ma règle a toujours été d'accomplir ce qui m'a semblé être mon devoir.

J'arrivai à Bordeaux où nous nous sommes retrouvés avec Ramona quand je commençai à m'inquiéter car j'étais arrivé un peu plus tôt qu'eux. Nous avons peut-être passé deux jours au port, jusqu'à notre embarquement, puis le navire appareilla pour la haute mer. Le voyage se fit sans incident majeur sauf le 23 août quand le pacte germano-soviétique fut signé. Comme on peut le supposer le navire était plein de toutes les tendances : républicains, socialistes, communistes, anarchistes, POUM. Les uns défendaient le pacte, les autres étaient contre, à tel point qu'il arriva un jour où il semblait que la moitié du navire devait aller à l'eau : c'était une bataille rangée. Pour être franc, je dois dire que je ne pris part à aucune de ces disputes et me tins dans une attitude indifférente de circonspection. Nous arrivâmes à Valparaíso le 3 septembre. De là, nous fûmes acheminés par train à Santiago, où nous attendait un comité de réfugiés coiffé par Pablo Neruda. Il faut se souvenir que Pablo Neruda était venu en France, chargé de notre évacuation pour accueillir le contingent de réfugiés au Chili – selon ses propres termes au cours d'une conversation que nous eûmes postérieurement. Il fut envoyé par le président de l'union populaire, Pedro Aguirre Cerda, ce qui provoqua des réactions dans les courants d'opinion chilienne hostiles à notre venue au Chili, au point que le président Aguirre Cerda se laissa impressionner par cette réaction et envoya un télégramme à Neruda lui demandant de suspendre le chargement du Winnipeg.

Pablo Neruda lui répliqua avec un télégramme lui disant que *« si je dois suspendre la mission dont vous m'avez chargée, je démissionne automatiquement de ma charge et fais une déclaration publique »*. Le président Aguirre Cerda retira son ordre de suspension du chargement du Winnipeg et c'est ainsi que nous pûmes arriver au Chili.

Dans le comité, il y avait un représentant du centre catalan qui nous avait déjà reçus au port d'Arica (premier port chilien) et nous avait fait alors un discours de réconfort et de bienvenue. Dès leur arrivée à Santiago, les enfants reçurent en cadeau cinq pesos et on nous fit toutes sortes de discours et d'éloges : *« Vivent les républicains ! » « Vivent les légalistes »*. Le centre catalan invita tous les Catalans à souper avec les déclarations très classiques des vieux résidents : *« Là où il y a un Catalan, il y a un homme de bien »*. Cela donne le ton. À la fin du souper, on nous donna à chacun cinq pesos et on nous accompagna ensuite à une pension préparée pour notre arrivée rue Amunatigui. Dans cette pension, nous sommes restés environ six mois jusqu'à ce que le camarade Cusso m'envoie un jour la fiche d'un propriétaire d'une chacra (ferme) qui demandait quelqu'un pour surveiller sa propriété. Je suis allé trouver ce monsieur à une adresse de Santiago et lui-même m'emmena avec sa voiture à sa propriété pour me la montrer.

Cela me fit très plaisir. C'était un lieu joli et agréable. Il m'offrit un salaire de dix pesos par jour avec droit au

logement et à manger ce qui pouvait être produit par le jardin. Le salaire, nous pûmes plus tard le vérifier, était plutôt mince, malgré tout je ne crois pas qu'il y eut spéculation face aux réfugiés parce que certains se placèrent tout de suite très bien comme Rôdo et Puig qui eurent plus de chance.

Le contrat que nous avions passé était de dix pesos par jour, et ensuite de 50 % de participation aux bénéfices. Mais quand le patron vit que la récolte était bonne, il me proposa de consacrer les bénéfices – les siens et les miens – à l'amélioration de la chacra, comme les canalisations qu'il fallait faire, un grand magasin à construire pour garder les récoltes dans le but de les vendre au moment opportun. Je lui dis que cette proposition ne me plaisait que si elle était accompagnée d'un inventaire. Je lui donnai quelques exemples de mon argumentation qu'il ne comprit pas, et à partir de ce moment notre relation ne fut plus aussi bonne. Quelques mois plus tard, on m'offrit d'aller à Quillota sur une parcelle plus grande. J'y allai avec un salaire supérieur et des conditions me permettant de manger des produits plus variés et plus abondants. Il y avait un poulailler avec cinq cents poules, un troupeau de vingt-cinq à trente canards avec le droit de manger de tout pour notre consommation et une participation de 50 % au bénéfice des récoltes. Ma fonction consistait à embaucher la main-d'œuvre, à la payer, à vendre les récoltes, à acheter les semences et les aliments pour le bétail, les engrais pour la terre bien que là on n'en reparla pas vu que la terre était fertile ; l'irrigation était naturelle, il suffisait de faire une retenue pour permettre à l'eau d'entrer dans les rigoles. Il y avait toutes sortes de facilités.

Nous restâmes sur cette parcelle pendant un an et demi où nous eûmes un hiver si pluvieux qu'il nous inonda les trois quarts de la propriété et nous avons perdu toute la récolte. Nous étions désolés, mais le patron nous donna une somme de cinquante mille pesos pour réorganiser l'exploitation. Alors que tout avait été remis en marche, de nouveau Juan Comorera qui venait du Mexique et d'Argentine vint me rendre visite après escale à Santiago. Là eut lieu une réunion avec les camarades, et il voulut venir me voir à Quillota.

Nous avions le téléphone et – alors que je me trouvais dans un état de santé bien délicat car ma fistule était revenue – on m'annonça la venue du camarade Comorera le lendemain avec deux ou trois amis. Vincent Martin (Geroe de l'IC) et Bonavia. Ils arrivèrent le matin, nous avions déjeuné et passé la journée en parlant un peu de tout. À la tombée du jour en terminant la visite, Comorera arriva à la conclusion que je ne devais plus rester là.

Quand il retourna à Santiago, il en parla avec les camarades de la direction du Parti communiste du Chili pour qu'ils me prennent pour travailler avec eux. Je me rendis à Santiago pour une autre affaire une semaine plus tard et j'allai au siège du parti chilien où je savais que je trouverais quelques camarades du comité central pour passer un moment. Quand je partis, je rencontrai en descendant l'escalier le camarade Contrer Labarca, secrétaire du Parti communiste du Chili. Nous nous sommes salués et il me dit qu'il voulait me voir le lendemain matin même.

Malgré l'intention que j'avais de revenir le soir à Quillota je dus rester jusqu'au lendemain pour lui parler. Il me proposa un emploi au comité central du siège du PC chilien. De nouveau, je me trouvai en situation de tout laisser. Je lui dis que j'avais un contrat avec de très bonnes conditions de travail, avec ma famille installée et que nous avions déjà tout. Le camarade Comorera trouva des arguments pour me convaincre et je lui demandai à quelles conditions ? il me répondit : « *Nous parlerons de cela plus tard, le responsable des affaires d'emploi te les communiquera.* »

Au bout de huit ou dix jours, un député du parti chilien se présenta pour me dire que notre transfert définitif à Santiago était déjà décidé. De nouveau, ce fut une montagne d'avoir à en informer le patron de l'exploitation, alors que l'homme s'était comporté généreusement, qu'il devait chercher un autre administrateur, avançant toute une série d'obstacle moraux et familiaux bien difficiles à surmonter, mais je me suis imposé et j'ai réussi. J'allai le trouver à Santiago et lui expliquai. D'abord l'homme n'y croyait pas, ensuite peut-être pensa-t-il qu'il me manquait un grain et n'arrivait pas à comprendre. Enfin, me voyant si décidé, il me dit que je cherche moi-même un remplaçant et que je m'arrange avec la vente de ce qu'il y avait. Par le voisin je trouvai de l'autre côté du ruisseau qui séparait les deux propriétés un monsieur que nous connaissions déjà. Il vint et nous acheta tout un tas de vieilleries qu'il paya. Quelques jours après, j'allais trouver le patron et, en liquidant les affaires, nous nous sommes trouvés avec un bénéfice de quelque six ou sept mille pesos, malgré toutes les pertes dues aux dommages des inondations. Là-dessus, nous avons pris congé.

RETOUR À SANTIAGO

Le retour à Santiago n'était pas facile non plus. Les Chiliens n'ont pas la notion de nos habitudes, ni même des nécessités correspondant à notre mentalité. Sur le moment, ils nous envoyèrent dans un local caverneux, une espèce d'entrée grande comme une sorte de garage, où nous devions nous loger. Comme on peut le supposer, nous ne l'avons pas accepté et, avec le même camion qui nous avait amenés de Quillota, nous sommes allés à la maison d'amis que nous connaissions de Lérida, qui étaient aussi des amis de Vila, la famille Agusti Segui.

En arrivant à leur chalet, tout était fermé sans que personne à l'intérieur donne signe de vie. Comme j'étais sûr de l'adresse, je me crus le droit et la liberté de sauter la barrière et d'ouvrir la porte qui donnait sur le jardin. Nous pûmes décharger le camion de tout ce qu'il contenait et le chauffeur qui nous avait conduits pût disposer. Nous vîmes au fond du jardin un poulailler désaffecté ; sans perdre de temps, fatigués comme nous étions, nous avons étendu des matelas de façon à pouvoir dormir.

Ces amis étaient allés au théâtre et rentrèrent peut-être à deux heures du matin. Quand ils virent tout ce déballage d'objets dans leur cour, ils se demandèrent : « *Qui est là ?* »

Nous qui devions dormir pour de bon, mieux valut que nous ne les entendions pas tout de suite. Mais ils le prirent les choses avec bonne humeur malgré leur grande surprise. Au bout de trois ou quatre jours, une famille amie, un camarade du PSUC devait déménager dans le sud, il avait une pension de famille et nous proposa de nous la laisser. Ce fut ainsi que nous allâmes vivre rue Tocornal

PREMIERS CONTACTS AVEC LE PSUC À SANTIAGO

Quand nous sommes arrivés en septembre 39, nous avons trouvé quatre membres du comité central du PSUC et un autre qui arriva plus tard : il s'agissait d'Arthur Cusse, Joseph Del Barrio, Pierre Aznar, Serra Pamies.

Arthur Cusse et Pierre Aznar furent envoyés avant le Winnipeg par la direction du parti, Cusse pour organiser notre arrivée, établir des contacts et Pierre Aznar pour qu'il s'installe en Argentine afin de travailler avec eux.

Aznar, sous le prétexte qu'il avait peur de passer du Chili à l'Argentine clandestinement vu qu'il ne pouvait le faire d'autre manière n'y alla pas ce qui lui valu d'être exclu du comité central du PSUC mais il continua à militer à la base du parti. En ce qui concerne le camarade Cusse, il nous reçut et sous son initiative nous donnâmes forme à une sorte d'organisation avec l'arrivée d'autres camarades. La réalité était qu'Aznar ne voulait pas aller en Argentine parce qu'il attendait l'arrivée de sa femme Dolorès Piera à Santiago alors qu'elle était retardée à Saint Domingue où elle avait été évacuée.

À cette époque, on faisait des démarches pour que tous les réfugiés qui s'étaient arrêtés dans cette île puissent en sortir, car ils vivaient dans de très mauvaises conditions et toujours sous la menace, à la moindre imprudence, d'être jetés aux requins. Le camarade Eusebe Rodriguez Salas qui avait été évacué nous en faisait mention dans ses lettres ; ils étaient constamment dans la crainte de ce danger. Le cas s'était produit : sans qu'on sache pourquoi ni comment, la police trujilliste avait jeté quelqu'un aux requins.

Dolorès Piera arriva au bout d'un an quand nous étions encore à Quillota et Aznar resta au Chili. Joseph Del Barrio et Serra Pamies venaient d'URSS, où ils avaient été délégués du PSUC à l'Internationale communiste pour faire le bilan de notre guerre, Juan Comorera pour des raisons de sécurité dut se rendre, lui, au Mexique.

En retournant à Santiago après un an et demi passé à Quillota, je trouvai Arthur Cusse gravement malade à tel point que, quelques mois après, il mourait, Serra Pamies était resté en marge du parti sans qu'on puisse jamais savoir ce qui avait pu se passer en URSS.

À la tête de la délégation du PSUC, il y avait, je dois dire à ma surprise, soit Del Barrio qui en avait toujours été une figure, soit Aznar et Piera dont je ne savais pas ce qui avait pu se passer, un camarade nommé Louis Alvarez, encore que jamais je ne me sois demandé

pourquoi l'un et pas l'autre. Ce furent des réflexions que je me fis le lendemain de notre arrivée qui tomba un premier mai.

Quand je suis allé au siège du PC du Chili pour me mettre à leur disposition on me présenta les différentes dépendances et salles où se réunissait notre groupe pour établir mon activité. Le jour, je travaillais au bureau pour les affaires agraires du PC du Chili, et beaucoup de soirées et de nuits avec les camarades du PSUC.

Je dois avouer que je connus alors ma première déception du parti, vu qu'il s'y trouvait deux ou trois membres du comité central. Je réalisais que de plus en plus il y avait une guerre ouverte entre le camarade Del Barrio et les camarades Aznar et Piera, toujours au sujet du fameux pacte germano-soviétique : d'un côté Del Barrio, de l'autre Aznar et Piera. Ce pacte créa de tels conflits que moi, peu averti de ces discussions qu'on pourrait qualifier de haute politique, je me trouvais perdu tout en constatant que je n'étais pas seul à être dans cette situation. Je voyais de plus que dans le groupe de vingt ou vingt-cinq qui assistait aux réunions, les seuls qui savaient ce qu'ils disaient étaient ces trois-là, les autres se contentaient d'écouter et attendaient les arguments des uns et des autres.

Il y eut des discussions très vives, et le pauvre Louis Alvarez ne savait de quel côté se ranger. Peu de temps après, Del Barrio fut affecté par la direction du parti à l'Argentine et partit : là, il devait se charger d'organiser l'expédition du matériel de propagande et l'envoi de camarades à Barcelone. Del Barrio parti, Aznar et Piera se montrèrent les plus qualifiés de ce groupe avec l'avantage qu'ils s'accordaient bien avec Alvarez. Il sembla que cela donnait un nouvel élan au fonctionnement du groupe lorsqu'il s'agissait d'organiser quelque action ou quelque collecte. Nous organisâmes le groupe des « amis de Catalogne » comme nous décidâmes aussi la publication d'un petit périodique intitulé *Retorn* avec la participation de beaucoup d'autres camarades provenant du CADCI qui, plus tard, avaient adhéré au PSUC.

Ce périodique comportait un en-tête représentant un navire (ou galion) voiles déployées que nous avions commandé au camarade peintre Louis Armengol pour symboliser notre retour. Ce périodique servait de liaison entre les différents camarades éparpillés dans diverses provinces du Chili. Il faut ajouter que les camarades chiliens nous donnèrent toutes sortes de facilités pour tout ce qui était relatif à sa publication. Quand on me chargeait d'un article, je le faisais de mon mieux et toujours sous ma signature. Malheureusement, je n'en n'ai conservé aucun exemplaire.

Au bout de peu de temps, que nous pourrions appeler une « lune de miel » depuis le départ de Del Barrio, celui-ci réapparut à Santiago. Tel qu'était organisé son séjour cela voulait dire qu'il s'était échappé d'Argentine.

Au bout de quelques jours nous recevions du Mexique une lettre de la direction du parti, nous communiquant son éviction immédiate du comité central. Comme on peut le supposer toutes ses tergiversations de caractère administratif étaient

pour nous des problèmes qui rendaient difficile le fonctionnement de notre groupe.

Entre-temps fut promulguée la célèbre stratégie politique de la « Junte suprême d'Union nationale », édictée par la direction du PC d'Espagne, à laquelle Del Barrio s'était opposé violemment et, d'une certaine manière, je me solidarais avec lui car je lui trouvais des circonstances atténuantes dans ses intentions de la rattacher à une stratégie catalane.

D'une certaine façon, sans que je puisse m'y attendre, il se produisit un fait simultané de la part de la direction du PSUC : on y trouvait une analyse des points du programme de la « Junte suprême » que j'interprétais comme une sorte d'aide aux communistes catalans, disant que la Catalogne serait ce que les Catalans seraient capables d'en faire. Je trouvais des arguments pour critiquer Del Barrio de certains aspects de son attitude d'opposition avec le bureau politique du PC d'Espagne. C'est-à-dire que si Del Barrio refusait carrément et catégoriquement cette orientation de la « Junte suprême », je l'accepterais sous condition de mettre en avant cette alternative : la Catalogne sera ce qui dépendra de notre capacité de lutter et de faire valoir notre opinion.

Pour résumer, on peut voir les divergences qu'il y avait entre Del Barrio et nous, homme d'origine ouvrière de la métallurgie, camarade de travail de Thomas Molinero – qui devait rester de notre côté et de celui de Comorera – comme aussi le camarade Felip Garcia Matas qui devait mourir en Argentine. C'étaient des camarades illustres venant de la fabrique d'ampoules Z.

Del Barrio devint un grand nom durant la guerre. Pour une bonne part, il le devait à un frère (Francisco Del Barrio) qui mourut dans un accident de moto au Bruc avec Ramon Casanollas, secrétaire général du Parti communiste de Catalogne, le 25 octobre 1933. Comme il est apparu, le chauffeur responsable de l'accident, était un élément connu de la Peña Blanca, une organisation monarchiste et fasciste de Barcelone.

À propos de cet événement, durant le séjour clandestin à Barcelone, on me proposa d'aller récupérer les dépouilles de Francisco Del Barrio et Ramon Casanellas à la suite du renouvellement du contrat des caveaux où étaient leurs cadavres : l'administration du cimetière de San Andro menaçait de les mettre à la fosse commune. La nouvelle fut communiquée à un ami avec lequel nous nous réunissions souvent pour des questions de résistance, il s'appelait Piquer et faisait partie de l'ERC (gauche républicaine catalane) et il proposa l'un de ses caveaux, il en possédait deux ou trois. Après une longue discussion avec les camarades qui iraient faire le transfert, je proposai de m'y rendre, tous hésitèrent parce que c'était risqué. Je leur dis qu'à moi il n'arrivait jamais rien et ils acceptèrent.

Nous avons organisé une première rencontre avec cet ami Piquer, le jour convenu je me mis sur mon trente-et-un, je pris le tramway jusqu'au cimetière de San-Andreu, mais en descendant du tramway, je me rendis compte qu'à un passage à niveau, quelques mètres plus loin, se trouvaient deux gardes civils. Tout de suite je me fis la réflexion suivante : « *Je recule ou je continue ?* » Je décidai de continuer et en passant

devant eux, je leur adressai un « *Bonjour, messieurs les gardes* ». Après quoi, je leur demandais le chemin pour aller au cimetière. Ils me conseillèrent de continuer jusqu'à la gare et une fois passée la gare je trouverais le chemin conduisant à la porte du cimetière. Nous nous trouvâmes au lieu convenu avec l'ami Piquer, mais il se trouva que ce jour-là nous ne pouvions rien faire car c'était le jour du bilan pour l'inspecteur du cimetière. Nous dûmes convenir d'un autre jour, la deuxième fois aidés par deux manœuvres après avoir vidé les caveaux nous pûmes constater que les dépouilles portaient encore leurs combinaisons de motocyclistes bleus, d'un bleu si vif qu'ils semblaient morts depuis vingt-quatre heures. Nous leur avons mis à chacun une plaque d'identification que j'avais préparée.

Quelques années plus tard, quand nous nous sommes retrouvés avec Joseph Del Barrio à Paris, je lui donnai toutes ces informations car tôt ou tard il aurait voulu savoir où se trouvait son frère.

L'EXPULSION DE DEL BARRIO DU PSUC

En revenant d'Argentine, où il était allé avec la mission d'imprimer du matériel de propagande du parti et organiser son expédition clandestine à Barcelone, Del Barrio fut relevé de ses fonctions au comité central mais resta à la base. Il faut dire qu'il était très actif et travailleur – avec sa participation nous avons fait beaucoup de choses –, mais ils recommencèrent leur discussion avec Aznar et Piera. Mais comme les uns et les autres étaient à la base du parti, Aznar opta pour l'indolence, ne participant plus à rien, à tel point que tout lui servait de prétexte pour discuter ou ne rien faire.

Comme Del Barrio en Argentine s'était confronté avec quelques responsables du Parti communiste d'Espagne, alors que le matériel de propagande consistait en ce que lui envoyait la troïka (Dolorès, Carillo, Jesus Hernandez), matériel qu'il n'approuvait pas. Selon lui, c'était ce matériel qui divisait les forces anti-franquistes et semait la confusion.

Ensuite s'accumulèrent les discussions qu'il avait avec nous au Chili et son retour inopiné. Ce fut alors que vint le délégué Canals du comité exécutif du PSUC, qui servit de procureur dans le procès contre lui. Ce procès dura peut-être six nuits d'une même semaine, toujours discutant et lui demandant son autocritique parce qu'il portait la responsabilité, lui se rendant assommant, voulant démontrer l'absurdité d'une telle décision, très sympathique comme travailleur, mais il était de ceux qui n'en finissent jamais, ni quand il écrivait ni quand il parlait.

Son expulsion devint inévitable. Dans un premier temps, les discussions qu'ils eurent à Santiago tant les uns que les autres se fondaient en adulation à mon égard – chose qui me gênait plutôt. Cela donnait l'impression qu'ils voulaient capter mon adhésion à chacune de leurs positions, en ce sens j'étais inébranlable et j'assistais à tout ce procès en simple militant.

Durant cette même période, le camarade Alvarez fut aussi relevé de ses fonctions de chef de la délégation au

Chili, parce qu'il faut reconnaître qu'il n'avait pas le caractère à s'imposer et encore moins à se défendre. Alors il se produisit un temps d'immobilisme et de dérive comme un navire sans boussole. Ce fut le camarade Alvarez qui devait remplacer Del Barrio en Argentine et mon nom fut proposé pour prendre en charge la délégation du Chili. Mon ascension lente mais constante au sein du PSUC peut en surprendre plus d'un. C'est aussi parce que j'ai toujours cherché la simplicité dès le jour où nous avons constitué le PSUC avec quatre camarades d'Ulldemolins auquel ont assisté peut-être une demi-douzaine de personnes de toutes origines politiques : anarchistes, républicains, plus cinq ou six autres avec lesquels nous avons formé l'Union socialiste le jour où vint Comorera. J'ai toujours tâché de servir la cause du parti dans la mesure de mes moyens intellectuels et physiques et de la meilleure façon possible.

D'un autre côté, chaque fois que j'ai eu l'occasion de donner mon avis, je l'ai donné aussi clairement que possible, comme je l'ai conçu et peut-être à ma manière, cela a été la reconnaissance de cette, disons, sincérité. Si se sont produites certaines similitudes de situation comme le fait d'avoir quitté Juncosa d'abord, plus tard Quillota ou encore d'avoir été élu pour être évacué du camp de concentration, sans doute cela a influencé les quelques membres de la direction du parti qui se trouvaient à Paris quand on fit la répartition du contingent de chaque organisation, ce fut moi, cela aurait pu être un autre.

Au camp de concentration j'ai donné un bilan de notre activité. Les quatre-vingts cellules que nous avons constituées au camp n°8 d'Argelès ont été fondamentalement mon travail.

D'autre part, je n'ai jamais été l'objet ni en Catalogne, ni au camp de concentration en France, ni au Chili d'un mot de censure ou de blâme.

À LA TÊTE DE LA DÉLÉGATION DU PSUC

Une de mes préoccupations fut de lier des relations et des activités avec les différents courants de l'émigration catalane, alors que l'attitude d'Aznar penchait plutôt vers la rupture avec le centre catalan formé par les vieux exilés, chose qui pour moi était très négative ; je tâchais de rectifier ce comportement en établissant des contacts avec les dirigeants d'ERC, comme avec ceux de l'Union démocratique et de l'Union des métayers, tout en constatant que presque toutes ces dernières organisations tournaient autour d'ERC.

Cette perspective me fit arriver à la conclusion que nous ne pourrions obtenir un accord d'autres organisations si d'abord nous ne nous le faisons pas avec l'ERC. Nous avions déjà des sympathisants isolés qui participaient à nos activités comme Balaguer, Balmes... qui avaient adhéré au Groupe des amis de Catalogne en tant que groupe de non-adhérents.

Les différents contacts que je pouvais avoir me portèrent à prendre une initiative. Aux mines de Chuquimata, un peu plus au nord de Santiago

travaillait comme médecin du « Secours ouvrier » le docteur Conillera qui avait été député d'ERC ; avec lui travaillait un autre député qui s'appelait Brujardi. À Santiago j'avais eu quelques conversations avec un certain Duran de l'ERC ; qui était plutôt hostile à notre tendance (communiste) et nous n'avons pas trouvé le moyen de faire quelque chose ensemble. Ce fut alors que j'écrivis quelques mots au docteur Conillera lui proposant une entrevue. Après sa réponse positive, j'entrepris le voyage – il devait y avoir quelques 180 km. Quand je me suis trouvé à l'entrée des mines (propriété nord-américaine), il était obligatoire de présenter le sauf-conduit qui m'avait été établi par le bureau des mines à Santiago. Je le montrai aux gardes qui me laissèrent passer et me dirigeai vers les maisons où habitaient les deux amis que je cherchais.

Là je passai peut-être cinq ou six jours en longues conversations qui nous prenaient le jour et une bonne partie de la nuit, mais donnèrent de bons résultats. Nous avons établi quelques points de programme sur les idées que nous partagions.

Ce projet de programme, je l'emmenais pour en parler avec Carlos Duran à Santiago vu que, pour eux, la fonction de député était éminemment respectable. Après une courte conversation protocolaire, en voyant qu'il portait les signatures de deux députés, il me donna son accord.

La création du Front national catalan de lutte était bien sur les rails, nous nous sommes retrouvés avec Duran au Centre catalan – pour mémoire, je dois rappeler qu'en rentrant de Quillota j'avais fait une demande d'adhésion au Centre catalan qui m'avait été refusée, résultat du climat de tension qui s'était instauré pendant mon absence. Je me trouvais alors en interdit d'adhésion au Centre catalan, ce qui surprit Duran lui-même quand il l'apprit. Je me vis obligé de l'avertir car je ne voulais pas qu'il pense que j'y allais en provocateur. Il me répondit que cela ne faisait rien, vu qu'il en était membre et qu'un membre peut introduire un invité. Dans ces conditions, nous sommes allés au Centre catalan où nous avons pu nous réunir.

Pendant que nous conversions à une table d'une grande salle, le président est venu, un certain Pi i Campmany et il me dit « *Il semble que vous vous êtes imposé vu que nous vous avons refusé votre adhésion.* » Aussi correctement que je pus je lui expliquai que nous nous sommes réunis avec l'ami Duran et qu'il n'y avait pas de raison à votre refus. « *Donc, me dit-il, vous devez partir* », je répondis « *comme vous voulez* », je me suis levé et je suis parti, Duran ne m'a pas défendu.

Le lendemain, nous nous sommes réunis en un autre lieu avec un autre participant J. M. Casasses qui était de l'Union démocratique. Nous avons rédigé un manifeste avec un appel pour constituer le Conseil de direction du Front national de lutte. Avec cette organisation, nous avons fait une réunion au Stade national, à laquelle participèrent toutes les organisations exilées de la Seconde Guerre mondiale à Santiago, elles devaient participer aussi quelques semaines plus tard à un hommage à Pablo Neruda. C'est dire que nous avons réussi à créer un climat de fraternisation et d'unité reconfortante avec le sentiment que nous avions ce moment de victoire, il

nous semblait alors que de notre solidarité dépendait la libération de la Catalogne.

Si je me permets de rappeler ce fait, c'est parce qu'aujourd'hui, trente ans après, on peut mieux mesurer son importance. Dans une conférence du camarade Comorera qu'il avait faite au Mexique, il disait que les amis de l'Unité combattante des Catalans faisaient l'éloge du Front national catalan de lutte comme le meilleur acte d'unité qui ait eu lieu dans l'émigration depuis que nous étions partis de Catalogne. C'était également l'opinion de Carles Pi i Sunyer qui en fit l'éloge depuis Londres.

Quelques mois plus tard, sur l'initiative du Centre catalan dont continuait à être président Antonio Pi i Campmany, ensemble avec les différents représentants des autres organisations de l'exil présentes à Santiago, nous fûmes invités à commémorer l'anniversaire de l'exécution de Lluís Companys où je fis une intervention au nom du PSUC.

En terminant la réunion, je descendis de la tribune où s'étaient retrouvés autour de la photographie de Lluís Companys chacun des orateurs qui étaient intervenus. Le président vint me trouver. Moi, qui ressentais encore ce qui s'était passé au Centre catalan, mais fort de ma position légitime lors de cette réunion, j'attendais confiant ce qu'il avait à me dire. Peut-être à une distance de trois ou quatre mètres il me dit : *« M. Massip, je voulais vous dire une chose : je ne crois révéler aucun secret inconvenant, mais je veux vous dire que le jour où le conseil de direction étudia votre demande d'adhésion et la refusa à la majorité, il n'y eut qu'un seul vote en votre faveur et ce fut le mien. C'est-à-dire que celui-là même qui avait voté en votre faveur fut celui qui se chargea du mandat de la majorité du conseil de direction de l'exécuter et de vous mettre à la porte »*

Tout en le remerciant de sa délicatesse, nous restâmes en bonne relation, à tel point que ce fut lui à qui je m'adressai pour financer mon voyage clandestin à Barcelone. Ce fut avec lui que j'eus de nombreuses et longues entrevues qui se conclurent par le don d'un chèque important.

UNE MISSION À PUERTO-MONTT AVEC LES CAMARADES CHILIENS

A certains moments, on me demanda d'aller recevoir Victorio Codovila qui avait été d'abord prisonnier, puis exilé d'Argentine à l'extrême sud du Chili (près du détroit de Magellan) en attendant qu'un pays l'accueille. Quand les autorités argentines l'ont libéré, nous sommes allés le recevoir avec une délégation du Parti communiste du Chili à la ville de Puerto-Montt.

Avec Codovila, j'eus l'occasion de parler à diverses reprises, moi comme représentant de la délégation PSUC au Chili et lui comme vieux dirigeant du Parti communiste argentin, alors qu'il connaissait très bien les problèmes de l'Espagne pour avoir participé durant notre guerre comme délégué de l'Internationale communiste à beaucoup d'activités de solidarité. Au cours de nos conversations, nous eûmes l'occasion de parler de l'affaire Del Barrio. Il

me dit qu'il avait une très bonne opinion de lui, qu'il était capable de se faire tuer quand il était certain d'avoir raison, qu'en diverses occasions il n'avait pas hésité à quitter les réunions d'avec la direction du parti en claquant la porte.

Au bout de peu de temps vint un délégué du PC d'Espagne au Chili, un certain Guardiola Antonio, qui me demanda de proposer à Aznar une mission en Argentine. J'en parlai à Aznar, il posa comme condition d'y aller accompagné de sa femme Dolorès Piera. J'exposai sa condition à Guardiola et celui-ci me répondit qu'ils étaient tous les deux membres responsables du parti et que la direction du parti avait parfaitement le droit d'en envoyer un à un endroit et l'autre à un autre, que de toute façon il devait y aller seul et que plus tard nous tâcherions d'y envoyer aussi Dolorès Piera.

Je communiquai ces dernières précisions à Aznar qui entreprit le voyage en Argentine. Il se passa une semaine, quinze jours et au bout d'un mois – il écrivait à sa femme sans m'adresser un seul mot –, sa femme vient se plaindre pour que j'intervienne. Pendant que nous attendions, je reçus un télégramme me demandant d'aller en Argentine.

Les camarades chiliens m'obtinrent de faux papiers, ce qui prit quelques jours et quand je pus m'en aller, je compris en arrivant à Buenos Aires que nous nous étions croisés, Aznar lui étant retourné à Santiago.

Il faut souligner la conception et le comportement d'Aznar : alors que je lui avais proposé plusieurs fois de demander son adhésion au Centre catalan, lui ne comprenait pas qu'on ait accepté l'entrée de vieux résidents catalans dont certains étaient négociants en vin, d'autres en chaussures, lui ne voulait pas avoir à faire avec des marchands de vin et de chaussures, ni avec personne d'autre, l'homme pur !

Entre Del Barrio et Aznar, j'aurais toujours opté pour Del Barrio les yeux fermés malgré son caractère. Que s'est-il donc passé lorsque les camarades d'ici – Wenceslau Colomer – se sont rendu compte qu'Aznar était parti ? Ils voulaient me charger de discuter avec lui du motif pour lequel il était revenu d'Argentine. Je rétorquais à Colomer que je n'en n'avais pas discuté avec Aznar et que par conséquent je ne voulais plus en parler. Un point, c'est tout.

En revenant à Santiago je dis à Aznar qu'il retourne en Argentine et que nous examinerions le problème. Il semblait alors que nous nous trouvions dans une impasse. Mais lui s'en était allé trouver autant de camarades qu'il put pour leur expliquer les raisons de son retour au Chili. Plus tard sa femme s'en est mêlée. Alors on y revenait. Je dus affronter un autre conflit autrement plus grave que celui que j'avais eu avec Del Barrio.

Avec ces deux cas, Del Barrio et Aznar, je me trouvais coincé dans des questions auxquelles je n'aurais jamais pu penser. La réalité fut que je me confrontais à des situations liées à la haute politique du parti et que jusqu'à présent je n'avais jamais été confronté à de tels dilemmes. Je ne sais pas si aujourd'hui je suis quelqu'un de moins naïf, mais à cette époque je me trouvais sans le savoir devant une répétition de méthodes stalinienne, et tôt ou tard cela

nous condamnerait. Avec Aznar, il y avait une autre divergence, son nationalisme, chose insupportable pour tous ceux qui voulaient être aussi centralistes, ce qui me donna à penser que le fait d'envoyer Aznar en Argentine fut pour provoquer une situation de rébellion, ce qui se produisit.

Aujourd'hui (en 1975) je peux dire que de tels ordres ne correspondaient à aucune sorte de stratégie du parti, mais plutôt à une mentalité venue de loin, de Staline, il y avait la maladie et trente années plus tard, j'ai acquis la certitude de toute cette manipulation. Compte tenu de la personnalité politique et morale de ces trois camarades comme je l'ai bien vu alors Del Barrio, durant cette longue et importante procédure, lui fut toujours disposé à coopérer avec toutes les activités de la délégation, et ce avec loyauté et efficacité, Aznar et Piera, comme je l'ai dit plus haut, adoptèrent une attitude indifférente.

Pour finir, je dois signaler deux faits : alors que cinq ou six camarades démissionnèrent du parti avec Del Barrio par solidarité, pour le cas d'Aznar, aucun ne démissionna, en dehors du fait que durant ce processus il y eut quelques camarades pour prendre sa défense, mais quand fut prise la résolution, ils vinrent me trouver pour me dire qu'ils l'acceptaient. Après ces expulsions, il se produisit une sorte de démoralisation, chose qui était prévisible, je tâchai avec les autres camarades de la délégation d'organiser une action pour stimuler les esprits les plus affectés.

Nous avons décidé d'organiser un goûter chez moi. Nous avons commandé au camarade Lluís Armengol un portrait du camarade Comorera et invité quelques personnalités historiques : Victorio Codovila, avec deux membres du comité central du PC du Chili, le délégué du PC d'Espagne et quelques camarades du PSUC. Ce fut un acte de fraternité et d'amitié ; de plus, la présence de Codovila donna plus de relief à l'événement avec son intervention très pertinente, car c'était un homme qui savait parler et dire les choses en phase avec la situation où nous nous trouvions, ce qui redonna un élan au fonctionnement normal de notre délégation.

On organisa nationalement un acte de solidarité avec les Nations unies au stade national de Santiago. Là, chaque colonie de tous ceux qui s'étaient exilés au Chili représentant les courants démocratiques de chaque pays monta un stand présentant ses spécialités culinaires ainsi que les costumes folkloriques et objets d'artisanat, pour recueillir de l'argent. On avait aussi des boîtes où les personnes pouvaient déposer leurs dons.

En tant que PSUC, nous présentâmes notre stand, qui produisit un conflit avec le délégué du PC d'Espagne dû à ce que ceux qui avaient disposé les emplacements avaient situé notre stand à distance de celui de la délégation du PC d'Espagne. Nous n'eûmes pas d'autre explication que celle de les renvoyer à l'organisateur.

Cet acte nous donna l'occasion de faire une démonstration d'unité vu qu'à cet acte participèrent : l'Union démocratique, l'Action catalane, la Gauche républicaine de Catalogne, le PSUC, tous avec la consigne que l'argent recueilli serait destiné à aider la

Catalogne. Naturellement ceux qui avaient fait le plus pour aider la Catalogne étaient le PSUC, tout le monde le savait. C'est-à-dire que quand se fit le bilan de cet événement qui devait durer deux jours, tout l'argent comptabilisé fut déposé sous notre responsabilité.

À la suite de cette situation, je ne me lasserai pas de souligner que le comité exécutif du PSUC a accepté qu'il n'y ait qu'un seul interlocuteur pour l'Espagne. Donc, l'argent que nous ramassions, nous le remettions à la trésorerie de la délégation du PC d'Espagne. Avec cette action, on recueillit une bonne quantité d'argent dont je ne me rappelle plus le montant, mais qui nous donna pleine satisfaction.

Un autre fait de moindre signification fut, à l'occasion d'un hommage à Pablo Neruda qui tomba dans une période où se publia une revue en marge de Germanor qu'éditait le Centre catalan, et dans lequel se fut publiés des articles contre notre campagne de collecte d'argent pour l'aide à l'intérieur. Dans un numéro que j'ai vu il y avait un dessin représentant une sorte de gangster avec un pistolet demandant de l'argent, ce qui signifiait qu'ils étaient ouvertement contre nous.

Cependant nous avons organisé l'hommage à Pablo Neruda pour le poème qu'il nous avait écrit à la mémoire de Lluís Companys, nous avons pris l'initiative d'inviter le conseil de direction du Centre catalan pour le simple motif qu'il faisait partie intégrante de la représentation catalane au Chili.

Chant pour la mort et la résurrection de Lluís Companys

Quand sur la colline où d'autres morts continuent
à vivre

Comme graine sanglante enterrée
Ton ombre a crû jusqu'à assoupir l'air
Et se rida sous la forme d'une amande enneigée,
Que ton pas s'étendit comme un bruit de froid
Tombant de quelque cathédrale glacée,
Maison des capitaines morts de l'Espagne,
Jeune père tombé la fleur à la poitrine
La fleur de la lumière catalane,
œillet trempé de sang qu'on ne peut arrêter
Avec le coquelicot vivant sur la lumière brisée,
Ton front a reçu l'éternité de l'homme
Entre les cœurs enterrés et l'Espagne
Ton âme est l'huile vierge du village
Et l'âpre rosée de la terre dorée
Et toutes les racines de la Catalogne blessée
Recevaient le sang de la source de ton âme,
Les gouttes stellaires où la mer combattue
Déroule ses bleus sous l'écume sauvage
Et l'homme et l'olivier s'endorment
Dans le parfum que laissa ton sang répandu sur la
terre
Laissé par les chemins de la Catalogne rouge
Et que d'un bout à l'autre des pierres de l'Espagne
Se promènent les œillets de ta blessure vivante
Et mouillent les mouchoirs en ton sang sacré,
Les filles de Castille qui ne peuvent te pleurer

Parce que tu es pour l'éternité pierre castillane,
 Les filles de Galice qui pleurent comme des rivières,
 Les enfants géants de la mine asturienne,
 Tous les pêcheurs d'Euzkadi, ceux du Sud,
 Ceux qui ont un autre capitaine mort à venger dans
 Grenade,
 Ta patrie guerrière qui fouille le sol
 En trouvant les vieilles sources de l'Espagne
 Guérillas de toutes les régions, salut,
 Touchez, touchez le sang sur la terre aimée.
 C'est le même tombé sur les prairies pluvieuses
 Du Nord et du Sud à l'écorce séchée.
 Attaque les mêmes ennemis amers,
 Élevez une seule bannière lumineuse
 Unis par le sang du capitaine Companys
 Réuni sur la terre avec le sang de l'Espagne
 (version française du traducteur)

L'acte eut lieu dans un des meilleurs restaurants de Santiago (l'hôtel Lucerna) où se réunirent quelque quatre cents personnes, parmi elles le conseil de direction du Centre catalan. Nous avons demandé à Neruda qu'il destine deux exemplaires de ses poèmes pour être mis aux enchères pendant l'acte et que lui-même dédicacerait à chacun des acheteurs. Ainsi s'acheva un acte avec ceux qui, vingt-quatre heures auparavant, nous avaient traités de gangsters qui constituaient la meilleure part de toute l'assistance. Nous recueillîmes ainsi une bonne somme d'argent que, par la même règle admise, nous avons remis à la trésorerie de la délégation du PC d'Espagne (Antoine Guardiola). Bien que nous lui ayons donné des invitations pour faire participer ses sympathisants, il vint seul, c'est-à-dire qu'il n'en vint pas un. Toutes ces explications sont relatives à la proposition qui me fut faite plus tard de me rendre en Catalogne.

ANTONIO GUARDIOLA, DÉLÉGUÉ DU PC D'ESPAGNE AU CHILI SE REND EN URUGUAY

Guardiola vint m'annoncer son voyage en Uruguay où devait se célébrer une réunion de différentes délégations du PC d'Espagne des pays d'Amérique du Sud en me proposant d'envoyer quelques suggestions ; moi, je communiquais déjà par courrier avec les camarades d'Argentine. Je leur envoyai seulement mes salutations pour tous.

En revenant de cette réunion furent convoqués les quatre membres responsables de la délégation à son bureau, pour nous informer des résultats de cette réunion. Fondamentalement, je retins deux choses de cette entrevue (à part plusieurs autres de caractère plus général) : après avoir fait un bilan de l'autonomie du corps politique de l'émigration, ils conclurent que la seule organisation à s'être maintenue était celle du PC d'Espagne. Selon eux, il n'y avait ni anarchistes, ni républicains, ni POUM, il ne restait rien, l'unique organisation qui se maintenait active était le PC espagnol.

On avait admis l'intégration immédiate ou proche du PSUC au PC d'Espagne.

Chacun des camarades qui assistait à la réunion fit certaines réflexions de caractère général, comme c'était la tradition sans qu'ils trouvent rien à dire à cette intégration. Je fis observer que dans l'analyse faite de l'opposition politique de l'anti-fascisme espagnol, on allait trop vite, que tôt ou tard resurgiraient toutes les formations qu'il y avait en Espagne et que, de plus, il en sortirait de nouvelles. Quant à l'intégration du PSUC au PC d'Espagne, je réservai totalement ma position avant que soit débattue cette intégration, d'abord par le canal normal de la direction du PSUC qui se trouvait au Mexique et que, par conséquent, je n'acceptais pas cette proposition comme base de discussion. Ainsi se termina cette réunion.

Au bout de quelques semaines, je reçus un télégramme d'Argentine me demandant de venir sans autre explication. Une fois en Argentine, les camarades m'annoncèrent une entrevue avec Fernando Claudin. Je suis allé le trouver et c'est alors qu'il me proposa d'aller à Barcelone. Cette proposition, je ne veux pas le cacher, me mit la corde au cou avec tout ce que cela signifiait pour moi. Je lui répondis : « *Claudin, je n'ai jamais rien demandé au parti, ni ne lui ai jamais refusé rien du tout de ce qu'il m'a demandé. Si vous pensez que je peux aller à Barcelone et insistez que je dois y aller, je me disposerai à partir.* »

Avec ce fardeau, je retournai à Santiago sans savoir comment le dire à ma femme parce que tôt ou tard je devrais le lui dire. D'abord j'en parlai à Guardiola et je constatais qu'il le savait déjà avant moi. Avec les années, je me suis rendu compte aussi de la succession des faits. Cette mission fut la condamnation des arguments que j'avais exposés à la réunion que nous avions eue avec Guardiola à son retour d'Uruguay.

Quoi qu'il en soit, j'en parlai aux camarades de la délégation du PSUC et aussi et principalement avec ma femme Ramona qui le prit très mal sur le moment comme on peut l'imaginer. Il faut rappeler qu'on vivait les jours de la victoire des alliés sur le nazisme et que, ensemble avec d'autres pays d'Europe Occidentale, on espérait aussi la libération de l'Espagne. Mais c'est une femme qui, au moment de prendre une décision, ne m'a jamais opposé un obstacle, quand elle se fâchait elle me disait des choses, mais au moment de décider, elle prenait toujours la bonne voie, au moins pour moi celle qui me paraissait être la bonne, alors qu'elle ne lui paraissait peut-être pas.

J'ai dû poser à Guardiola la question des ressources pour le voyage, sa réponse fut que je devais résoudre ce problème à mon compte. Cette réponse me fit hésiter quelques jours. Je dois dire avec sincérité que j'hésitais entre dire des choses désagréables ou me taire ou encore refuser de partir parce que je comprenais que ce n'était pas juste, vu que la délégation du PSUC recueillait des sommes importantes pour cette activité et que l'un ou l'autre devait en profiter. Maintenant en ce qui concerne les moyens, je devais les trouver moi-même, malgré ces conditions j'acceptai le défi, encore que cela me semblait une faiblesse, une erreur de ma part, j'acceptai.

Je trouvais toutes sortes de facilités auprès des camarades chiliens sur le problème des papiers pour aller du Chili en Argentine.

Ensuite je suis allé trouver quatre anciens résidents catalans avec lesquels j'avais lié une certaine amitié. L'un d'eux s'était très bien comporté avec moi, un homme compréhensif. Je lui expliquai les raisons de ce départ en lui demandant la discrétion. Nous fûmes une paire d'heures sans rien en tirer, uniquement quand se termina la conversation, il me dit que nous en reparlerions. Quand j'y suis retourné une seconde fois, nous avons passé deux heures de conversation pour me faire revenir une troisième fois où il me fit un chèque très important, il me dit de passer à la caisse où j'ai été payé. Il s'agissait du gérant d'une maison d'importation de matériel agricole des États-Unis qui était situé sur la place Bulnes (devant la place de la Medena). Cet argent, il me fait honte aujourd'hui bien que je l'aie accepté, mais les choses se sont passées ainsi et doivent être dites. Le voyage consistait à aller en Argentine et y séjourner deux ou trois mois en espérant qu'il y aurait un bateau avec la bonne destination et des faux papiers avec lesquels je devrais me présenter aux autorités portuaires de Barcelone et régulariser ma situation dans cette ville. Je pris le chemin de Buenos Aires qui devait me mener cette fois jusqu'à Barcelone. La pauvre Ramona m'accompagna jusqu'à la gare.

En arrivant en Argentine, j'entrai en contact avec les camarades qui avaient déjà préparé mon arrivée pendant que nous devions préparer les faux papiers pour pouvoir entreprendre le voyage. À cette occasion, cherchant un passeport d'ancien résident, ils en trouvèrent un qui était arrivé depuis vingt ou trente ans ? Nous dûmes faire les retouches de la photo d'identité. Il s'agissait du passeport d'un Galicien nommé Pedro Gonzales Fernandez, ce qui signifiait que je devais prendre l'aspect d'une personne avec trente années de moins et je dois dire qu'ils firent très bien.

Transformé en Galicien, avec ce passeport je pus aller au consulat espagnol, le fonctionnaire qui me reçut le prit sans pinailler, il trouva seulement étrange que je ne me sois pas présenté au consulat jusqu'à présent. Je lui donnai les explications qui me semblèrent les plus adéquates et nous en restâmes là.

Je retournai au bout de huit jours chercher le passeport, ce qui me permit d'entreprendre le voyage. J'étais parti de Santiago le 13 mai, j'embarquais le 6 juillet 1945. Cette séparation devait durer jusqu'en décembre 1949.

L'ACTIVITÉ AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE DU CHILI

Du fait de mes fonctions au Conseil à l'agriculture de Lérida, mais aussi à mes origines paysannes, les camarades chiliens me firent travailler au secrétariat agraire du PC du Chili. C'était le service où accouraient entre autres les délégations Mapuches et Araucanes du sud, là où se produisaient le plus de conflits. Il ne se passait pas de semaine sans recevoir deux ou trois délégations de ces pauvres gens. Beaucoup d'entre eux se présentaient au bureau vêtus et chaussés du mieux qu'ils pouvaient mais avec des chaussures qui avaient trois semelles mal clouées. Beaucoup tombaient

malades à cause de la dureté du climat et du manque de nourriture.

Presque tous venaient avec l'espoir d'obtenir une audience auprès du président de la République, mais comme ils savaient qu'il n'y avait pas d'autre parti en dehors du PC qui s'occupait de leurs problèmes – les autres les traitaient comme des gens colonisés par le parti, ni le Parti socialiste ni le Parti radical, ni d'autre parti démocratique de gauche, sans parler des partis de droite, ne s'intéressaient à eux.

Quand mourut le président Pedro Aguirre Cerda et que lui succéda Juan Antonio Rios grâce à qui Victorio Codovila eut asile pendant huit jours transitant pour le Mexique après avoir été expulsé par Péron d'Argentine. Comme Codovila avait intérêt à rester au Chili, il demanda quinze jours de plus qui lui furent accordés grâce à un coup de fil de Contreras Labarca au président, insistant pour que ces prorogations répétées s'arrêtent, il lui fut enfin accordé un séjour définitif au Chili. C'est ainsi que Codovila s'installa définitivement sans autre difficulté.

Quant aux pauvres Mapuches qui venaient en délégation au siège du PC chilien, ils avaient bien souvent des problèmes insolubles ; il y avait parfois des conflits très graves qui doivent se produire aujourd'hui encore. Une formule juridique, appelée « Le décret de minuit » consistait en ce que quand les Mapuches qui étaient déjà organisés sur la base de « réductions » entités de petites superficies réservées aux Indiens, toujours en confiance en la donation que leur avait faite Bernardo O'Higgins, le père de la patrie, qui leur laissait la terre gratuitement sans aucune autre contribution, elle leur appartenait à vie sans impôt.

Il y avait eu une dérogation à cette règle, elle consistait à leur faire payer une espèce de tribut en accord avec les nouvelles lois. Tout en payant ce tribut, rien n'empêchait que quelqu'un s'empare de ces « réductions », en majorité des Allemands (ex-nazis) qui accouraient au ministère de l'Agriculture pour s'informer de la situation de telle ou telle de ces « réductions » Comme de la part des fonctionnaires du ministère, il n'y avait aucun intérêt à favoriser les Indiens, et que, de plus, il y avait beaucoup de corruption, une entente s'établissait entre le candidat acheteur et le ministère vendeur, car ils avaient le recours de reporter pendant huit ou dix jours le paiement du tribut, en conséquence on mettait en vente la réduction.

Les Mapuches qui dans leur majorité ne savaient ni lire ni écrire ne s'en apercevaient pas, comme ils se trouvaient à plus de mille kilomètres de la capitale Santiago, une fois l'échéance du paiement caduque, on donnait cours à la procédure de transaction de l'un ou de l'autre acheteur et quand les Mapuches s'en rendaient compte, une parcelle ou une autre était vendue par le notaire et la loi était alors du côté de celui qui avait acheté.

À partir de ce moment, on apposait des avis pour les habitants de la « réduction » pour qu'ils évacuent le secteur déterminé. Cela créait une situation de révolte et de violence, les carabiniers envoyaient la cavalerie avec leurs sabres, mettant le feu aux « rucas » (cabanes) qu'ils avaient, détruisant tout et tuant ceux qui s'y trouvaient. Ensuite, après cette incursion, des

employés y allaient poser des pieux et des fils de fer barbelés pour laisser la parcelle à la disposition du nouveau propriétaire.

Après la procédure les Mapuches venaient faire des réclamations qui n'avaient que bien peu de fois de solution favorable. La seule solution qui leur restait était d'évacuer ces plaines qui représentaient la plus grande partie de la terre où ils vivaient naturellement pour s'amasser sur les contreforts des montagnes et s'organiser une nouvelle vie. Une des choses que je regrette quand j'ai dû partir du Chili fut que plusieurs de ces délégations qui étaient venues me voir m'avaient invité à passer une semaine ou deux avec eux. Engagé, j'en avais parlé avec les camarades de la section agraire du parti chilien, ils me recommandèrent plus d'une fois d'y aller, vu que je contribuais à améliorer les contacts, *« Vas-y seul, camarade, tu verras comme ils te recevront bien ; ils tueront un mouton et feront des feux ; pour eux, toute personne venant de Santiago est un motif de fête. »*

Mon intention fut toujours d'y aller, mais il arriva que peu de temps après vint le camarade Canals de la direction du PSUC du Mexique pour l'affaire Del Barrio. Ensuite le camarade Alvarez fut relevé de la délégation du Chili et quand on me désigna pour me charger de la délégation, alors je cessai de travailler pour le comité central du PC du Chili.

PRÉCISIONS

Quand Juan Comorera passa au Chili, il allait du Mexique en Argentine pour aller chercher son épouse – il s'y était arrêté après notre guerre –, s'appuyant sur le fait qu'il avait la nationalité argentine depuis son séjour des années vingt. Comorera, pour sa part, après la guerre fit un long périple du comité central du PSUC d'Anvers tenu à Paris, là ils furent invités par le secrétaire de l'Internationale communiste et le bureau politique du PC d'Espagne à Moscou pour faire le bilan de la guerre.

Le bureau politique du PC d'Espagne y alla au complet, du PSUC y allèrent trois camarades : Comorera, à ce que je crois prit le bateau à partir d'Oslo (et non du Havre comme on dit dans la bande d'enregistrement). Il se trouva que toutes les cabines étaient occupées, vu que chaque permanent du BP du PC d'Espagne était accompagné de son épouse. À notre camarade fut attribuée une cabine de matelot, à tel point que le camarade Palmiro Togliatti, dont il fut toujours très proche, s'en rendit compte et lui demanda ce qu'il faisait là. Comorera lui répondit que c'était la cabine qu'on lui avait attribuée. Le camarade Togliatti intervint pour qu'on donne à Comorera un logement qui corresponde à sa fonction et à la décence. Quand il arriva à Moscou, on l'installa dans les dépendances de quelque employé et une nouvelle fois ce fut Togliatti qui dut intervenir pour qu'on lui donne une chambre correspondant à sa fonction.

Ces faits peuvent sembler aujourd'hui anecdotiques ou secondaires, mais le fait est que Comorera avec deux autres camarades convoqués plus tard, Del Barrio et Serra Pamies, avaient la charge du comité exécutif qui s'était constitué au comité central pour proposer à la

III^e Internationale communiste l'adhésion du PSUC comme section catalane, et c'est ce que firent nos trois camarades.

Lors de cette réunion, Staline demanda une réponse à deux questions : comment s'est terminée la guerre d'Espagne ? Pourquoi s'est-elle terminée ainsi ?

Chacune des délégations des deux partis firent leur rapport. D'après ce qu'il semble, la délégation du PC d'Espagne dut modifier le sien sept fois, vu qu'il ne donnait pas la version correspondante à ce qu'attendait Staline. Pourquoi s'était-il passé des choses très graves, particulièrement au final de la bataille de Madrid ? Pour sa part, le rapport du camarade Comorera se réduisait à une feuille (il en avait eu assez) et il fut accepté tout de suite.

Quand vint le moment de faire la proposition d'adhésion du PSUC comme section catalane de l'Internationale communiste, il y eut une seule observation, celle du secrétaire général du PC tchécoslovaque Clément Gotwald. Selon lui, il ne pouvait y avoir deux partis communistes au sein d'un même État. Ce à quoi celui qui était alors le secrétaire général de l'IC, Georges Dimitrov, répondit que *« devant l'expérience et l'attitude qu'avait eues le PSUC au cours de la guerre »*, la lettre des statuts proposée par la PCE perdait toute valeur et que, par conséquent, restait ratifiée la proposition d'adhésion du PSUC, il fut admis comme section catalane de l'Internationale communiste à l'unanimité.

ATTITUDES ET COMPORTEMENTS

Il y eut toutes sortes de comportements durant et après la guerre face à certaines allégations, à commencer celles de Wenceslau Colomer secrétaire général de la JSU de Catalogne, qui, par docilité, fit circuler la calomnie selon laquelle la guerre avait été perdue en Catalogne par la faute du PSUC, et par conséquent par celle de Juan Comorera. Ce personnage est l'un de ceux auxquels fait référence le rapport de Juan Comorera au comité central d'Anvers. Ce fut la principale calomnie qui obligea Comorera à faire la démonstration du contraire à Moscou. Colomer fut sanctionné et relevé de ses fonctions.

Il y eut aussi des sanctions contre Pere Ardiaca qu'on avait chargé de l'installation de l'imprimerie du parti lors de l'évacuation de Barcelone et de la poursuite de l'édition du périodique du parti là où ce serait possible. Ardiaca ne trouva aucun lieu, la frontière passée, en territoire français. Il fut sanctionné et relevé comme membre du CC du PSUC.

LES CONDITIONS MORALES ET MATÉRIELLES QUAND JE SUIS PARTI DU CHILI

Moralement, je ne pouvais cesser de penser à l'aspect affectif et matériel dans lequel se trouvait ma famille, ma mère, mon épouse avec les trois enfants, sans ressources alors que j'avais un salaire de 1 000 pesos que me payait le PC chilien chaque mois

et nous n'en avions rien d'autre à part les quatre ou cinq pensionnaires qu'avait Ramona à la maison, ce qui était toujours une aide. Pratiquement deux mois après avoir pris congé des miens, j'embarquais sur le vaisseau Cabo de Hornos. Quand on part avec de faux papiers comme je partis, on peut être découvert au moment où on y pense le moins.

Le lendemain, je sortis pour me promener et je me trouvais avec un groupe de personnes qui se révélèrent être de la même corporation que celle indiquée sur mon passeport. Eux aussi s'occupaient du commerce de jouets. Je trouvais alors qu'ils avaient tout un vocabulaire technique propre à ce commerce et moi, je n'en connaissais pas l'ABC ; comme on peut l'imaginer, je me sentais étranger et aussi discrètement que je pus dès lors j'évitais leur contact.

Quelques jours après le navire arriva aux îles Trinidad. Durant l'escale, les haut-parleurs du navire appelèrent un certain Pedro Gonzales Fernandez. Tout de suite je pensais qu'on appelait ceux qui étaient suspects. Pour une raison ou une autre, comme je me sentais suspect, sans que je puisse imaginer ce que cela pouvait être, j'attendis quelques minutes jusqu'à ce qu'on rappelle le même nom. Je montai au bureau du contrôle et trouvai un individu qui se promenait dans le bureau, très correct, en se présentant il me demanda quelles étaient mes relations avec un certain Mario Aguilar Fernandez. Ce nom me rappela un journaliste très qualifié à Barcelone, mais il ne le connaissait que pour avoir lu quelques articles. Il ne se rappelait pas s'il s'appelait Fernandez de son patronyme. Je lui répondis que je ne le connaissais pas et que je n'avais jamais rien eu à voir avec cette personne.

Il insista me disant qu'il avait des preuves de mes relations avec Mario Aguilar Fernandez me demandant de faire un effort pour me souvenir. Il me fit asseoir et continua fumant une cigarette et au bout de quelques instants, comme il insistait, perdant patience, je lui répondis que c'était inutile d'insister et même s'il me retenait ici tout le temps qu'il voudrait, il ne tirerait rien de plus. Il me sourit et me dit qu'en effet il n'avait aucune preuve, mais que le motif de son appel était que le nom de Mario Aguilar Fernandez pouvait avoir quelque parenté avec le mien Pedro Gonzales Fernandez. Je lui répondis que s'il voulait appeler tous les Fernandez d'Espagne il réunirait trois millions d'Espagnols dans son bureau.

L'autre alerte, je l'eus à l'escale que nous fîmes à Lisbonne. C'était la routine qu'en descendant les passagers laissent leur passeport au contrôle du navire. Ma photographie sur le passeport était faite avec des lunettes pour regarder de près et elles me gênaient pour regarder de loin, donc je les avais retirées et les portais à la poche de ma veste. Nous allâmes prendre un café et faire un tour avec trois ou quatre autres passagers dans les quartiers du port. En revenant pour récupérer mon passeport, je ne les portais pas. L'employé tout en cherchant mon passeport ne le trouvait pas. Un peu inquiet, je lui expliquai tout de suite et il le trouva sans qu'il se passe rien. Au départ de Lisbonne, le navire prit la direction du détroit de Gibraltar et longea la péninsule jusqu'à voir Barcelone où nous arrivâmes le 5 août.

Entre-temps, la rare correspondance que j'avais eue avec Ramona m'apprenait dans une de ses lettres, reçue quinze jours ou trois semaines après mon départ, que le camarade Garriga, celui qui m'avait succédé à la délégation du parti, était venu lui dire qu'il suspendait le subside qu'il devait donner. Cela pour moi aussi fut un choc, en réalité la famille restait sans ressources et cela, je dois le reconnaître et remercier mon épouse qui fut admirable en cette circonstance : elle n'eut pas peur et décida de se défendre toute seule pour son compte. Elle licencia les quelques pensionnaires qui étaient restés jusqu'à présent pour indiscipline, faisant ce qu'ils voulaient tout en étant à son service. Elle-même recruta une aide et installa une poissonnerie. À la fin, grâce à ce petit commerce, elle put payer le voyage de retour.

Mais pour moi, il y eut un motif de colère, car je comprenais qu'ils n'avaient aucun droit de leur couper les vivres. D'autant plus que les camarades du PC du Chili comme Codovila lui-même m'avaient demandé dans quelles conditions restait ma famille, tant les uns que les autres, je le leur dis et m'en étais allé avec leur promesse qu'elle continuerait à être soutenue et protégée.

JE FUS ENVOYÉ EN CATALOGNE PARCE QUE JE GÊNAIS AU CHILI

Je suis arrivé aujourd'hui à l'intime conviction que, dû aux ambitions qu'on avait de domestiquer la délégation du PSUC pour la mettre au service du PC d'Espagne, on voyait en moi un obstacle. On l'avait déjà tenté une fois de manière douce, mais à l'occasion du voyage de Guardiola en Uruguay, lorsque, à son retour, je lui exposai mon point de vue et lui dis très franchement que je me refusais à admettre sa proposition comme base de discussion.

À partir de ce moment vint toute une série d'insinuations pour m'envoyer en Catalogne, confirmées plus tard par la convocation de Fernando Claudin membre du BP du PC d'Espagne à Buenos-Aires, où il me donna pour mission de me mettre à la disposition de la délégation du PSUC installée à Barcelone où se trouvait le camarade Canals en tant que responsable pour toute la Catalogne.

Avant de continuer, je dois faire une brève description de la structure que je trouvai à mon arrivée à Barcelone. Tout avait été désarticulé en 1939 au moment de notre exode. Donc tout devait se réorganiser grâce aux importantes sommes d'argent recueillies à l'exil. Canals s'était adjoint une femme à Madrid. Quand le camarade Comorera lui donna l'ordre de s'installer à Barcelone, cette femme, dont je ne sais si elle était honnête ou pas se présenta à Barcelone vêtue d'un manteau de luxe en peau. Le camarade Noguès qui avait comme mission l'installation des camarades qui arrivaient, lui avait trouvé un logement.

Postérieurement, nous rassemblâmes de l'argent et recommençâmes le travail avec de nouvelles personnes, des gens nés sous le franquisme, formés sur leur lieu de travail ou dans les établissements universitaires, ils reconstruisirent le nouveau PSUC.

L'ARRIVÉE À BARCELONE

Deux jours avant, alors qu'était prévu le débarquement, quand le navire voulut appareiller, on vit que cela ne correspondait pas aux horaires de la douane ; s'ils fermaient à cinq heures, nous n'avions pas le temps de débarquer ; bien que les valises furent bouclées et que tout fut prêt, on nous communiqua par haut-parleur que nous ne pourrions pas débarquer avant le lendemain matin.

Le lendemain quand arriva l'heure, nous étions déjà attentifs et soucieux du mode de débarquement. Je ne savais comment tout cela se passerait. Je me rendis compte qu'on avait monté une sorte de cabine pour le contrôle des passagers par la police du port, l'une portait un écriteau « Ports & Frontières » l'autre « Police » et une troisième « contrôle des changes », et un peu plus loin, une autre distribuait des tickets d'alimentation.

À chacun de ces bureaux, on devait montrer le passeport comme une formalité de routine. Par mesure de prudence, je me situai dans la dernière moitié de la file d'attente, celle de ceux qui allaient descendre, jouant sur le facteur psychologique du fonctionnaire d'en finir. D'un bureau à l'autre, quand je me suis trouvé dans le bureau de la police, celui qui avait mon passeport, en le regardant, dit à son camarade en catalan : « *Il semble qu'aujourd'hui tous les Galiciens se soient mis d'accord pour venir d'Argentine.* » Il regarda le passeport, regarda mon visage et me le rendit.

Ayant passé les quatre bureaux je restai tranquille, tout semblait aller bien, mais comme j'allais passer la porte pour descendre l'échelle, un dernier policier contrôlait encore les passeports et les documents. Là, j'eus une alerte, il y eut un souci. Je lui allongeai mon passeport de la main gauche tout en regardant, pour qu'il ne voie pas mon visage, si les valises étaient bien fermées, quand du coin de l'œil, je vis qu'il avait refermé mon passeport et me le rendait, je l'attrapai et descendis dans la file des personnes attendant à la douane du port pour faire contrôler leurs bagages. Un peu impatient d'avoir à attendre, je vis un carabinier derrière un de ces comptoirs qui ne faisait rien, je lui demandai s'il pouvait les vérifier, l'homme accepta, je posai la valise devant lui et, sans l'ouvrir, il y inscrivit un R avec la craie qu'il avait et je pus alors m'en aller.

Dans la valise, je n'avais rien d'illégal, plutôt une sorte accoutrement ainsi qu'une poupée très mignonne que récupéra Laura lorsque ma sœur Assomption vint plus tard à Paris, un mouchoir pour Hortense et un foulard en soie pour Albert, de cette soie solide, qu'il garde encore comme un trésor, avec tout un tas d'autres choses, comme si je portais des cadeaux pour toute la famille.

Le taxi prit la direction que je lui avais donnée par la rue Laetana, j'ai demandé au chauffeur qu'il m'arrête à une banque et il me déposa à la banque d'Espagne où on me redemanda tous mes papiers pour pouvoir faire le change. Je demandai au taxi qu'il me conduise en un lieu où je pourrais me reposer, tout en lui donnant l'impression que je ne connaissais pas Barcelone. Le garçon bien aimable me dit qu'il en connaissait un.

Mais en arrivant à la place Urquinaona au lieu de tourner à droite dans les environs, il tourna à gauche place de Catalogne pour descendre les ramblas, comme je ne pouvais donner mon opinion il me conduisit rue San Pau à un hôtel qui se trouvait presque à l'entrée des ramblas.

En me présentant à l'hôtel – parlant alors en catalan –, la patronne me conduisit à ma chambre. Elle me dit que nous dînerions à midi, il devait être dix heures et demie ou onze heures quand elle disposa, je changeai de vêtement, me rafraîchis et m'étendis en attendant l'heure du dîner. Je dus m'assoupir un moment et en me réveillant j'entendis tout un bavardage par la fenêtre qui donnait à ciel ouvert. Là, j'ai réalisé que je me trouvais bien à Barcelone. C'était Barcelone avec toutes les femmes du voisinage qui s'appelaient d'une fenêtre à l'autre. à l'heure du dîner, je me présentai à la table où on me servit le dîner avec un petit pain gros comme un œuf – il ne s'en donnait pas plus. Après dîner, je retournai à ma chambre en attendant cinq heures - cinq heures et quart de l'après-midi, heure prévue pour le premier contact.

Nous nous retrouvâmes à l'endroit prévu. Ce même garçon me dit que le lendemain à la même heure j'aille à un autre endroit pour voir une autre personne qui servirait de liaison. En effet, le jour suivant, je me trouvais avec une jeune fille qui s'assit à côté de moi avec *El Correo catalan*, qui devait nous servir de reconnaissance et discrètement nous nous comprîmes de suite. Ce fut elle qui me mit en contact avec le camarade Noguès et lui m'a trouvé une chambre dans une famille.

Avec l'adresse qu'il me donna, je me dirigeais vers le haut du paséo San-Juan. Elle faisait le coin de la Travassera. Il s'agissait d'une bonne maison avec ascenseur. Il me vint un doute, devais-je demander le 2e ou 3e ? Comme j'étais dans la confusion, j'ai préféré le demander à la concierge et elle me donna tout de suite le numéro qu'il fallait.

Je me présentai disant la phrase convenue à la patronne qui me reçut, me conduisit à ma chambre, je posai mes affaires et vidai la valise. Au bout d'un moment, je sortis pour acheter le journal. En passant par la salle à manger, je vis la concierge parlant avec la maîtresse de maison. Elle me dit s'adressant à moi « *je vous connais* ». Je lui dis peut-être que oui, elle insista en me disant « *vous êtes celui qui venait récupérer les reçus de la Fédération comarcale des maisons de Catalogne* ». Bien que ce soit vrai, je lui dis que non, qu'elle s'était trompée et que je n'avais jamais eu cette occupation. La concierge s'excusa et je continuai mon chemin.

En revenant d'acheter le journal, je vis la concierge qui trafiquait dans son appartement. Mais au bout d'un moment, la maîtresse de maison me dit que, bien que je lui aie dit non, la concierge pensait que j'étais celui qui venait recouvrer les reçus de son mari alors qu'il était adhérent au Casal comarcal. Cette rencontre m'inquiéta, encore que la bonne dame ait voulu me rassurer, qu'il ne viendrait aucun mal de sa part. Mais c'était clair il y avait une possibilité d'insécurité. J'en parlai au camarade Noguès qui en parla au camarade Canals et ils conclurent que je devais m'en aller.

Ils me trouvèrent une autre chambre dans une famille qui se révéla très amie d'un camarade que j'avais connu à l'occasion de son passage à Santiago, Felip Natas, membre du CE du PSUC. De très bonnes personnes qui avaient fait partie de la CNT mais ils avaient un pensionnaire qui était recherché par la police, une espèce de libertin. Quand j'en fus informé par ses parents, je me dis que n'importe quel jour la police pouvait se présenter pour leur fils et pouvait ainsi me trouver. Nous dûmes chercher une autre chambre qui fut celle où je restai tout le reste de mon séjour à Barcelone.

LE SÉJOUR CLANDESTIN À BARCELONE

Durant cette année passée à Barcelone, on me donna pour mission, entre autre, d'établir des relations avec les différents noyaux politiques qui agissaient : ERC, Union des métayers, Action Catalane et d'autres groupes qui s'étaient formés depuis notre exil et qui agissaient aussi pour la coordination de tous.

Au début, nous nous réunissions chez un avocat, puis chez un autre, beaucoup d'entre eux avaient eu des activités juridiques durant les conflits paysans, l'un d'eux s'appelait Garalla et l'autre Iglesias. Nous allions chez eux, alternant les réunions une semaine chez l'un, une semaine chez l'autre. Toutes à caractère unitaire dans le but d'organiser la résistance et de donner une riposte le moment donné.

Le jour de la Toussaint, il y eut une réunion très importante avec un représentant du vieux Parti radical, elle eut lieu chez un médecin et y assista un neveu de Pompeu Fabra comme représentant d'Action catalane. A l'ordre du jour de cette réunion il y eut l'élaboration d'un programme devant servir de base d'orientation et d'action avec la tâche de le faire connaître à toute la Catalogne.

À la première entrevue que j'eus avec Canals dès l'arrivée à Barcelone, il me fit une description de la situation politique comme si nous nous étions trouvés à la veille d'une insurrection armée, il suffirait selon lui de pousser un bouton et nous aurions eu la Catalogne entre nos mains. Je tentai de calmer son euphorie, mais en mon for intérieur je me demandais s'il y avait peut-être quelque chose derrière tout ce qu'il me disait.

En quelque sorte, je me sentis content d'avoir été envoyé en Catalogne, pensant que peut-être j'y avais été envoyé au bon moment.

Malheureusement quand je voulus entrer en contact avec l'organisation des femmes, il n'y eut pas moyen de trouver quelqu'un, quand je voulus entrer en contact avec l'organisation des jeunes, personne non plus ne me répondit. Tous ces contacts m'avaient été fournis par une camarade de la direction du parti qui s'appelait Margarida Abril. Par les moyens de communication que nous avions, je lui fis parvenir un rapport avec le maximum de faits sur mes tentatives avortées. De plus, toutes les autres organisations m'avaient répondu sauf celles qu'elle m'avait données. Un beau jour, elle me communiqua toute sorte d'instructions pour me rendre à un endroit où je pourrais parler avec

les jeunes. Cette adresse n'était autre que celle d'un casino de la colonie britannique de Barcelone qui se trouvait rue Casp devant le théâtre Tivoli.

Intrigué de savoir ce qu'il y avait de réel derrière une telle adresse, je décidai de visiter les lieux. Il s'agissait d'un bâtiment somptueux avec escalier de marbre et miroir à chaque palier, quelque chose de seigneurial, à tel point que je me demandais comment on pouvait conspirer en un lieu comme celui-là. Pour la deuxième ou troisième fois, je fis parvenir une autre requête à Margarida Abril, elle m'enjoignit de retourner au même endroit. J'y allais une seconde fois et ce jour-là, je trouvai trois ou quatre jeunes avec lesquels je pus discuter. En résumant, je leur exposai le projet de plate-forme politique que nous avions en préparation avec les autres organisations clandestines, ils me répondirent que pour eux il n'y avait pas d'autre plate-forme que celle de nous présenter à l'ambassade britannique pour nous mettre à sa disposition et accepter le programme que l'ambassade pouvait nous élaborer.

Si on prend en compte la situation de l'ambassade britannique d'alors qui avait des relations avec pratiquement toutes les organisations de la résistance anti-franquiste auxquelles elle donnait la consigne de se tenir tranquilles, de ne rien faire vu que le problème du franquisme, ce serait l'ambassade qui le résoudrait. Avec le fait grave qu'elle ne reconnaissait personne comme représentatif sans qu'au préalable elle ait les références du domicile, de la profession, du lieu de travail des personnes qui se présentaient.

Je tentai de convaincre ces jeunes qu'au lieu de se soumettre au bon vouloir de l'ambassade britannique, c'était à nous qu'il appartenait d'élaborer un programme qui prenne en compte la réalité du pays, à la limite de demander le soutien de l'ambassade britannique comme on aurait pu le faire pour toute autre organisation, un programme élaboré d'abord par l'ensemble des différentes composantes de la résistance. Il n'y eut rien à faire pour les faire démorde de leur idée. Je ne retournai plus les voir.

Au bout de quelques jours, il y eut une arrestation considérable de militants de la CNT qui s'étaient rapprochés de l'ambassade britannique avec les informations données sur ces huit ou dix dirigeants des mouvements de grève et des actions de sabotage dont tout montrait qu'ils portaient le sceau de la CNT. Ce ne fut pas un hasard qu'il y ait eu cette razzia d'arrestations. Si à tous ces faits on ajoute que le consul général britannique de Barcelone, quand il fut relevé par son gouvernement, toute la presse de Barcelone prit son départ comme celui d'un militaire de haut grade.

Quelques jours après, je pus trouver les raisons de cette glorification par la presse d'un tel personnage et, entre autres choses, on me dit que ce consul général britannique prenait le café trois ou quatre fois par semaine avec le directeur de l'Ordre public de Barcelone (un certain Chinchilla), tristement connu pour son entrée à Barcelone comme capitaine de Navarre quand la ville tomba entre ses mains. Avec tous ces précédents, il n'était pas difficile de se faire une idée des mains entre lesquelles se trouvaient tous

ceux qui naïvement avait fourni leurs informations à ce consul britannique.

D'un autre côté, quand la création-enterrement de la Junte suprême d'Union nationale fut remplacée par l'Alliance nationale rebaptisée ensuite Junte démocratique, je ne voulus pas donner notre adhésion en raison du programme. Pour terminer, les camarades d'ERC comme les autres organisations s'étonnaient que le comité du PC d'Espagne à Madrid y ait adhéré et ils trouvaient étrange que le comité PSUC de Barcelone n'y adhère pas.

Donc on n'y adhéra pas, j'entendais qu'on ne devait pas y adhérer vu que ce programme ne correspondait pas à la situation politique, ni non plus au rapport de forces auquel nous devions faire face.

On vit qu'ils attachaient beaucoup d'importance à notre adhésion à l'Alliance nationale lorsqu'un émissaire de Madrid vint pour me persuader de donner l'adhésion du comité du PSUC et alla jusqu'à insinuer des menaces sur ce qui pourrait se passer et du mal que cela faisait au parti et au peuple catalan en restant en marge de ce mouvement qui devait être le sauveur de toute l'Espagne.

Il n'y eut rien à faire, cet émissaire repartit à Madrid comme il était venu. Ce fut au bout de trois ou quatre semaines qu'arriva le camarade Roman Sarradell, du PSUC de Paris, qui devait me remplacer. À son arrivée, je lui relatai la situation, mais il arrivait tellement conditionné que je passais peut-être une heure ou deux à lui expliquer les différents épisodes depuis mon arrivée à Barcelone et les conclusions que j'en tirais, comment je voyais la situation à cette heure ; il ne fit aucun commentaire et nous nous sommes salués amicalement. Après ce contact, je fus relevé de mes fonctions.

Un autre fait significatif se passa avec le poète Pous i Pages qui représentait le Conseil catalan de la résistance que nous avions quelquefois réuni chez lui. Grâce aux bonnes relations que j'avais maintenues avec lui, je ne pus m'empêcher de lui demander ce qu'on pourrait faire contre la condamnation à mort d'un jeune de mon village, vu qu'avec ses relations il pourrait trouver quelque recours ou quelques interventions en sa faveur.

L'homme ému me dit que oui, mais, pensant aussi à l'ambassade britannique, il me dit de revenir la semaine suivante et qu'il pourrait sûrement m'en dire plus. Impatient, je fus ponctuel au rendez-vous qu'il m'avait donné. Mais, contrairement à la bonhomie à laquelle j'étais habitué, il me reçut froidement avec distance. Sans connaître exactement le motif de ce changement d'attitude, usant de la confiance qui s'était instaurée entre nous, je pris le passage qui conduisait à son bureau.

Une fois là, je m'assis dans le fauteuil comme de coutume devant son bureau. Sans poser sa main sur mon épaule comme il le faisait habituellement, il resta planté sans oser me dire ce qu'il savait réellement. Rompant le silence, je lui demandai s'il pouvait me dire quelque chose au sujet de ce dont je lui avais parlé la semaine dernière ; il me regarda avec un mouvement de surprise et me répondit « *s'il n'y avait pas tant de sottise, pas de problème* ». Je restais un peu

interloqué sans savoir de quoi il parlait. Il alla s'asseoir à son bureau et de dessous du sous-main il sortit une coupure de journal qu'il me donna à lire. Il s'agissait d'un article tiré des pages de *Lluita* (Lutte) de Paris le dénonçant comme agent de l'intelligence Service, avec les mille accusations qui peuvent s'écrire contre un homme, tout cela dans notre organe du PSUC. Alors que la direction du parti et par conséquent de *Lluita* était parfaitement au courant des contacts que nous avions avec cette personne...

Aujourd'hui, je peux affirmer qu'il s'agissait d'un acte prémédité de provocation. À mesure que j'en prenais connaissance, je me demandais comment m'en sortir ; on peut imaginer ma situation dans ce bureau. D'un autre côté, je pensais que si ce monsieur avait été réellement ce qu'on disait dans l'article, la première chose que j'aurais trouvée en arrivant chez lui aurait été la police derrière la porte, vu qu'il savait que je viendrais à l'heure dite.

Il ne se passa rien de plus, ce fut pour moi la meilleure preuve que cet homme n'était en rien ce qu'on avait écrit sur lui. Quand j'eus fini de lire cette coupure, je pris congé de la meilleure manière que je pus et je dis à Roman Sarradell, le camarade qui était venu me relever de ma mission, que je ne voulais plus retourner là. Au bout de quelques jours arriva ce camarade de Paris pour prendre la relève.

MA SITUATION MATÉRIELLE ET ÉCONOMIQUE À BARCELONE

Quelques jours après mon arrivée à Barcelone, j'avais épuisé l'argent qu'on m'avait donné en Argentine. À mon arrivée, le camarade Canals me payait, puis je ne reçus plus rien parce qu'il fut relevé et s'en retourna en France, me laissant sans un sou. Il ne me resta d'autres recours que de me tourner vers mon oncle Célestin, persuadé que l'oncle ne me laisserait pas tomber. D'abord, je ne voulus pas aller chez lui, vu qu'il ignorait ma présence à Barcelone. J'en parlais au camarade qui servait de liaison pour qu'il lui porte un mot écrit de ma main pour voir comment il réagirait.

L'oncle, qui était toujours sur le qui-vive, d'abord l'écouta. Ensuite, il prit connaissance de ma lettre, ce qui ne lui retira pas tous ses doutes, et lui dit : « *Vous reviendrez demain ou après-demain* ». Ce camarade y retourna une seconde fois avec un rendez-vous de ma part pour une rencontre à la première maison où j'avais été conduit à mon arrivée, là où la concierge m'avait reconnu. Je pus me présenter sans qu'il faille demander rien à personne. J'avertis la maîtresse de maison du rendez-vous que j'avais pour cet après-midi même. Elle m'installa dans sa salle à manger. Je m'étendis sur une chaise longue en attendant, je m'étais un peu grimé. À l'heure prévue, le timbre sonna et je le vis entrer sans qu'il connaisse exactement le motif du rendez-vous.

Quand il me vit là, je crois que n'ai jamais vu un homme aussi surpris, vu que les dernières lettres qu'il avait reçues étaient postées de Santiago du Chili. Après de longs moments de surprise et d'émotion, je lui expliquai ma présence à Barcelone comme le fait que

je me trouvais sans ressources. Nous fûmes plus d'une heure à parler dans la salle à manger de cette bonne dame. Il m'invita à aller chez lui, nous prîmes un taxi et, sans qu'il me faille descendre de la voiture, il entra chez lui et revint pour me donner un billet de mille pesetas. Ces mille pesetas furent un peu d'oxygène pour les quatre ou cinq camarades qui formaient le comité du PSUC à Barcelone.

Je retournai à la pension et je peux dire que, du point de vue de mon activité, je ne fis plus rien. Si l'entrevue avec mon oncle eut lieu au mois d'avril, je fus en arrêt de travail forcé jusqu'au mois de juillet. Je partis le 5 ou le 6 juillet 1946 et je devais arriver le 8 en France. Le camarade Noguès et un autre camarade madrilène, qui portait un appareil émetteur avec tous ses accessoires, étaient venus nous accompagner. Il fallut chercher un endroit où il put s'installer pour faire ses envois et réceptions. Nous passâmes la montagne du Cadi et prîmes la direction d'un village se trouvant sur les contreforts nord des Pyrénées, où nous avons passé une nuit. Le lendemain vint une camionnette qui nous porta à Perpignan, où nous avons passé la nuit. Le jour suivant, on régla les choses pour que nous puissions aller à Toulouse. Là, on me mit en contact avec le camarade responsable du PC d'Espagne, le même qui m'avait congédié à Buenos-Aires.

À Toulouse, on conduisit le camarade Noguès et moi-même – je ne sus rien de plus du camarade madrilène – à une maison où nous dûmes rester jusqu'aux premiers jours de septembre dans l'attente de régulariser nos papiers : carte de séjour avec la véritable identité. De ce séjour à Toulouse, je ne me rappelle rien de significatif, sinon qu'une fois réglé les papiers je fus convoqué à Paris, où j'arrivais la seconde quinzaine de septembre 1946 pour faire partie de la rédaction de *Lluita*. Pour moi, tout ce scénario me sembla normal, à part certaines choses bizarres que je pouvais voir et entendre, je les contestais tranquillement avec le sentiment d'avoir rempli mon devoir d'exprimer ce que je pensais.

Ce fut là que je devais connaître mon bon ami Amadeu Bernado, avec lequel – alors que nous ne nous étions jamais vus – nous sentîmes je ne sais pourquoi une certaine affinité tout de suite. Il se rangea de mon côté, ce fut le premier ami avec lequel je pouvais parler de tout ce que je venais de vivre à Barcelone, le premier camarade et ami dans le même combat.

À la rédaction de *Lluita*, les jours passaient de la façon la plus routinière qu'on puisse imaginer. À midi, nous allions déjeuner à une cantine des syndicats de la métallurgie où l'on mangeait correctement et pour pas cher, avec un carnet de tickets qui nous permettait de payer le même prix que les camarades des syndicats de cheminots dirigé par le PCF.

Le premier choc moral que j'eus fut quand on célébra à l'hôtel de ville de Montreuil le troisième plénum du PC d'Espagne du 19 au 22 mars 1947, où à cette occasion Dolorès Ibarruri, la Pasionaria, secrétaire général du PC d'Espagne, annonça l'intégration du PSUC au sein du PC d'Espagne. Ses déclarations lancèrent ce mot d'ordre d'annexion au PCE. Cela fut ressenti comme une provocation par les militants de base du PSUC dans toute la France, vu que nous n'avions pas

consolidé notre appareil. Avec cette méthode selon laquelle on pratiquait le déplacement-intégration des militants aux divers comités départementaux du PCE de façon à créer un appareil entièrement intégré et soumis.

Quand se produisait une friction au sein d'un comité départemental et que le comité était incapable de régler le problème, dans la majorité des cas c'était le camarade Massip qui allait apaiser les esprits, tentant de donner des explications pour démontrer que, peut-être, ils n'avaient pas bien compris et que ne pas aller frontalement n'était pas ce qu'ils tenaient pour un reniement. Peut-être que je fis mal d'aller jouer ce rôle de pompier, mais les choses se passèrent ainsi et je dois les expliquer telles que je les vois aujourd'hui.

Lacrise faisait son chemin, surtout intérieurement, sans que nous nous en rendions compte jusqu'au moment où Dolorès Ibarruri tint un meeting à Toulouse, suivi un mois plus tard par une conférence du camarade Comorera à Perpignan le 27 juillet 1947. Je ne suis pas allé au meeting de Toulouse. Pour la conférence de Perpignan, Colomer vint me dire que si je voulais y aller, le prix du voyage était à ma charge. J'y suis allé avec une demi-douzaine d'autres camarades. Nous avons écouté la conférence qui fut faite dans l'idée d'un compromis et il cita cette formule dans sa conférence *intitulée Le chemin de la victoire*, selon laquelle l'avenir du PSUC, ce sera le PSUC lui-même qui devra le décider à l'occasion d'un congrès qui se tiendra en Catalogne. Ce fut son obsession. En exil, il ne pouvait y avoir aucun congrès qui eût de la valeur, vu qu'en exil nous étions si peu nombreux. Le parti réel se trouvait en Catalogne et c'était là qu'on devait le reconstituer, ce fut toujours sa règle, non depuis la crise, mais depuis toujours.

Il sembla que cette opinion fut acceptée et suivie d'une période de relative tranquillité. Malgré tout, on effectuait des changements de camarades responsables dans certains départements, quelques-uns furent éloignés, d'autres mutés de département, d'autres étaient simplement remplacés et restaient inactifs dans leur coin. Avec cette instabilité, il y eut une période qui donna l'impression d'une danse de Saint-Gui. Il n'y avait pas un camarade qui se sente sûr de la chaise où il était assis.

Organiquement, ils se réunissaient au siège du secrétariat général pour que se décide l'intégration du PSUC, bien que nous ne fussions pas informés de leurs tractations. Nous n'en savions rien. Je n'avais pas revu Joan Comorera depuis la visite qu'il m'avait rendue à Quillota, au point que lorsque la crise éclata ce fut une des premières questions que me posa Josep Moix, ex-membre du secrétariat du PSUC, connaissant mon amitié avec Comorera pour savoir ce qu'il en pensait. Ma réponse fut : « *J'ai plutôt du ressentiment pour Comorera, vu qu'en arrivant à Paris j'avais l'espoir que Comorera voudrait me parler, mais quand il venait à la rédaction de Lluita, il me donnait tout juste le bonjour* ». De ce point de vue, il n'y eut absolument aucune démonstration d'affection ni de reconnaissance personnelle de sa part.

LES DIFFICULTÉS POUR FAIRE VENIR LA FAMILLE EN FRANCE

Les semaines et les mois passaient et je ne voyais aucun signe favorable, alors que l'une des premières choses dont je parlais à Wenceslau Colomer en arrivant en France quand j'étais encore à Toulouse fut que, maintenant que je me trouvais légalement en France, je pensais en conséquence qu'on pouvait faire les démarches afin de faire venir la famille. Mais avec le ton méprisant et cynique qui le caractérisait, il me dit qu'il n'était pas contre le fait que chaque camarade veuille réunir sa famille; cela voulait dire: maintenant, tu te débrouilles. Cette réponse me déçut parce que tous les camarades venus d'Amérique avaient leur famille en France, beaucoup même étaient venus en France accompagnés de leur épouse.

Seulement, nous, militants de deuxième classe, en étions privés ou au minimum empêchés, bien qu'à Toulouse je me trouvais dans une situation temporaire. En arrivant à Paris, j'ai nouveau insistai auprès des camarades de la rédaction comme de Vidiella, membre du CE du PSUC, quand je lui dis : *« Rafael, je suis arrivé à bout de patience ; si vous ne m'aidez pas à résoudre ce problème, à partir de demain je commence les démarches pour retourner au Chili »*.

D'un autre côté, depuis quelques jours, Ramona m'avait écrit qu'ils avaient commencé tout pour entreprendre le voyage, qu'ils se trouvaient pratiquement sans affaires alors que je m'étais posé la question de ce que j'irais faire au Chili si je m'en retournais. Rafael ne disait rien, son expression laissa percer une certaine irritation. Cela m'était égal, ma patience était à bout. Néanmoins, il me fit attendre et, devant moi, il téléphona à la vice-présidente de l'assemblée nationale, Madeleine Braun, députée communiste. Il lui demanda si elle pouvait nous recevoir, la bonne dame accepta et le lendemain Vidiella et moi allions exposer mon cas.

Madeleine Braun nous écouta avec attention, tout en nous avertissant des problèmes de relations entre les différentes organisations de gauche en France*, vu que, selon elle, les ponts étaient rompus.

L'expérience me disait que ces ponts n'étaient pas rompus complètement et qu'il y avait toujours moyen de se rendre service; m'appuyant sur ce critère, j'insistai et Madeleine s'adressa à un député socialiste pour qu'il lui fasse cette démarche. Le lendemain, je dus partir en voyage pour éteindre les incendies qui se produisaient dans tous les départements. J'allais faire le pompier. Quand je revins au bout de trois semaines, je trouvai trois lettres de ce député socialiste m'informant des démarches qu'il avait entreprises pour demander au gouvernement français de donner un visa à ma famille pour rentrer en France, et que les demandes étaient en bonne voie. Quelques jours après, je reçus une lettre de Ramona depuis Santiago me disant qu'à eux aussi on avait fait la communication et qu'ils pouvaient entreprendre le voyage quand ils voudraient. Le 9 novembre 1949, ils partaient de Valparaíso – le même port où nous étions arrivés dix ans auparavant – un mois après, le 9 décembre 1949 ils arrivèrent au port de La Pallice près de La Rochelle.

Un autre problème majeur devait se poser, celui du logement, vu qu'entre-temps la situation s'était dégradée politiquement. Quand j'arrivai à Paris, je fus affecté à un groupe du parti parce que j'avais gagné une certaine sympathie et confiance auprès des camarades qui formaient ce groupe. Le même Wenceslau Colomer, dans l'idée de m'écarter, vint me trouver un beau jour pour me dire que, du fait des activités que j'avais – celles de voyager dans tous les départements français –, il ne convenait pas que j'aie une vie de groupe, vu que j'étais trop connu et que les réunions se tenaient dans ma chambre.

Si, dans un premier temps, ce fut comme une invitation au repos, je jugeai cela un peu arbitraire. Mais comme il y avait ce climat de clandestinité et toujours avec cette menace selon laquelle la police perquisitionnait sous n'importe quel prétexte, il s'empressa de me dire que je garderais le contact avec lui sans qu'il fût nécessaire que je mène une vie de militant et que lui me tiendrait au courant de la vie du parti. Il me donna une adresse au 35, rue Simart où vivaient quelques camarades du PCF qui devaient aller en Corse.

En effet, je parlai à ces camarades et leur demandai ce qu'on devait payer pour cette chambre avec les meubles qu'elle contenait. Je crois me souvenir qu'ils en demandèrent 50 000 F, somme qui fut payée après en avoir informé Colomer. À partir d'alors, je m'installai dans cette chambre qui fut tout ce que trouva ma famille en arrivant du Chili. Une chambre de 3 m2 avec un coin qui servait de cuisine.

Au début, lorsqu'ils avaient commencé les démarches du voyage, les camarades des délégations du PSUC et du PC d'Espagne au Chili leur avaient dit qu'ils pourraient partir en avion ou en bateau selon ce qui leur conviendrait le mieux, que le parti paierait le voyage. Comme entre-temps la crise s'accroissait, tout prit fin, non seulement l'argent mais aussi les bonnes relations, jusqu'à insulter Ramona devant moi en lui disant mille médisances, et avec la complicité de mon neveu Fructidor, celui-là même que j'avais adopté lorsque je lui avais proposé de venir avec nous dans un pays d'asile lorsque nous étions camp de concentration.

Quand arriva la famille, nous dûmes nous entasser dans cette chambre, un moindre mal car la concierge nous laissa une chambre au même étage et, avec ces deux pièces, nous pûmes nous espacer un peu. Nous devions passer toute une longue période de cette manière espérant pouvoir trouver un logement en attendant d'avoir de l'argent pour payer le déménagement, car Ramona, après avoir dû payer le voyage de tous les cinq, il nous restait une somme de 50 dollars. C'était tout le capital dont nous disposions.

Cette chambre, le PCF l'avait en main parce que ceux qui l'habitaient étaient des militants, je pense que ce fut le PCF qui les avait envoyés en Corse, ils disposèrent et me la proposèrent, première chose qu'ils firent quand il y eut la rupture alors que nous continuions à payer au nom du locataire antérieur ; au

* Crise gouvernementale suite à l'exclusion des ministres communistes en 1947

bout d'un mois que nous étions installés ensemble, je reçus un avis du propriétaire me demandant de quitter le logement.

Sans savoir où m'adresser je dis à la concierge : « Où voulez-vous que j'aille, j'ai payé régulièrement l'électricité, le loyer, tout ce qu'on m'a demandé, pourquoi veulent-ils me faire partir ? » Mais le gérant de l'immeuble était un organisme de gestion appelé « la rente foncière » il n'y avait pas de recours possible. Lui disant que nous ne pouvions déménager, il nous traîna devant le tribunal des référés. quand il s'agissait de différends entre communistes, les choses s'arrangeaient à l'amiable, mais là, il n'y eut rien à faire. Nous dûmes nous rendre au tribunal, le tribunal de la bourgeoisie nous condamna à l'expulsion. L'avocat qui suivait notre affaire put obtenir une prolongation de notre séjour de quatre mois durant lequel nous chercherions un autre logement. Alors commençait une autre étape de notre vie qui montra jusqu'où allait l'offensive contre moi.

Quand j'arrivai à Paris, *Lluita* reçut certains articles, les uns signés par Pere Ardiaca, les autres par Margarida Abril, d'autres encore par Wenceslau Colomer, tous focalisaient notre attention sur l'idée que les fondateurs du PSUC venaient de la direction du PC d'Espagne, sans faire mention du camarade Comorera.

Un jour, j'emportai le périodique pour le lire dans la chambre le soir après souper, je trouvai un article qui méritait une explication. Le lendemain matin en retournant à la rédaction, j'allai trouver Raphaël Vidiella qui en était le directeur pour lui dire que je n'étais pas d'accord avec cet article. La réponse de Vidiella fut « *Bougre, Massip, tu n'es jamais content.* » Mais je lui avait fait connaître mon sentiment sans qu'il me l'ai demandé. De fait, il s'agissait d'un long processus de la crise qui s'amorçait, chose que par la suite je pus vérifier quand elle éclata ouvertement car elle ne datait pas de la veille. Je pus en parler avec Mas qui servait de secrétaire personnel à Comorera, quand il vint me dire que Comorera voulait me parler – je dois souligner comme je l'ai dit plus haut qu'en dehors des salutations de routine je n'avais eu avec lui aucune conversation depuis l'arrivée en France. Je disposais de quelques documents que je m'employais à recueillir et Mas lui-même m'accompagna chez Comorera car aucun de nous ne connaissait son adresse. À son appartement de l'avenue BelAir nous eûmes une longue conversation. Comorera m'expliqua en détail les différents aspects de la crise qui s'était produite indépendamment de sa volonté. Je ne pus m'empêcher de lui dire « *Souvent j'ai trouvé que ton opinion me manquait* », jusqu'à me permettre de lui dire, je le répète maintenant, que l'auteur de tout cet embrouillamini, sans retirer la part de responsabilité des autres membres du bureau politique du PC d'Espagne, celui qui l'avait alimenté en personne avait été Santiago Carillo, à tel point que si un jour on arrivait à découvrir qu'il y avait un provocateur au bureau politique du PC d'Espagne, ce provocateur ne pouvait être que lui. Aujourd'hui, trente ans après, il n'y a rien eu qui m'ait démontré le contraire.

Comorera surpris d'une certaine manière de mes affirmations, je dus lui renouveler mon intime conviction : « *Vu ce que tu m'as dit, mon devoir est de te confier ce que je pense de tout ce procès.* » Pour sa part, conforté d'une certaine façon par mes affirmations, il me dit qu'il était décidé à y mettre fin et à aller jusqu'au bout, acceptant par avance les conséquences qui pourraient en résulter. Il me demanda si j'étais décidé à adhérer à sa position. Comme on peut le supposer, je lui dis oui sans hésiter, il me dit alors qu'il me tiendrait au courant avec les autres camarades.

Quelques jours après je retournai chez lui. J'y trouvai Miquel Valdes ex-secrétaire du PC de Catalogne quand il fusionna avec le PSUC. Des jours après, avec Augustin Cadetet Miquel Valdes, nous étions quatre, ce qui nous permit de convoquer une réunion plus formelle à laquelle, entre autres choses, fut décidé que j'aille exposer la situation aux camarades des différents départements français. Pour sa part, Comorera avait envoyé des circulaires par voie interne aux comités départementaux faisant connaître la situation créée par le bureau politique du PC d'Espagne.

Je commençai mon parcours par Lyon, Saint-Étienne, Dijon pour arriver à Marseille. Dans tous les endroits où je passais je rencontrais l'hostilité. Tous les comités départementaux avaient reçu les textes de conditionnement diffusés par les membres cooptés du secrétariat : Moix, Vidiella, Ardiaca, Margarida Abril, W. Colomer et Roman (Saradell). Je ne subis aucune agression physique, mais je fus insulté suivant la mode, d'être payé par Truman, tout un flot de calomnies qu'ils avaient travaillées avec quelques mois d'avance, à tel point qu'ensuite, réunissant des renseignements, je découvris que quelques-unes des visites que j'avais reçues à mon logement n'avaient pas été si fortuites qu'on pouvait le supposer, mais qu'elles avaient été faites à des fins d'instruction.

Le secrétaire du comité départemental du Gers, puis un autre comité départemental de Lyon étaient venus sans me donner les véritables motifs de leur visite. Avec la même naïveté, je les invitai à dîner pour l'un, ou j'offrai quelques biscuits et un verre de vin à l'autre, ou encore un café pour passer une heure ou deux à bavarder. Avec le temps, j'appris qu'en fait ces visites n'étaient pas aussi fortuites qu'elles pouvaient sembler, mais qu'elles étaient faites dans l'intention de me récupérer ; tant les uns que les autres s'en retournèrent comme ils étaient venus. Ce que je ne saurai jamais, ce sont les informations qu'ils devaient donner sur mon compte. Ce fut ainsi que l'unique comité départemental où je ne fus pas reçu avec hostilité fut celui de Saint-Étienne. Plus tard, je devais en trouver l'explication par une lettre que j'ai conservée des camarades Farreras et Ollier disant qu'ils avaient conclu un pacte d'entente qui coïncida avec mon arrivée dans cette ville.

Les contacts que j'eus avec les camarades de Lyon où je ne devais pas être reçu par les camarades du comité départemental mais par un autre qui, quand il fut informé de mon arrivée, vint me trouver et convoqua lui-même un groupe de six ou huit camarades qui se trouvaient déjà en marge de la vie du parti. Je réétudie pour la énième fois ce

qui se passait ; sans qu'il me faille le demander, ils rédigerent une résolution d'adhésion au camarade Comorera, mais pour ce qui concerne deux ou trois camarades qui avaient la responsabilité officielle au comité départemental, ils eurent plutôt une attitude hostile. En arrivant à Marseille je trouvai le camarade Sastre très ami de Valdès vu que ce dernier avait été le parrain d'une de ses filles, c'est-à-dire qu'encore qu'il n'y eut pas de liens de sang, il y avait une amitié très profonde. En le saluant, je lui donnai les bons souvenirs de Miquel Valdes, ce qui signifiait par la même occasion que nous étions du côté de Comorera, point très important vu le grand prestige d'honnêteté dont jouissait Miquel Valdès.

Après un accueil très correct, il me donna à lire un télégramme que m'avaient adressé les camarades de Paris, me demandant de revenir tout de suite. Je ne poursuivis donc pas le parcours que j'avais entrepris. Le motif de ce retour précipité fut que pendant les trois ou quatre jours où je voyageais, ils avaient adressé une lettre à Staline lui demandant son intervention dans la situation interne au PSUC, créée par le PC d'Espagne. Je leur dis que si je m'étais trouvé là au moment de décider d'écrire cette lettre je me serais opposé à la faire et encore plus à la transmettre, car j'étais convaincu que cette lettre n'aurait jamais de réponse ni non plus un effet quelconque, mais elle était déjà envoyée et c'étaient les camarades Comorera, Valdès, Marles, Granier Barrera qui l'avaient décidé.

Quelques jours après, j'entrepris un voyage en direction du nord de la Normandie où vivaient des camarades qui étaient tous d'Ulldemolins. Quand nous nous sommes réunis, ils m'ont montré une lettre de Wenceslau Colomer les avisant du texte ci-dessous, je vis plus tard qu'elle avait été envoyée aux quatre-vingts comités départementaux.

Paris le 31 août 1949

Chers camarades,

Par la présente, nous devons vous informer qu'en accord avec le secrétariat Evarist Massip n'est plus autorisé à parler en notre nom. Dès que vous pourrez le localiser, nous vous prions de lui indiquer de notre part qu'il retourne immédiatement à Paris et se mette en contact avec nous. D'autre part, suspendez tout envoi de correspondance, d'argent, aussi bien en ce qui concerne *Lluita* que pour le reste. à partir de la réception de la présente, faites-nous parvenir toutes les « affaires » par l'intermédiaire du PC d'Espagne. Nous vous enverrons de nouvelles adresses et précisions plus tard.

Donnez-nous aussi votre nouvelle adresse. Nous attendons de vous l'accomplissement de ces instructions pour le bien du parti, de ses principes idéologiques et organiques, c'est-à-dire du marxisme-léninisme-stalinisme.

Fraternellement

PS : L'adresse de l'expéditeur est purement circonstancielle dans le cas où des lettres s'égèreraient, vous ne devez pas vous en servir.

Lettre citée par Émile Barrera dans son livre *Una vida plena*

Les camarades de mon village qui me connaissaient en recevant une telle lettre se demandèrent si Massip n'était pas devenu fou, que peut-être il fallait le traiter avec précaution. Ils ne savaient pas ce qui s'était passé. Ils me reçurent familièrement, je ne me rendis compte de rien bien que je ressentie une espèce d'attitude étrange, espérant que peut-être je leur sortirais quelque bizarrerie. Bien que je leur aie donné le motif de ma visite, ils avaient été conditionnés par tout ce qui était dit à mon encontre face au parti.

Nous fûmes réunis bien tard, tentant d'expliquer ce que tant de fois j'avais expliqué durant tous ces mois, faisant valoir notre amitié et tout ce que nous avions fait ensemble comme ce que j'avais fait seul, mais nous étions en plein « maccarthysme de chasse aux sorcières » nous pensâmes que j'étais victime d'une tromperie ou de quelque aveuglement et que le plus sûr était que j'avais pris une mauvaise voie. Ils me donnaient des conseils pour que je réfléchisse, que je me rassérène et « *alors tu verras comme tu trouveras la bonne voie...* »

Durant ces mêmes jours, survint le procès de László Rajk en Hongrie et partout on voyait des Rajk et des « Rajkistes », comme disait Santiago Carillo. Lors d'un autre voyage que je fis en direction de Vierzon, je m'arrêtai à Orléans où j'avais quelques camarades connus, particulièrement ceux de l'Albagès avec lesquels j'avais organisé cette conférence du camarade Comorera en 1936 et qui étaient restés très amis. Là aussi je trouvais une foule de préventions, de conseils et de bonnes paroles. Cette situation devait mettre fin à ma résistance nerveuse, du fait de la déception provoquée par la réaction de ces camarades avec lesquels nous avions passé cinquante ans de toutes nos luttes petites, moyennes ou grandes et de me voir frustré de cette manière.

En revenant à Paris, je me trouvai de nouveau seul à la maison. Après réflexion, j'allai trouver le camarade Comorera pour qu'il ne compte plus sur mon soutien, j'étais en plein doute, comme un parasite sans cerveau et, avec ces doutes, je ne voulais plus bouger de chez moi. Le camarade Comorera me tranquillisa, m'expliquant que tout ce qui m'arrivait était le produit de la grande fatigue car on ne pouvait nier qu'avec tous les voyages et les réunions auxquels j'avais participé je me trouve dans cet état. Il me dit de me reposer mais je ne voulais pas m'en aller sans que Comorera accepte mon renoncement à coopérer avec lui comme je lui avais promis.

Je lui dis que je me faisais une obligation de lui parler loyalement et que c'était ainsi que je l'entendais.

Pendant cette période de voyages, un émissaire du secrétariat était venu me demander une entrevue. Je lui écris que j'étais à leur disposition. D'un autre côté, ils étaient informés par les divers comités départementaux des motifs de mes déplacements. Je me mis à leur disposition pour parler, ce qu'ils acceptèrent et nous nous sommes réunis sur la base de deux sessions. À la première je les informai de tout ce que je pensais, de

tout ce que j'avais vécu à Barcelone, comme aussi de ce dont m'avait informé le camarade Comorera, de ce que j'avais cru jusqu'à présent avec les raisons et les motifs de mes convictions, et par conséquent je considérais que Comorera avait raison. Tous ces exposés durèrent huit heures et demie et quand se termina la première session, Josep Moix, membre du secrétariat du PSUC me dit qu'après m'avoir écouté à la première session ce serait à leur tour à la prochaine. Je lui répondis : « *Je n'y manquerai pas.* »

Ce fut en prenant congé que Wenceslau Colomer me posa une question aussi insolite qu'intrigante : « *Écoute, pourquoi n'as-tu pas dormi chez toi cette nuit ?* » Pour moi, plus qu'une question c'était la révélation des doutes créés par mes voisins de logement qui m'avaient dit que, la nuit en question, à deux heures du matin étaient venus deux individus qui avaient frappé à ma porte, une visite qui pouvait laisser supposer un tas de choses mais rien de bon. Cette question en l'espace d'un dixième de seconde je compris. Ma réponse fut sèche, car j'entendais que j'avais encore le droit d'aller dormir là où je voulais. De plus je lui dis que la nuit à laquelle il faisait allusion j'avais dormi chez moi. De fait, il devait y avoir quelques minutes entre la visite de ces individus et mon arrivée. Nous avons donc pris congé avec la promesse que dans quelques jours ils me convoqueraient pour continuer la discussion. Ils me demandèrent de passer chaque jour à la rédaction de *Lluita* qui se trouvait sous la salle même où nous étions réunis, que j'y trouverais la convocation.

Comme on peut le supposer, je me rendis pendant huit jours à la rédaction sans rien trouver, alors s'ils veulent me contacter qu'ils envoient la convocation chez moi. Josep Moix me répondit en me demandant de lui faire un complément du rapport de la première session. Au lieu de ce qu'il demandait, je lui écrivis la lettre suivante.

Paris, 6 octobre 1949

Camarade Moix

Dix jours ont passé depuis que je t'ai remis, en présence du camarade Colomer, mon rapport, vingt autres depuis que je vous ai communiqué la deuxième partie en ta présence ainsi que de celle de Roman. Bien que j'estime vous avoir laissé le temps – si vous aviez voulu le faire – de me donner la réponse que vous m'aviez promise dans un délai de trois ou quatre jours, vous ne l'avez pas fait. J'en conclus de nouveau que se répète l'expérience ressentie à la suite des rapports que j'avais faits lors de mon passage clandestin en Catalogne à la demande du parti : le premier daté du 7 juillet 1946, le second du 23 mars de cette année. Par ailleurs je ne crois pas que pas que l'on puisse me taxer d'impatience puisqu'en fait ça n'est pas depuis dix ou vingt jours mais bien depuis trois ou quatre mois que j'attends une réponse. Devant tout cela, j'ai décidé de vous faire les remarques suivantes :

Premièrement : j'ai porté à votre connaissance les raisons pour lesquelles j'ai offert ma collaboration au

secrétaire général du parti dans l'accomplissement du plan qu'il m'avait proposé. J'ai aussi exposé les raisons pour lesquelles j'ai cessé cette collaboration.

Deuxièmement : je vous ai aussi informé sur mes doutes concernant la fermeté sur laquelle s'appuyaient mes convictions quant au problème que le camarade Joan Comorera avait exposé au parti. J'ai mis en doute l'objectivité de l'information que je venais de recevoir de sa part. J'éprouvais le besoin d'avoir une vision exacte des problèmes qui avaient secoué la vie du parti et je voulais avoir un entretien avec vous en même temps que je retirais ma collaboration auprès du camarade Comorera.

Troisièmement : à votre demande, après mon rapport oral, j'ai accepté votre résolution concernant l'attitude du camarade Joan Comorera. C'est évident que j'aurais pu ne pas le faire, je pouvais me réserver le droit de le faire seulement après en avoir discuté. Ce que nous avons fait jusqu'à présent ne peut être qualifié de discussions, ce serait plutôt un monologue puisque je le répète, de votre part vous ne m'avez rien dit. Si je ne l'ai pas fait ce n'est pas de votre faute mais de la mienne. Il est évident cependant que la moindre des corrections en politique comme des règles élémentaires de respect envers un militant vous obligeait à ne pas me demander d'accepter votre résolution sans me donner au préalable une réponse à mes exposés.

Cela vous ne l'avez pas fait, ce n'est pas de ma faute mais bien de la vôtre. Dans ce cas élémentaire entre votre faute et la mienne, la vôtre est infiniment plus grande, car celui qui se trouve à un niveau plus élevé est le premier qui se doit de donner l'exemple de correction et de respect envers celui qui se trouve à un niveau plus bas. Cette règle à mon sens est encore plus valable quand il s'agit des problèmes internes du parti. Si de votre côté vous ne m'avez pas contraint – vous vous en êtes bien gardé tout en me le faisant remarquer avec insistance –, je dois dire cependant pour ma part que j'ai voulu éviter tout ce qui pouvait apparaître comme un préalable au dialogue, éviter tout ce qui pouvait faire obstacle à la discussion. Je vous ai même dit que s'il fallait sacrifier ce que j'entendais être ma raison personnelle au bénéfice du parti, j'étais disposé à le faire. J'attendais en contrepartie vos explications, ce que vous n'avez pas fait. Vous devez en connaître les raisons.

Eh bien ! J'attendais que me soit démontrée comme fausse l'idée d'une conspiration pour liquider le PSUC que m'avait exposée le secrétaire général et que j'avais admise comme objective. Vous ne l'avez pas fait.

J'attendais votre information que m'avait fournie le camarade Joan Comorera considérant que sa mise à l'écart en tant que membre du bureau politique du Parti communiste d'Espagne n'était pas fondée. Vous ne l'avez pas fait.

J'attendais votre démonstration prouvant que le camarade Joan Comorera avait cessé d'être fidèle aux principes du marxisme-léninisme-stalinisme de notre parti, à la lutte anti-franquiste pour la république démocratique, à l'Union soviétique, aux démocraties populaires et au mouvement ouvrier international. Vous ne l'avez pas fait.

J'espérais avoir des preuves de votre part concernant la responsabilité de tout ce qui s'est passé (hormis l'affaire Canals-Soliva) confirmant le fait qu'aucun autre membre de la direction du parti démis par le secrétaire général n'y était impliqué. Vous ne l'avez pas fait.

Je désirais que vous me disiez qu'il n'était pas vrai que l'édition du *Manifeste communiste* (en catalan) destinée à l'intérieur du pays avait été brûlée et que l'on avait retiré de l'édition « *les lettres ouvertes* » adressée à Navarre, Costabella et aux cénétistes de Barcelone. Vous ne l'avez pas fait.

Je désirais une explication, malgré ces trois années écoulées, sans une seule réponse à propos de mes rapports sur mon passage de près d'un an en Catalogne. Vous ne l'avez pas fait.

Je désirais enfin que vous me démontriez qu'il n'y a pas eu de provocation de la part de qui que ce soit sur les difficultés que j'ai eues à regrouper ma famille. Vous ne l'avez pas fait.

J'en conclus que votre silence est le silence de ceux qui ont tort, par conséquent les informations qui m'ont été fournies par le secrétariat général ainsi que les interrogations sur ce qui s'est passé en Catalogne dans le parti sont absolument fondées. Pour toutes ces raisons, je vous dis qu'à partir de maintenant je me considère délié de toutes les obligations pour m'expliquer sur tous ces problèmes avec tous les camarades qui m'en donneront l'occasion sans que de votre côté vous puissiez qualifier cela de travail fractionnel. C'est une exigence que me dictent autant mon devoir que l'honnêteté en tant que militant communiste du PSUC, petit frère du PC d'Espagne.

Avant d'en finir, je tiens à vous dire que j'ai tenu parole sur ce que vous m'aviez demandé. Pendant toutes ces semaines, je n'ai eu aucun contact ni direct ni indirect avec le camarade Joan Comorera.

Devant les faits qui motivent cette lettre j'ai acquis la certitude qu'en déclarant périmée l'ancienne direction du parti, en prenant des mesures à l'encontre de certains membres qui en faisaient partie, en adoptant et soutenant cette attitude, Joan Comorera a agi comme il se doit, comme c'était son devoir et son honneur de secrétaire général du PSUC.

Salutations communistes

Evarist Massip

Cela représentait pour moi plus de vingt ans de militantisme que je portais au cœur et dans ma tête. À ce moment-là, je me suis trouvé plus seul que jamais sans oser en parler à personne. C'est alors que je compris comme je ne l'avais jamais admis auparavant l'héroïsme de tous ceux qui préfèrent se faire fusiller plutôt que de capituler. Ma décision était prise avec la lettre que je venais de leur poster, écrite depuis quelques jours. Je peux affirmer que, depuis lors, je n'ai plus eu de contact avec les membres cooptés du secrétariat.

MANŒUVRE D'INTÉGRATION DU PSUC AU PC D'ESPAGNE

Comme expliqué plus haut, après notre guerre furent convoquées à Moscou les délégations des deux partis avec d'éminents dirigeants de l'Internationale communiste. Ce devait être là que le PSUC fut érigé comme section catalane de l'Internationale communiste, ce qui ne fut jamais accepté par le bureau politique du PC d'Espagne.

Cette adhésion mit en évidence le centralisme du PC d'Espagne qui n'avait rien à voir avec les différentes stratégies du communisme en Espagne et sur le plan international. De la part du comité exécutif comme du camarade Comorera, il y eut toujours la préoccupation d'ajuster et de maintenir le caractère particulier de nos documents, tout en ajustant la stratégie du PSUC à la stratégie générale du PC d'Espagne.

Le camarade Comorera avait une formule selon laquelle la classe ouvrière est la colonne vertébrale de la nation. Dans une de nos publications *Retour du Chili* nous avons fait usage de cette formule alors qui fonctionnait déjà : « la Junte suprême d'Union nationale ». Le délégué du PC d'Espagne au Chili, le célèbre Guardiola, me dit : « *Tant que vous continuerez à affirmer que la classe ouvrière est la colonne vertébrale de la nation, vous n'irez guère loin dans la politique d'Union nationale.* »

Quelques années plus tard, on célébrait déjà le traditionnel anniversaire de la fondation du PSUC de Catalogne dans tous les comités départementaux. La direction du parti désignait toujours quelqu'un de ses membres aux comités les plus importants, on déplaçait un camarade considéré comme apte pour aller à tel lieu ou tel autre, de manière que chaque année on avait l'occasion d'inviter des représentants des différentes tendances politiques, ce qui lui donnait un caractère de fête : on organisait un goûter, on dansait des sardanes en toute modestie et simplicité, chaque comité départemental y donnait la physionomie qu'il avait à cœur.

L'été de 1949, j'avais la correspondance de la moitié des départements français, là au mois de mai-juin je commençai à recevoir des propositions des camarades des différents comités départementaux nous demandant que quelques camarades du comité exécutif y aillent pour célébrer l'anniversaire du parti. Quand nous nous sommes réunis avec Colomer, je lui posai la question. Il me répondit que cette année on ne célébrerait pas l'anniversaire, que si les comités départementaux voulaient le faire qu'ils utilisent leurs propres moyens. Pour ma part, je répondis dans ce sens et la chose en resta là. Quelques mois plus tard, à la mi-août, le camarade Comorera dut aller voir son médecin, un médecin qui resta de notre côté, le docteur Turrubia installé à Toulouse ; profitant de ce voyage, il emporta un document pour le remettre en main propre à celui qui était alors le président de la Généralité, Josep Iarradellas, qui vivait dans la région de Saint-Raphaël.

En retournant à Toulouse, après l'entrevue qu'il avait eue avec le président, il alla chez le camarade Turrubia qui lui prescrivit un traitement sous sa surveillance

durant quelques mois. Il put s'installer dans un chalet aux environs de Toulouse avec l'intention de suivre ce traitement. Entre-temps, il avait laissé son remplaçant pour les affaires du PSUC à Paris, le camarade Moix. Au bout de quelques jours après le début du traitement, Comorera reçut la visite de Moix pour lui dire qu'ils avaient décidé d'aller à la célébration de l'anniversaire du PSUC dans un meeting qui aurait lieu à Toulouse.

Tant par la manière dont se présentait l'événement que par la précipitation qu'on lui donnait, ce fut pour Comorera une surprise désagréable pour la simple raison qu'elle mettait en évidence le désaccord au sein de la direction du parti, vu que Colomer de son côté n'était pas partisan de cette célébration cette année.

En demandant à Moix certaines explications, ce dernier lui répondit que cette décision de célébrer l'anniversaire du PSUC avait été prise par le bureau politique du PC d'Espagne et qu'il ne s'opposait pas à cette décision. Le camarade Comorera dut dire à Moix qu'il y réfléchisse bien car la direction du parti ne savait ce qui pourrait se dire dans ce meeting. Malgré toutes les objections faites par Comorera, Moix s'en retourna à Paris décidé à tenir la réunion, ce qui obligea Comorera à abandonner le traitement qu'il avait commencé pour se rendre à Paris.

En retournant chez lui, Comorera convoqua Moix, Vidiella, Colomer. Ni Ardiaca, ni Roman (Sarradell), ni Margarida Abril ne furent convoqués. À cette réunion furent exposés tous les arguments concernant la situation créée par le bureau politique du PC d'Espagne sans qu'il puisse les dissuader de tenir ce meeting et il alla à Toulouse à cette célébration. Le lendemain, Comorera alla à la rédaction de *Lluita* pour se charger du périodique et fit que l'éditorial de ce numéro (220 - 31 août 1949) publie l'acte de dissolution de l'Internationale communiste, qui portait les signatures des représentants du PC d'Espagne et du PSUC comme témoignage confirmant le fait historique selon lequel le PSUC avait été élevé à la catégorie de section à part entière, comme les autres sections qui avaient formé l'Internationale communiste, vu qu'on avait toujours fait courir le bruit que ce n'était pas la vérité.

Ce numéro de *Lluita* fut édité, mais les quatre membres cooptés du secrétariat arrivèrent à temps du meeting de Toulouse pour saisir le journal, empêchant en conséquence sa destination habituelle. Heureusement, il me resta quelques exemplaires que je pus conserver et transmettre à temps aux archives de Barcelone. À partir de ce moment, Comorera décida de convoquer douze ou quatorze camarades pour former ce qui se nomma le Comité exécutif provisoire, prenant en compte que, tôt ou tard, quand se tiendrait le congrès en Catalogne le comité exécutif serait formé avec un caractère légal et définitif.

Une fois pris le contrôle de *Lluita*, les éléments du secrétariat publièrent les exclusions des différents camarades les plus connus, d'autres qui n'eurent pas cet « honneur » s'étaient déclarés hors du parti d'eux-mêmes. Malgré tout, il y eut Miquel Valdès et Josep Marles, qui étaient deux figures bien représentatives du PSUC, mais au premier comité exécutif qui fut convoqué et qui s'appela le plenum d'Anvers, Comorera resta seul.

Il y eut aussi les adhésions spontanées des camarades d'Amérique latine, dont je peux citer Bertrand Suria, membre du comité central du PSUC, Muni également membre du CC, qui plus tard devaient se rétracter. En ce sens, nous vécûmes un drame très douloureux puisqu'il y eut des camarades comme le secrétaire départemental de Paris, un certain Martorell, qui avec Valdès et moi-même sont allés trouver Comorera ; il nous invita chez lui car il était informé point par point de l'évolution de la situation.

Il s'agissait d'un homme encore jeune. Martorell, en larmes, embrassa Comorera, lui disant qu'à partir de ce moment il était de son côté. Il y eut le cas d'un nommé Peidro qui s'informa des faits par les publications de l'ex-secrétariat ; je ne sais où il se trouvait, mais il alla trouver Comorera chez lui pour lui dire qu'il se mettait de son côté. Quelques mois plus tard, ces sentiments si passionnés s'estompèrent.

NOTRE POLITIQUE POUR LA CATALOGNE

À cette réunion où devait se former cet embryon de comité exécutif provisoire, le camarade Comorera devait donner la nouvelle orientation de la politique pour l'intérieur. Un des points principaux consista à affirmer qu'une part importante de la direction du parti devait aller à l'intérieur et quand il parlait de la direction, il parlait de lui-même. Ce point fut approuvé et à partir de ce moment commencèrent les préparatifs pour le départ du camarade Comorera à Barcelone. Tout en étant approuvée, cette décision devait provoquer un autre drame.

Quand nous avons établi les contacts nécessaires pour le trajet et l'arrivée à Barcelone, nous découvrîmes qu'il y en avait qui s'étaient renseignés sur notre décision sans qu'ils aient aucune raison de le savoir. S'il y avait eu délation, cela aurait été par l'épouse de Louis Mas. Le camarade Miquel Valdès, qui vivait dans le même hôtel, alla la trouver ; sur le moment, elle lui donna une excuse due à la légèreté des femmes, sans plus de gravité, chose à laquelle il ne nous resta plus d'autre solution que de fermer les yeux et de continuer les préparatifs.

Mas et Parramon étaient chargés d'aller installer Rosa Santacana, épouse de Comorera, à Barcelone. Parramon resta à Barcelone avec beaucoup d'argent pour trouver un logement pour le ménage Comorera. Au bout de quelques jours, nous prîmes le même chemin, Mas, Comorera et moi, pour nous rendre à Barcelone. En arrivant au Pas de la Casa, il y avait un poste de douane au bas de la station de L'Hospitalet, où nous avons dû passer séparément. Passant le premier, Comorera montra ses papiers et ils le laissèrent passer, ensuite Mas put aussi passer, mais, à mon passage, ils me demandèrent ma carte de travail, que je n'avais pas. Ils m'arrêtèrent, mais les deux autres purent monter dans l'autocar qui devait les conduire en Andorre. Moi, ils m'emmenèrent à leur caserne, où je dus rester presque une heure, répondant à leurs questions du mieux que je pus. Ce qui me sauva fut que je portais un récépissé d'une demande de carte de travail que

j'avais faite comme rédacteur de *Lluita*, justificatif qui me servit face aux gendarmes. Ils me laissèrent passer. Me trouvant seul à L'Hospitalet, il ne me resta d'autre solution que de prendre le chemin du Pas de la Casa, 16 km à pied car c'était là où nous devions retrouver le guide.

Quand j'arrivais en vue du Pas de la Casa, le chemin était désert, je pris une montée sur la gauche, car Mas devait nous faire suivre un itinéraire dérobé qui permette à Comorera et à moi de passer le plus discrètement possible. Nous prîmes un chemin quelques mètres avant la douane traversant un ruisseau pour passer de l'autre côté et entrer par la partie haute du Pas de la Casa, où il y avait le refuge du camarade Ramon Capdevila. Un peu perdu, je m'approchais de la côte, ce qui me permit de voir Mas au sommet d'un rocher, me faisant des signes avec la main. Je descendis alors jusqu'au ruisseau pour remonter et entrer chez Capdevila, où Mas me dit que Comorera s'était retiré pour se reposer dans une chambre.

Quelques minutes plus tard apparut Capdevila, qui revenait de chercher du bois en forêt, se pressant parce qu'il avait appris en chemin que Comorera était chez lui. Cette précipitation m'inquiéta un peu. Comment avait-il pu savoir que Comorera était chez lui s'il venait de la forêt ? Il voulait voir Comorera coûte que coûte. Je le tranquillisisai en lui disant que jusqu'à ce que nous trouvions le guide, il lui restait un bon moment pour pouvoir le saluer.

Que s'était-il passé ? Il y eut non une, mais plusieurs erreurs. Premièrement, Mas ne fit pas descendre Comorera au lieu indiqué, mais devant la douane même. Avant de les laisser passer en Andorre, les douaniers – c'était une règle – leur retint leurs papiers en les laissant aller directement au refuge chez Capdevila. Devant, il y avait un commerce géré par un certain Garcia, dont nous apprîmes plus tard qu'il était déjà informé de notre arrivée en Andorre. Quand il vit que celui qu'il supposait être Comorera entra au refuge de Capdevila, il s'en fut voir les douaniers qui lui montrèrent les papiers des deux personnes qui venaient d'entrer – quand il s'agit d'avoir des soupçons envers certains de liens avec la police, nous avions là une bonne démonstration. Garcia eut alors la preuve que Comorera se trouvait chez Capdevila.

Pendant que nous attendions le guide, Capdevila nous servit le souper. Après un moment de bavardage, le guide arriva en taxi ; il devait nous conduire en Catalogne. Nous sortîmes et traversâmes toute l'Andorre jusqu'à Saint-Julia-de-Loria en pleine nuit, sans contact avec personne. Nous avons entrepris de marcher en direction de la montagne sur quatre ou cinq kilomètres de montée, jusqu'à un mas que connaissait le guide et où il nous installa.

Comorera, avec ses problèmes de vue, ne voyait presque pas et deux ou trois fois nous dûmes le soutenir parce qu'il se plaignait. Dans ce mas, nous avons trouvé une femme qui nous a installés dans une grange pour dormir. Nous avons mangé un peu, puis dormi. Cette tentative se déroula la nuit du 5 octobre 1950 et nous avons passé la journée du 6 au mas, car

nous projections de passer la frontière le 7 octobre. Mais Mas, à trois heures de l'après-midi, voulut descendre en Andorre ; de retour, il nous dit : « *Dans toute l'Andorre s'est répandue la nouvelle de notre présence, tout le monde le sait* ».

Notre question fut : comment avait pu se répandre la nouvelle ? Et il me vint un sursaut défensif : nous avions été dénoncés et nous nous trouvions dans un cul-de-sac. Ma réaction fut si forte que, m'adressant à Comorera qui, quelques instants plus tôt, m'avait dit : « *Une autre journée historique* », la comparant au 6 octobre 1934, je lui répondis qu'en effet l'histoire avait de ces ironies : « *Joan, maintenant, en ce moment même, prenons le chemin de retour en France, nous ne pouvons pas rester ici. Mais en France et bien à l'intérieur, et nous le ferons publiquement pour que tout le monde voie que nous nous en retournons* ». Comorera me regarda et me dit : « *Bougre, quelle idée as-tu, mon garçon !* ». Je dus me ressaisir pour lui répondre que, quelle que soit son idée, maintenant nous devions retourner en France. Il réfléchit, se tordit le cou – il y eut des camarades pour s'étonner –, mais je l'ai convaincu. Nous reprîmes le chemin de retour vers Saint-Julia et allâmes prendre un café dans un bar pour prendre congé, en disant à tous ceux qui voulaient nous entendre que nous retournions en France.

À Saint-Julia, nous prîmes un taxi qui nous mena à Andorre-la-Vieille pour rendre visite à un ami qui y tenait un hôtel et avec le même taxi nous prîmes le chemin du Pas de la Casa. Nous allâmes de nouveau souper chez Capdevila, où nous passâmes la deuxième nuit en lui disant que nous retournions en France. Je ne me rappelle pas si nous avons finalement dit à Capdevila que nous avions l'intention d'aller à Barcelone ; cet homme très discret ne nous demanda rien et le lendemain matin, nous prîmes l'autocar – après avoir récupéré les papiers à la douane – qui nous conduisit à Ax-les-Thermes. Quand nous fûmes arrivés, je me sentis en sécurité.

Au soir de ce même jour, nous prenions le train pour Paris. De passage à Caussade, Comorera resta à la résidence d'un camarade et ami, Valenti Lavall.

Nous rentrions avec l'intention de poser à nouveau le problème aux camarades du comité exécutif de Paris et, au bout d'une semaine, réitérions notre proposition d'aller à Barcelone. Une fois à Paris, les camarades du comité exécutif provisoire furent d'un avis contraire. Ils considérèrent que pour le moment il valait mieux renoncer et demander à Comorera de revenir à Paris. Cette décision nous obligea à faire le voyage à Caussade, vu que Comorera devait nous y attendre le jour suivant pour prendre le train en direction opposée et retourner en Andorre.

En effet, il nous attendait là. Quand il fut monté dans le train, nous avons continué le voyage, Mas, Comorera et moi, jusqu'à Montauban et, à la gare suivante, nous descendîmes et allâmes au bar pour lui expliquer le changement de programme : au lieu de continuer en direction d'Andorre, nous retournerions à Paris. Comorera se rebella, mais se soumit avec fierté à notre accord tout en s'exclamant : « *Je l'accepte, mais je proteste !* ». Ici même, nous attendîmes le train qui retournait à Paris. Il avait déjà libéré son logement,

je l'invitai à venir chez nous, ce qu'il refusa. Il allait dormir à l'hôtel, mais pour ce qui est des vêtements et des frais, Ramona s'en chargea – cela ne faisait pas un an qu'elle était revenue du Chili avec la famille. L'abandon du logement que nous avions dû laisser rue Simart coïncida avec le départ de Comorera à Barcelone. En quittant son logement, il nous le céda ; nous dûmes en parler à la concierge et nous avons pu aller y vivre avec la famille.

Quelques semaines après, nous commençâmes les démarches pour le second départ à Barcelone par un autre moyen, vu que, alors même que nous étions partis de chez Capdevila le matin, dès l'après-midi la garde civile de la Seu d'Urgell était venue à la recherche de Comorera. Tout démontrait que nous avions bien été découverts et dénoncés.

Le camarade Comorera avait donné de l'argent à Mas pour aller acheter les billets du voyage, quand arriva le camarade Talarn, coiffeur, pour nous couper les cheveux, vu que notre projet était de partir le soir même. Pendant qu'il me coupait les cheveux, il me demanda : *« Écoute, Massip, il y a des choses que je ne comprends pas, ce camarade habitait le même hôtel que Lluís Mas, Miquel Valdès, Grenier Barrera et Agustí Cid, tous ces camarades dans le même hôtel. Pourquoi aurais-je dû savoir que ce soir vous partiez pour Barcelone ? »*.

Sur le moment, je ne sus que lui répondre, parce que, comme d'habitude, Talarn en avait été informé par la femme de Mas et, comme c'est l'évidence, la femme de Mas le savait par Mas lui-même. Je tâchais de ne pas y attacher d'importance et de me rassurer en lui disant que je n'en faisais guère cas. Mais il s'agissait d'un vieux résistant communiste, qui avait été dans les camps d'extermination nazis (il mourut à Reus en 1975) et savait parfaitement ce qu'une telle fuite pouvait signifier. Quand il eut fini de me couper les cheveux, je récapitulais la situation. J'arrivais à la conclusion que d'ici on ne pouvait plus passer. Je me levais pour aller trouver Comorera, qui était dans la chambre à côté avec Mas et je lui dis : *« Je dois te dire que je ne me sens pas assez en confiance pour entreprendre le voyage à Barcelone, alors que nous sommes à nouveau découverts avant de sortir de chez nous »*. Je me tournais vers Mas pour lui dire : *« Nous sommes découverts par ta faute »*. Mas n'eut pas d'autre réaction que de se lever et, comme un éclair, ouvrit la porte, fit un saut et s'enfuit. Je ne le revis plus. En traversant la salle à manger, il frôla du coude Ramona et lui dit : *« Rien, limace ! »*. Je ne sais ce qu'il pouvait penser, mais les faits se sont déroulés ainsi.

Une autre fois, Comorera se dit désolé, mais, contre mon avis, bouleversa le scénario à tel point qu'il me faisait peine d'avoir tant d'illusions. Pour tenter de clarifier les choses comme elles s'étaient réellement passées, je dus lui expliquer en lui donnant toutes sortes de détails sur la façon dont tout était arrivé. En lui donnant en outre la garantie qu'à partir de son installation à Barcelone je me chargerais de tout. Il me demanda comment je m'y prendrais. Je lui demandais de me donner les lieux de nos contacts. Je dus convaincre Ramona du motif de mon départ.

Vingt-quatre heures après, je rencontrais le guide qui m'accompagna jusqu'à Barcelone. Là, je devais trouver Parramon, envoyé avec beaucoup d'argent pour trouver un appartement, ce qu'il n'avait pas fait. Je dus m'appuyer de nouveau sur ma famille ainsi que sur de vieux amis et coopérateurs (Célestine, Martí Salvat) avec qui nous nous sommes organisés de sorte qu'à son arrivée le camarade Comorera ait un lieu où aller, car Rose, sa femme, était allée chez des amis.

Pendant ce temps et en attendant mon retour, Comorera était allé chez les beaux-parents de Granier à Saillagouse. De là, il me communiqua l'endroit à Barcelone où je le trouverais une fois que tout serait au point.

À Saillagouse, nous avons passé deux jours et avons eu le temps de voir en détail comment la situation était devenue à Barcelone. Durant ces journées, Comorera s'était laissé pousser la barbe pour faire des photos d'identité pendant que nous attendions que les camarades de Barcelone nous communiquent la venue des guides pour l'accompagner à un endroit qui n'était autre que chez un de mes parents. Parramon était parti avec l'argent, je ne le revis plus jamais.

Après avoir informé Comorera de ma mission à Barcelone, je retournais à Paris et lui resta à Saillagouse. Quand tout fut au point, j'allais de nouveau le trouver et nous allâmes à un village à côté de Bourg-Madame et de Puigcerda. Là, nous avons trouvé les guides qui venaient le chercher. Cette soirée du 30 décembre 1950 dans les Pyrénées, la neige nous arrivait aux genoux. Avec les allées et venues que nous avons faites, nous avons dû descendre plusieurs fois de voiture pour la sortir d'une congère, mille et une péripéties jusqu'à ce que nous arrivions à une petite maison où vinrent nous trouver les guides dans l'après-midi du 31 décembre 1950.

Nous avons emprunté un chemin proche de Puigcerda et cela faisait un moment que nous marchions quand les guides remarquèrent les chaussures que portait Comorera. On peut dire que c'étaient des chaussures en « papier de cigarette » ; les guides lui demandèrent s'il voulait vraiment les suivre avec ces chaussures ? Lui répondit qu'il n'en avait pas d'autres. Je portais des bottes que Ramona m'avait envoyées du Chili, bonnes et solides, je les lui proposais, il les essaya. Nous nous sommes assis comme nous avons pu sur la neige et nous avons changé de chaussures. Comorera put continuer son chemin avec les guides et moi, je m'en retournai à Paris.

Au bout de quelques jours, nous recevions un communiqué annonçant qu'il était bien arrivé et qu'il était logé chez des parents à moi au numéro 10 de la rue d'Argentera-de-Vallcarca en attendant de trouver un lieu plus commode et accessible pour s'installer avec sa femme et commencer à travailler. La Grande Encyclopédie catalane porte une note erronée selon laquelle la date de passage de Comorera en Catalogne fut avril 1951. Cette date est celle où il dut s'installer, plus tard, à Ripoll pour des raisons de sécurité dont j'aurai l'occasion de parler plus loin.

UNE NOUVELLE CRISE APRÈS L'ARRIVÉE DE COMORERA À BARCELONE

Un autre aspect qu'il me reste à expliquer fut ce que le camarade Joseph Marles avait fait du comité central du PSUC pendant la guerre. Invité à être membre du comité exécutif provisoire après la crise, il avait assisté à toutes les réunions depuis le début, mais une coïncidence se produisit : il dut être transféré à Perpignan durant une période. Bien que ce fût son frère Joaquim qui assistait aux réunions du comité exécutif provisoire, Joseph Marles était informé en détail de tout ce qui se décidait dans nos réunions.

En recevant la confirmation de l'arrivée en toute sécurité de Comorera à Barcelone grâce à ses photos d'identité avec la barbe, j'emportais les autres photos car il n'en avait pas besoin d'autre. Je fis des lettres à chacun des camarades du comité exécutif provisoire et leur dis avec une certaine satisfaction le succès du voyage à Barcelone. Joaquim Marles manifesta alors des réserves tout en nous disant qu'il valait mieux que les choses se soient passées de cette manière. Cette observation me sembla suspecte. Aux réunions qui suivirent chaque semaine, j'observais de sa part ou un refus, un soupçon ou une réserve. Peu à peu, je vis qu'il ne réagissait pas avec le même enthousiasme que les autres camarades du comité exécutif provisoire. Y assistait aussi en tant que membre du comité exécutif provisoire un certain Escudero, qui s'entendait bien avec les deux frères Marles.

Après la fuite de Mas et de Parramon avec l'argent, maintenant l'attitude d'Escudero et des frères Marles, tout contribuait à nous démoraliser. Malgré tout, nous avons surmonté ces difficultés et affirmé nos positions. De fait, cette crise n'avait pas été comme les crises antérieures et, avec les autres camarades, nous en avons conclu que cela ne méritait pas qu'on en fasse de la publicité ; nous ne publiâmes par conséquent aucune explication sur ces affaires.

Quand Joan Comorera fut bien installé en un lieu que lui-même considéra comme sûr, je fus autorisé à rendre publique dans le parti sa présence à Barcelone. Mais à lire toute la presse comme toutes les informations du bureau politique du PC d'Espagne, on pouvait penser que la trace de Comorera s'était perdue. Alors, ils faisaient toutes sortes d'hypothèses, des plus fantaisistes jusqu'aux calomnies ; il aurait disparu par peur, parce que pieds et mains liés avec la police et que celle-ci le protégeait pour qu'on ne lui fasse pas « justice ». Toujours avec les hypothèses les plus obscures, ils mettaient en garde les gens de bonne foi, jusqu'à une incitation publique à l'attentat contre sa personne, une annonce qu'ils devaient publier en trois langues, catalan, castillan et français : « NOUS DÉNONÇONS... ». La preuve des intentions que mettait en pratique le bureau politique du PC d'Espagne.

Cette situation prit de telles dimensions qu'elles finirent par faire peur aux propriétaires de la maison où était logé le couple Comorera, car ils étaient arrivés à l'identifier. Ces bonnes gens allèrent les trouver pour leur dire que les noms qu'ils avaient déclarés pour

payer leur loyer n'étaient pas les leurs, mais qu'ils étaient bien Comorera et son épouse.

De la meilleure manière possible, ils leur dirent qu'ils ne pouvaient plus rester chez eux, qu'il ne leur serait fait aucun mal, mais qu'ils devaient s'en aller. De nouveau, nous dûmes nous mettre en contact avec notre camarade pour lui expliquer la situation créée et ce fut alors que notre camarade sur place décida de les sortir tous deux de Barcelone et de les installer provisoirement à Rippol.

On nous fit savoir alors la nécessité d'acheter un appartement pour lequel on demandait 25 000 pesetas, mais nous n'avions pas cette somme. Nous leur envoyions chaque semaine mille, deux ou trois mille pesetas, c'était tout ce que nous pouvions faire. Cependant, grâce à l'attention que j'eus toujours pour mes relations d'amitié, je contactai le président Aguirre, du gouvernement basque en exil, car nous ne pouvions pas encore compter sur le soutien du futur président de la Généralité de Catalogne, Josep Tarradellas, avec lequel nous nous étions affrontés. Le PSUC avait fait une campagne absurde avec des articles de Comorera, soulevant des questions à caractère personnel et nous étions arrivés à une situation plutôt tendue.

Par deux fois, je suis allé trouver le président Aguirre et suis entré en contact avec son homme de confiance, l'ami Insausti, qui se mit en contact avec son délégué à Barcelone, lui-même donna des instructions pour que cela se fasse.

Je me chargeai de contacter le camarade Comorera pour qu'il aille trouver cet ami basque ; ils se munirent chacun d'un exemplaire de la photographie que j'avais de Ramona et moi, j'en donnais une à l'ami Insausti pour son délégué à Barcelone et l'autre fut envoyée à Comorera, en lui donnant toutes les indications du lieu où ils devaient se retrouver, avec un signal de reconnaissance communiqué simultanément aux deux parties. Le contact eut lieu parfaitement.

Un nouvel appartement put être acheté et le camarade Comorera put revenir à Barcelone. De notre côté, nous nous étions engagé à leur donner la somme nécessaire. Nous avions deux camarades au Mexique, Eusebi Rodriguez Salas et Sendra qui récoltaient de l'argent et qui nous le faisaient parvenir par l'intermédiaire d'un autre délégué basque, nommé Galindez, qui fut assassiné par la suite. Cet ami, avec l'accord de son président, donnait l'argent à Georges Simenon, le célèbre écrivain, et par son intermédiaire l'argent transita jusqu'à Barcelone par un autre de nos amis Canyamères. Par ce moyen, nous arrivâmes à établir une chaîne qui fonctionna sans encombre.

Ainsi, Comorera put publier vingt-six numéros du bulletin *Treball*. Il put tenir diverses réunions avec d'anciens militants et aussi un prêtre, un de ces prêtres libéraux qui se comportèrent très bien. Ce fut grâce à ce prêtre que nous pûmes quelques années plus tard obtenir le numéro de la tombe de Comorera au cimetière de Burgos.

Si Comorera arriva à Barcelone les premiers jours de janvier 1951, il ne put commencer à publier ce bulletin qu'au mois de janvier 1952. Il fut arrêté en juin 1954 et si on prend en compte qu'il publiait un numéro chaque mois, cela nous donne vingt-cinq numéros de *Treball*

publiés, dont il nous envoyait un exemplaire que nous rééditions chez nous, à Noisy-le-Grand, accompagné de quelques articles écrits par nous.

Comorera était arrivé à reconstituer une petite structure qui se trouva disloquée lors de son arrestation et de son emprisonnement.

CERTAINES VERSIONS À PROPOS DE L'ARRESTATION DE JOAN COMORERA

La police put obtenir certaines informations qui pouvaient être vraies et qui se révélèrent comme des indices probables. Il apparaît qu'elle avait localisé les allées et venues de son épouse car c'était elle qui déposait les exemplaires de *Treball* dans les boîtes aux lettres de la ville. Ils la suivirent jusqu'à la maison d'où elle entra et sortait, là où ils vivaient. Un beau jour, avec les moyens d'informations que possède la police, directs ou indirects, ils furent localisés avec certitude. Quand deux plombiers se présentèrent pour réviser la canalisation de gaz de leur logement et bloquèrent la porte une fois dans la maison, ils furent arrêtés.

C'est la version que nous donna Rosa quand elle vint à Paris. Ce qu'on ne comprenait pas, c'est pourquoi la police attendit que Rosa rentre chez elle alors qu'ils savaient qui y habitait. Mais ce qui me préoccupa avant tout, ce fut le contact avec lequel je communiquais, il fallait savoir si l'arrestation était de son fait. Par chance, nous sûmes que ce circuit était resté totalement intact.

L'unique arrestation qui s'en suivit fut celle de Canyameres, libraire alors et écrivain, par lequel Georges Simenon faisait parvenir notre argent à Comorera. Cette arrestation l'affecta beaucoup et il tomba malade. Il mourut il y a trois ou quatre ans ; nous lui avons toujours été reconnaissant de son geste : il s'appelait Ferran Canyameres.

Quand la police entra dans l'appartement, elle recherchait Comorera, mais se trouva en face d'un certain Planes. Les policiers lui demandèrent la confirmation de son identité. Comorera ne résista pas et déclina sa véritable identité. Il faut savoir qu'il avait déjà soixante ans. La tension nerveuse qui nous aide à résister quand on est jeune s'effrite passé un certain âge.

Ils le gardèrent enfermé quelques jours au commissariat et ensuite le transférèrent à la prison Modelo de Barcelone dans une petite cellule. Sa détention fut mentionnée par la presse française, informée par le bureau politique du PC d'Espagne. Les hypothèses à toutes les questions que l'on pouvait se poser fleurirent, les uns disant que tout cela, c'était de la comédie, d'autres pour dissimuler une histoire absurde, d'autres encore qu'il ne lui arriverait rien allant jusqu'à dire qu'on le verrait un jour sur l'avenue Parallèle.

Son arrestation se produisit alors que nous préparions ce jour-là un envoi d'argent par le biais de Eulalia, la fille de Granier. Nous étions convaincus que Rosa irait trouver cette jeune fille pour récupérer

la somme que nous avions pu recueillir. Entre-temps, nous fûmes informés de son arrestation et tout resta en suspens. Nous allâmes trouver l'ami Insausti pour l'avertir de l'arrestation de Joan Comorera qui eut lieu le 12 juin 1954.

À partir de ce moment, un mouvement commença de la part de tous nos camarades pour mener à bien une campagne de solidarité et de sympathie en direction de diverses personnalités. Entre autres, nous avons parlé au célèbre avocat de l'époque maître Henri Torrès – qui avait pris la défense de Francesco Macia à l'occasion du procès de Prat-de-Mollo –, lui demandant s'il accepterait d'aller défendre Comorera à Barcelone. Il nous dit que si le régime de Franco l'y autorisait, il irait. Nous lui fîmes une procuration, il présenta notre demande aux autorités de Madrid, qui acceptèrent dans un premier temps. Il me l'écrivit pour le confirmer, content d'avoir reçu l'autorisation.

L'autorisation se situa pendant les premiers mois de vacances de 1954, période pendant laquelle, comme chaque année, je restais seul à Paris. Granier s'en allait à Saillagouse chez ses beaux-parents. Le camarade Antoine Planes s'en allait à Luxeuil-les-Bains avec d'autres camarades pour prendre quelques semaines de repos. Avec sa lettre, je me rendis au rendez-vous dans le bureau de Torrès ; il me fit part de son enthousiasme et dit qu'il ne restait plus qu'à espérer qu'on lui donne le visa pour Barcelone pour prendre en charge le dossier.

Quelques jours plus tard, il reçut un communiqué lui refusant l'accès à Barcelone. Il me reconvoqua et nous avons constitué un comité d'aide au camarade Comorera composé de quelques personnalités éminentes, maître Henri Torrès et Jean Baptiste Biagi, avocats à la cour de Paris, Paul Rivet, du musée de l'Homme, Emile Kahn, de la Ligue des droits de l'Homme en tant que français, en tant que catalan et espagnol le président Aguirre, le président Tarradellas, le ministre de la République Julio Just. On élaborait un plan de campagne qui pourrait être menée en défense de Comorera. Je ne me souviens pas si c'est Jean Cassou qui rédigea le manifeste pour la défense de Comorera signé par de nombreuses autres personnalités. Tout ce qui put être fait fut fait.

À Barcelone, on commit une grave erreur dans la désignation de l'avocat de Comorera. Aujourd'hui, je continue de penser que cet avocat n'est pas celui qui aurait été nécessaire. Cet avocat accepta avec avidité de se faire payer, mais il ne tarda pas à se rendre compte des antécédents politiques de son client. Profitant de cette situation, il nous demanda trois ou quatre fois l'argent et nous avons toujours trouvé le moyen de lui envoyer tout ce qu'il nous demandait. En vue du conseil de guerre, il nous demanda 250 000 pesetas.

Ce fut alors que nous nous sommes adressés au camarade Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, en lui exposant la situation – la réconciliation des Yougoslaves avec les Soviétiques s'était déjà produite depuis le XX^e congrès du PC de l'URSS et un climat de détente s'était établi. En effet, Maurice Thorez envoya un émissaire à mon domicile avec la somme qu'avait demandée l'avocat.

Ce geste fut pour nous d'un grand réconfort. Si nos relations avec les camarades français furent plutôt distantes, elles ont toujours été fraternelles. Dans la correspondance que nous avons eue sont inscrits nos remerciements, comme dans une réunion tenue avec Jacques Duclos et Raymond Guyot. A la fin de cette réunion, le camarade Jacques Duclos nous demanda de saluer le camarade Comorera de sa part en lui souhaitant une bonne santé et beaucoup de chance. Le climat avait changé, l'hostilité était terminée, y compris la répudiation dont on avait fait preuve envers nous un an auparavant alors que nous frappions encore à leur porte et qu'ils ne répondaient pas.

Je suis allé aussi à l'ambassade yougoslave à diverses occasions. La première fois, ils ne firent pas cas de ma visite ; la seconde fois, ils m'écoutèrent avec un peu plus d'attention. Après cette seconde visite, je reçus une lettre me donnant rendez-vous dans un café du Trocadéro ; là, ils me remirent deux cent mille francs. Si je me souviens bien, Rosa Comorera était déjà à Paris.

Rosa, on l'avait aussi fait passer en conseil de guerre avec son mari. Elle se trouva mal et on dut l'évacuer de la salle pour la ranimer. Là aussi fut jugé Ferran Canyameres, découvert à cause du garçon qu'il employait pour lui faire les courses et porter l'argent à Comorera. Ce garçon avait été suivi, la police lui avait demandé où il allait, il le dit et par ce moyen découvrirent Ferran.

CONSEIL DE GUERRE CONTRE JOAN COMORERA

La principale accusation contre Comorera fut celle de délinquant permanent : on énuméra pratiquement toute son activité politique, en commençant par sa première fuite en Argentine du temps de la dictature de Primo Rivera et ensuite pour les faits d'octobre 1934, sans tenir compte des différentes amnisties et grâces accordées. Dans son cas, cela ne compta pas et on le traita comme tel pour le fait de s'être insurgé contre l'Espagne.

Quant à l'avocat, il ne fit rien de plus que ce qu'aurait fait un autre avocat. Anton Solis Pasqual vint à Paris avec le dossier de Comorera pour voir maître Torrès. Il lui fit un bref exposé de l'affaire, mais, comme on peut le supposer, il était très difficile d'apporter une aide efficace depuis Paris en tenant compte qu'il ne pouvait connaître le dossier que de manière générale par ce que lui disait Solis Pasqual. En plus de cet aspect de caractère professionnel, il put aussi y avoir de la part de Solis de la défiance pour rester maître de l'axe et de l'exécution du plan de défense.

Pour Joan Comorera, la peine de mort fut requise. Elle fut ensuite commuée en trente ans de prison. Après quoi, il fut transféré au pénitencier de Burgos. Il y écrivit une de ses dernières lettres lors de son arrivée, avec ces mots : « Bien arrivé, vais bien ». Une semaine après sa mort, je reçus une demi-feuille écrite, semble-t-il par un camarade de prison qui l'accompagna jusqu'au dernier moment. Elle donnait quelques détails émouvants. Il faut faire mention d'un

aspect : c'est là, au pénitencier de Burgos, que tous les prisonniers communistes lui témoignèrent leur solidarité par des rubans noirs que nous apporta Rosa, accrochés au cercueil avec la mention : « A notre ami Joan Comorera ». Il y eut aussi des démonstrations d'hommage par des camarades du PSUC.

Sa mort se produisit au terme de longues semaines de maladie, comme nous en informa régulièrement Rosa. Elle s'était déplacée à Burgos pour pouvoir l'assister, un voyage en avion de Barcelone à Madrid et de Madrid à Burgos. Pour le voir, elle eut à surmonter une foule de difficultés administratives et trouver mille et un recours d'influence, conseillée par quelques amis grâce auxquels elle put être à ses côtés jusqu'à sa mort. Il mourut d'une bronchite chronique qui lui faisait vomir du sang à force de tousser. Il devait mourir le 8 mai 1958. Après sa mort, il y eut des déclarations de la Pasionaria sur « *la mort déplorable de Joan Comorera* ». Mais avec ces gens, je ne ressens aucune sincérité, qu'ils pleurent ou qu'ils rient.

Comorera mourut le 8 mai 1958. Rosa Santacana vint au mois d'octobre à Paris. Nous l'avons accueillie chez nous, puis l'avons accompagnée à un hôtel voisin. Elle venait passer la journée à la maison et allait dormir à cet hôtel, mais par la suite nous n'avons pu la soutenir : l'hôtel nous demandait un loyer qu'il était de plus en plus difficile de payer. Devant l'impossibilité de continuer cette dépense, nous avons dû l'installer chez nous dans des conditions déplorables car la seule chambre disponible était celle où dormait déjà notre fille Laura et une jeune fille qui devint plus tard sa belle-soeur et notre belle-fille, Vincenta, qui épousa notre fils Albert.

Après en avoir parlé avec les camarades qui restaient, nous avons tenté de discuter avec Rosa pour qu'elle envisage quelque chose pour gagner de l'argent. Comme on peut le supposer, cela lui était très pénible car elle n'avait jamais travaillé. Malgré cela, on lui trouva la garde de deux petites filles dans une maison ; il semble même qu'elle fut traitée avec beaucoup de respect et elle allait bien.

Nous lui avons trouvé une chambre à l'hôtel même où était Granier. On lui payait le loyer et il semblait qu'à l'époque une personne seule devait en avoir assez pour vivre, mais cela ne lui suffisait pas. Pour une femme qui avait certaines habitudes, certaines addictions, fumer et peut-être boire et jouer aux courses de chevaux, il était clair qu'elle n'avait pas assez de revenus, outre ce qu'elle demandait aux uns et aux autres. Peu à peu, nous pûmes constater comment elle aussi se dégradait.

Cette situation devint de plus en plus pénible. C'était une situation anormale et instable. Alors, je suis allé à l'ambassade de Yougoslavie ; ils me connaissaient déjà, on peut dire que nous étions amis et je leur demandai s'ils pouvaient la prendre en charge pour une saison de repos de trois mois. On prit note de ma proposition et au bout de quelques jours, ils acceptèrent ma demande : ils avaient le billet pour le jour prévu.

Le camarade et ami Marti Jorda nous emmena avec sa voiture. Avec Ramona, nous conduisîmes Rosa à la gare de Lyon. J'étais allé chercher le billet à l'ambassade et je le lui donnai à la gare même. Il me semble que

c'était le 11 juin 1959, et là, nous nous sommes séparés.

Ils l'installèrent dans une ville du nord de la Yougoslavie. Il semble qu'elle s'y trouva bien pour y passer tout l'été. Quand l'automne arriva, elle était devenue l'amie d'une famille de Split qui était allée prendre les eaux à la même station balnéaire et ces gens l'y emmenèrent. Mais elle n'avait de visa que pour une saison et on lui fit savoir qu'elle devait repartir.

De nouveau, je vis venir la situation qui se recréait si elle revenait en France. J'écrivis au camarade Vlakovich, lieutenant de Tito, lui expliquant qu'ils étaient en droit de la faire revenir, mais que ce ne serait

pas bien : « *Si cette femme revient en France, elle finira fatalement à l'Assistance publique* ». Ils décidèrent de la garder. Nous avions résolu ainsi le problème de Rosa Comorera.

À sa mort, quelques années plus tard, on lui fit un enterrement avec tous les honneurs qui lui sont dus.

Pendant les derniers mois de sa vie, elle fut traitée en personne malade comme elle l'était et avec les soins dont elle avait besoin pour le cancer qu'elle avait développé. Nous n'avions pu faire plus et je pense sincèrement que personne ne pouvait faire plus.

NOTRE CONTINUITÉ DANS CE QUE NOUS AVONS RECTIFIÉ

Nous avons remis en cause dans une certaine mesure du vivant de Comorera notre aversion envers les Yougoslaves, due aux réminiscences que nous traînions – ce qui restait entre nous du stalinisme : nous voulûmes jouer à être plus staliniens que Staline, plus antititiste que Staline lui-même, dans la déclaration que fit Comorera répondant à celle du bureau politique du PC d'Espagne, et contre cette déclaration. On peut voir comment il parle de Tito. C'est une attitude qui ne m'a jamais satisfait.

Il en fut ainsi au point que, dans un de nos bulletins, nous fîmes une déclaration rectifiant notre attitude envers les Yougoslaves, ce qui nous valut l'accusation de « titiste ». Il y eut beaucoup de réminiscences à tel point qu'un de nos camarades (je ne peux pas citer son nom), à l'occasion d'une déclaration que je rédigeais

pour saluer la visite de Boulganine et de Khrouchtchev, les premiers Soviétiques à se réconcilier avec Tito, qualifiait nos deux partis de partis frères du monde socialiste. Je dus confier cette déclaration à nos camarades pour l'imprimer, car je devais m'en aller à Toulouse. Cette déclaration fut imprimée avec la suppression de l'adjectif socialiste.

J'aurais pu de nouveau avoir l'occasion de livrer une autre bataille, mais j'ai pensé que nous étions déjà suffisamment faibles et qu'elle en aurait produit encore plus. Ainsi se faisait notre évolution. Aujourd'hui, il n'y a plus de problème. L'opinion sur ces questions que nous avons traînée pendant tant de temps malgré l'évidence claire comme le soleil, nous en sommes restés marqués, conditionnés, « vaticanisés ».

LA FOI EN STALINE

Si on nous demandait comment nous avons perdu la foi en Staline, je répondrais que chacun l'a vécu à sa manière ; pour ma part, je l'avais déjà perdue en grande partie quand nous avons décidé de lui envoyer une lettre lui demandant son intervention. Si j'avais participé à la discussion, j'aurais pris parti contre ou j'aurais manifesté l'idée que cette démarche était stérile parce que l'on nous considérait liés au bureau politique du PC d'Espagne, et eux étaient les préférés, le PSUC ne comptait pas. C'était l'idée que j'en avais. J'en fis part au camarade Comorera à plus d'une occasion. Le bureau politique du PC d'Espagne a fait ce qu'il a fait parce qu'il avait l'aval de Moscou.

Je ne crois pas que Staline fut l'instigateur de notre rupture. Ce que je crois, c'est que la maladie de type hégémonique et centraliste fit qu'ils ne pouvaient tolérer, qu'ils ne pouvaient digérer la présence d'un PSUC avec le caractère et les fonctions qui lui étaient propres et ainsi ils firent tout ce qu'ils purent pour arriver à le détruire.

Maintenant, ils ont le PSUC, qu'ils ont fabriqué pour eux, à leur image et à leur service.

Fin des Mémoires d'Evarist Massip

Le Temps d'une illusion, recueillis par Jordi Planès.

Perpignan, 25 mai 1975